

Silence

N°317
Décembre
2004
4 €
6 FS

Silence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

Vivre à la campagne sans voiture ?

Nord-Sud

Vaccins et colonialisme

Systemes d'échanges locaux

Analyses internes
ou récupération

Dossier

Vivre à la campagne sans voiture ?

La campagne sans voiture, ça n'existe pas ?

Vive la rurbanisation ?

Les dégats de la voiture à la campagne

L'habitat écolo sera-t-il à la campagne ?

de François Schneider

Vivre dans l'Arctique sans voiture

de Elisa Peter

Des îles turques qui ont refusé la motorisation

de Yaakov Garb

Libérer les villes ou la campagne

de François Schneider

Voiture et nature peuvent-elles coexister ?

de Madeleine Nutchey

Nord/Sud

Vaccin et colonialisme

de Francis Vergier

29

SEL

Analyses internes ou récupération

de Bertrand Liatard et Daniel Lapon

Débat

Débattre à Thiviers

de Madeleine Nutchey

Brèves

- | | |
|------------------|--------------|
| 22 Environnement | 32 Nucléaire |
| 23 Annonces | 38 Paix |
| 24 Alternatives | 39 Politique |
| 27 Femmes | 42 Société |
| 28 Santé | 43 Courriers |
| 30 Nord/Sud | 45 Livres |
| 31 Energies | |

VU de l'intérieur...

Offrir S!lence !

Si vous offrez cinq abonnements découverte pour six mois (15 x 5 = 75 €), vous bénéficiez de votre réabonnement gratuit pour un an (40 €).

Index 2004

L'index des articles et brèves parus en 2004 est disponible contre 2 euros. Les index des années précédentes sont également disponibles à ce prix (depuis 1994).

Objectif décroissance

Pratiquement tous les numéros traitant de la décroissance sont épuisés ! Les tirés à part qui ont suivi également. Les trois premiers

dossiers ont été repris dans le livre *Objectif décroissance*, livre dans lequel figure un tiers de textes inédits. Celui-ci est toujours disponible auprès de nous (13 € + 2,5 € de port) ou en librairie.



ILE-DE-FRANCE

Echos de S!lence

L'émission *Les échos de S!lence* basée sur les thèmes de la revue aura lieu le mercredi 8 décembre, de 16h30 à 17h30 sur Radio Ici-et-Maintenant, 95,2 FM.

Si vous n'habitez pas en Ile-de-France, vous pouvez aussi l'écouter sur internet sur icietmaintenant.com.

LES ATELIERS

Un fonctionnement non capitalistique

S!lence est locataire avec une dizaine d'autres associations (Réseau sortir du nucléaire, Primevère, Casseurs de Pub, Greenpeace-Lyon...) des locaux du 9, rue Dumenge (environ 100 m² au sol + 40 m² de mezzanine). Pour fonctionner, il existe une fédération qui détient le bail et où l'on discute de la répartition des charges et des espaces selon le principe «de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins». Les locaux appartiennent à une SCI, Société civile immobilière. Pour acheter les locaux, la SCI a procédé à un emprunt à La Nef, la société financière, et a ensuite remboursé cet emprunt au fur et à mesure que des personnes ou que les associations locataires prenaient des parts de capital. Le procédé aura duré presque dix ans et en 2005, nous serons enfin entièrement propriétaires des locaux. Le capital de la SCI se répartit aujourd'hui entre 170 actionnaires ou copropriétaires dont les plus gros sont le Réseau Sortir du nucléaire et *S!lence* (15% des parts chacun), Primevère et Casseurs de Pub (3% chacun). Le plus gros actionnaire individuel dispose de 4 % du capital. Particularité de cette SCI : le capital n'est pas rémunéré et le bail avec la fédération des associations est un «bail d'usage», procédé peu connu qui fait que le locataire ne paie pas de loyer, mais paie l'ensemble des charges du local. Ainsi, aucun bénéfice ne se fait sur le dos des associations qui disposent de locaux au plus juste prix. Autre disposition au sein de la SCI : une minorité de blocage à 33% des parts. Les associations détenant plus que ce pourcentage, elles ne peuvent être mises en minorité par les actionnaires individuels... qui eux ont vraiment placé leur argent là pour défendre nos idées et non pas pour faire «travailler» leur capital.

Soirées Silence :

«Vers des campagnes sans voitures»...

Vendredi 17 Décembre à 18 h : débat autour du dossier «Vers des campagnes sans voitures», aux Ateliers, 9, rue Dumenge, Lyon 4^e.

Débats suivants : 21 janvier, 18 mars, 18 avril...

N° 318-319 (janvier) : clôture des articles et comité de lecture samedi 27 novembre à 14 h.

Clôture des brèves : mardi 30 novembre à 12 h.

N° 320 (février) : clôture des articles et comité de lecture : samedi 18 décembre à 14 h.

Clôture des brèves : mercredi 5 janvier à 12 h.

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêté au 3 novembre 2004.

Bulletin d'abonnement page 47



IL N'Y A JAMAIS EU D'ARMES DE
DESTRUCTION MASSIVES EN IRAK



UJESERPE.

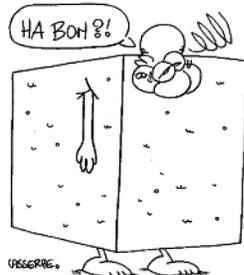
JACQUES CHIRAC EN ASIE

JE VAIS CHERCHER LA CROISSANCE
ET JE LA RAMÈNE PAR LA PEAU DU COU!



UJESERPE.

LES FRANÇAIS
CONSOMMENT TROP DE SUCRE



UJESERPE.

FLAMBÉE DES PRIX DU PÉTROLE :
LA GROGNE DES PROFESSIONNELS



UJESERPE.

LE PROCÈS ELF EN APPEL



UJESERPE.

Les joies de la campagne moderne

Pas besoin d'être perspicace pour s'apercevoir qu'il y a des difficultés d'accès au moindre service à la campagne (1), pour aller à l'épicerie, pour aller à l'école, pour aller à la poste. Le message étant : comme ces services s'éloignent, alors la voiture est indispensable.

Mais les services sont bien souvent supprimés car les gens ont l'alternative d'aller en voiture. Les villages où de nombreuses personnes sont sans voiture ont beaucoup plus de services de proximité. Il suffit de comparer le nombre de bars et d'épiceries dans un village portugais avec une très faible motorisation et dans un village américain de même taille. La baisse des services a longtemps été attribuée à la dépopulation des campagnes. Mais ce n'est plus un argument valable : les populations augmentent en campagne depuis les années 70 et cela n'empêche pas le gouvernement de supprimer de nombreux petits hôpitaux ou petits bureaux de poste en milieu rural. Le phénomène d'étalement qui s'est déroulé dans les villes se retrouve dans les campagnes avec une perte de cohésion des villages dû à l'usage omniprésent de la voiture. Là aussi les villages n'ont plus besoin d'être « multifonctions », offrant logement, travail, convivialité, services, transports en commun puisqu'on peut aller voir ailleurs avec la voiture. Cela contribue à l'uniformisation de la campagne, sans « couleur locale », réduisant la diversité du pays. Et c'est ainsi que l'on voit apparaître des restaurants isolés, des habitats de plus en plus dispersés, des zones d'activités loin des zones d'habitation et de grands supermarchés, le tout connecté par des voies rapides. C'est la campagne telle qu'elle est actuellement. Heureusement, des réflexions et des expériences commencent à percer.

François Schneider ■

François Schneider, coordinateur de ce dossier, habite à la campagne, sans voiture. Il a parcouru l'Europe en long et en large pour étudier les alternatives à la voiture... en utilisant uniquement le train, le vélo et la marche à pied.

(1) Par campagne, nous entendons le milieu rural, ce qui inclut également les villages.

Vivre à la campagne sans voiture

La campagne sans voiture, ça n'existe pas ?

Quelle belle contradiction : l'écolo est censé habiter à la campagne, et la vie à la campagne «est impossible sans voiture». Or quoi qu'on dise «la bagnole, ça pue, ça tue et ça pollue» et «les carapaces, ça prend de la place» et même à la campagne. Moralité le soi-disant modèle écologique serait dramatique s'il était généralisé.

C'est presque un lieu commun maintenant de dire «qu'il n'est pas possible de vivre sans voiture à la campagne». C'est une forme de «pensée unique». Si on demande à quelqu'un à quelle distance se situe le village de «pétaou», il nous sera répondu par exemple «25 minutes», il est implicite que le mode de transport sera la voiture. On saura si une personne est chez elle à la vue de sa voiture garée. On parlera de quelqu'un, en rappelant la marque de sa voiture ou sa couleur. Une route coupée crée un sentiment d'isolement inquiétant (1). Les alternatives sont systématiquement dénigrées et sous-utilisées. Il y a bien peu de responsabilisation pour sauvegarder un service de transport en commun en l'utilisant, même si cela fait quand même plaisir qu'il existe. Avez-vous vu une seule ferme sans voitures à son entrée ? La facilité de stationnement et l'absence de congestion rend l'usage de la voiture systématique même pour des distances très courtes.

Et pourtant...

La plupart de la campagne est encore sans voiture.

La campagne était non-motorisée jusqu'à récemment.

De nombreuses régions du monde ont peu ou pas de voitures à la campagne. Des gens vivent sans voiture à la campagne. Des zones sans voitures existent à la campagne.

Des campagnes sans voiture

La voiture est en effet complètement tributaire des routes pour ses accès. Et il existe fort heureusement encore de nombreux espaces sans routes et donc sans voiture. Ce sont les forêts, les prairies, les champs. Et ces espaces, accessibles à pieds, représentent un grand attrait pour les gens en mal de campagne.

La campagne était non-motorisée jusqu'à récemment

Pendant la plus grande partie de l'histoire humaine, les humains ont habité à la campagne et sans voiture. Et même après l'apparition des villes, les campagnes sont restées très peu motorisées au moins jusqu'à la deuxième guerre mondiale (2). Les Grisons en Suisse sont même restés interdits aux voitures jusqu'aux années 30 (3). Après la dernière guerre, le taux de motorisation est resté faible. Sans internet, sans techniques modernes, les anciens ont semblé survivre à la campagne sans voiture, tandis que cela semble tout à fait impossible de nos jours, malgré notre fierté technologique.



(1) Une pile du pont menant à Die (Drôme) s'étant écroulée lors d'une tempête fin 2003, la pression a été telle qu'un pont militaire flottant a dû être mis en place dans les plus brefs délais. C'est dire que la région n'est pas vraiment autosuffisante.

(2) Selon l'INSEE, en 1953, en France, un ménage sur cinq seulement avait une voiture. En 1966, un ménage sur deux a une voiture. En 1973, on atteint une voiture par ménage dans les campagnes, un peu plus d'une voiture par ménage dans la banlieue de Paris et seulement deux voitures pour trois ménages dans Paris. Aujourd'hui, 28% des ménages disposent de plus d'une voiture. Ce taux monte à 47% pour les ménages ayant des enfants scolarisés.

(3) www.bikecult.com.



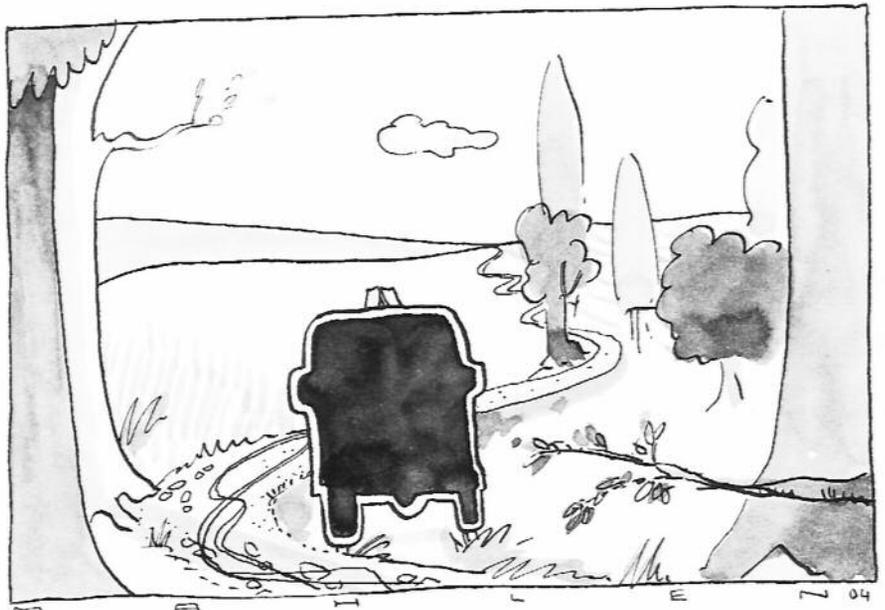
Une chose a bien sûr changé dans notre mentalité : nous avons paraît-il besoin de mobilité. Et pourtant n'étaient-ils pas mobiles nos anciens ? Une partie était sédentaire, mais d'autres étaient nomades. Ce qui a changé ce n'est pas tant le besoin de mobilité, mais le besoin de se déplacer tous les jours, de 30 km en moyenne (4) (5). Il est d'ailleurs intéressant de noter que le temps dévolu au transport a très peu changé au cours des décennies, des siècles voire depuis la pré-histoire (6), c'est seulement la vitesse instantanée à laquelle nous nous déplaçons qui a changé.

Des régions du monde ont peu ou pas de voiture à la campagne

Certaines régions du monde ont encore un taux de motorisation très faible à la campagne. En Europe, il suffit de se promener au Portugal pour s'apercevoir que les villages ont un nombre de voitures très réduit. Et il existe bien sûr dans le monde de nombreuses régions où les campagnards n'ont pas de voiture. Dans bien des cas, l'absence de voiture n'est pas choisie, elle a une origine économique. Les faibles revenus de la campagne ne permettent pas toujours de payer les coûts liés à la motorisation.

Des gens sans voiture à la campagne

Même dans nos contrées, de nombreuses personnes continuent à vivre encore sans voiture à la campagne. Et semblent même parvenir à survivre ! Mais il est vrai que le taux de motorisation est en général plus élevé à la campagne. En Grande Bretagne, le taux des ménages campagnards sans voiture est de 16% alors que 40% des ménages londoniens n'ont pas de voiture. En France, le taux de non-motorisation est sensiblement le même en ville et à la campagne : entre 15 et 20%, à l'exception des grandes villes : 30% à Lyon et Marseille, 50% à Paris. Plus les villes sont grandes et plus les personnes... marchent à pied. Jusqu'à un tiers des déplacements dans la capitale (7).



Ce sont, nous dira-t-on, pour la plupart des personnes âgées qui n'ont jamais su conduire. En réalité il existe d'autres

Ce qui a changé ce n'est pas tant le besoin de mobilité, mais le besoin de se déplacer tous les jours, de 30 km en moyenne.

catégories sans voiture à la campagne. Ce sont les jeunes qui n'ont pas le permis, des défavorisés, les membres de la famille qui n'ont pas accès à la voiture car elle est déjà utilisée par un autre membre de la famille pour aller travailler et, parfois, des gens qui font le choix de vivre sans voiture à la campagne

pour des raisons écologiques ou éthiques.

Des zones sans voitures à la campagne

Il y en a de plusieurs types. En premier lieu ce sont les zones où il n'est pas possible d'accéder avec des voitures. Cette catégorie comprend des îles, des villages et refuges haut-perchés en montagne, des zones de vallée abrupte où une route ne pouvait être construite (8). Une autre catégorie existe, dont les habitants sont en général aisés, ce sont les zones à vocation touristique. Sans parler de différents parcs d'attraction, dont l'attrait principal, peu mentionné, est d'être libéré des autos, ce sont les villages touristiques, médiévaux pour la plupart...

Puisqu'il existe des gens sans voiture à la campagne, c'est que ça doit être possible ?

François Schneider ■

(4) *Le Monde Initiatives*, juillet/août 2003.

(5) Selon une étude de l'INSEE de 1994, le kilométrage parcouru diminue avec la densité de la population. Un automobiliste de centre-ville parcourt deux fois moins de distance qu'un automobiliste rural.

(6) F. Schneider, A. Nordmann, F. Hinterberger, *Road Traffic Congestion, Extend of the Problem*, *World Transport Policy & Practice*, Volume 8, Number 1, 2002, pp34-41, <http://www.Transport.org>.

(7) La mobilité urbaine et sa régulation, quelques comparaisons internationales, Alain Bieber, Jean-Pierre Orfeuil, www.urbanisme.equipement.gouv.fr.

(8) En fait dans de nombreux cas une route aurait pu être construite ou des voitures auraient pu être amenées sur les îles sans voiture, mais la difficulté de l'opération a permis aux habitants de s'habituer à cette situation et d'en apprécier les avantages.



Dorothée Fessler
Un sentier dans les Vosges saônoises.

Vive la rurbanisation ?

La campagne est devenue un enjeu de la marchandisation générale, phénomène qui s'accroît du fait que nombre d'habitants ruraux travaillent en ville.

Le mot «rurbanisation» est un condensé du mot «urbanisation», qui était jusqu'alors un phénomène urbain, et du mot «rural» et désigne un processus d'urbanisation des campagnes. Les gens n'en ont pas conscience — on parle encore de désertification rurale — mais il existe en France et dans le reste de l'Europe un phénomène d'exode urbain. L'épisode d'exode rural qui a duré plusieurs siècles s'est historiquement inversé en France vers les années 70. Entre 1990 et 1999, le nombre des arrivées dépasse le nombre des départs de 410 000 (1).

Le phénomène a commencé en grande banlieue et atteint progressivement des zones de plus en plus éloignées des centres urbains. Certains parlent en Angleterre d'une «cascade de contre-urbanisation» dans laquelle les emplois et les populations se déplacent des grandes agglomérations aux petites villes, des centres urbains à la périphérie jusqu'aux zones les plus isolées (2).

Plusieurs raisons de ce phénomène sont citées par Guy Herzlich :

- le coût moindre des terrains,

- la fuite des nuisances (dont les pollutions dues aux voitures !),
- l'image positive de la campagne,
- le progrès des communications.

Selon lui «Le choix a été facilité par le progrès des communications, auquel il a poussé à son tour. Transport individuel

pour l'essentiel : l'aménagement de routes périphériques ou de voies rapides a accompagné la généralisation de l'automobile et a permis que la durée des déplacements domicile-travail n'augmente pas, alors que s'allongeaient les distances parcourues».

La France détient le record mondial de résidences secondaires par habitant (4 pour 100 habitants). Et les autoroutes jouent un rôle décisif : de

tous les hébergements touristiques, ce sont en priorité les résidences secondaires qu'elles favorisent (3).

La quête de la campagne avec la voiture permet aux gens de vivre à la campagne comme à la ville, la ville en moins. Il y a toujours un hypermarché à côté ou une zone d'activités pas loin. On ne sait plus quelles sont les limites entre l'espace rural et l'espace urbain (4).

La France détient le record mondial de résidences secondaires par habitant (4 pour 100 habitants). Les autoroutes jouent en cela un rôle primordial.

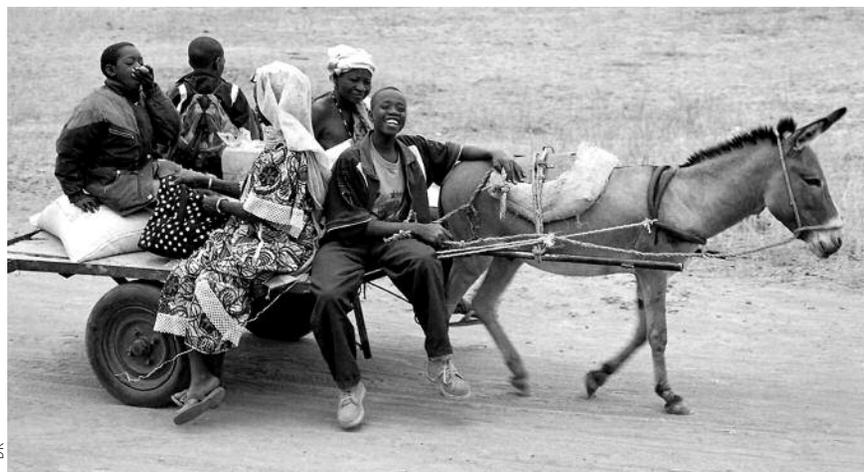


Funiculaire de Bridgnorth (GB). C'est le poids de l'eau qui actionne les cabines.

«Triste paradoxe, la quête d'air pur et de beaux paysages conduisant à créer, sous forme d'ersatz sans âme, la ville qu'on est censé fuir, dans des sites magnifiques irrémédiablement détruits» (5).

Tout cela est permis et amplifié par la construction d'infrastructures : «Nous avons besoin d'infrastructures routières, ferroviaires, mais nous sommes aussi très en retard du point de vue des technologies de l'information et de la communication» (6).

«Il est nécessaire pour nous d'avoir des réseaux rapides qui lient les grandes villes aux métropoles régionales, les villes aux grandes villes, les bourgs aux villes et les villages aux bourgs» (7).



Un attelage au Burkina Faso.

(1) Guy Herzlich, Vers la France rurbanie, *Le Monde Initiatives*, juillet-août 2003

(2) T. Champion, D. Atkins, M. Coombes & S. Fotheringham. (1998) *Urban Exodus*, CPRE, London.

(3) Alain Lontferrand, directeur de l'observatoire national du tourisme, cité par Christine Durand, *Village magazine* n°63, juillet-août 2003.

(4) Philippe Langevin cité par Dorian Sabo dans *Le Monde Initiatives*, juillet-août 2003.

(5) Christine Durand, *Village magazine* n° 63, juillet-août 2003.

(6) Bertrand Pancher, président du conseil général de la Meuse cité dans *Le Monde Initiatives*, juillet-août 2003.

(7) François Fortassin, président du conseil général des Hautes-Pyrénées cité dans *Le Monde Initiatives*, juillet-août 2003.

Marchandisation de la campagne...

Après des années à regarder la campagne devenir de plus en plus résidentielle, la DATAR (8) a développé quatre scénarios décrivant ce qui pourrait se passer en France dans les campagnes du futur.

Le premier scénario consiste en une prolongation de la tendance actuelle, c'est la «campagne résidentielle généralisée», les urbains pourront continuer à profiter du cadre de vie campagnard tout en travaillant une partie du temps au moins dans d'autres endroits plus urbanisés. Un deuxième scénario est basé sur un «rural agro-industriel», la campagne est alors peuplée d'agro-businessmen, la profession agricole est «relookée», et on imagine bien la production intensive chimique comme on sait bien la faire. Un troisième scénario prend le titre de «campagne-nature» : on conserve, on préserve la biodiversité et les ressources naturelles en faveur de... marchés privés de la nature, c'est la campagne musée pour les urbains avec grands parkings à l'entrée des parcs naturels (payants). Le dernier scénario prend le titre de «campagnes industrielles et concurrentielles» : ce sont les unités de production industrielle à la campagne, la campagne pleine d'emplois.



Comme on le remarque la logique mono-fonctionnelle prévaut encore une fois dans l'analyse institutionnelle. Les quatre scénarios sont quatre fonctions possibles de la campagne : logement, production agricole, offre de nature ou production industrielle. Autant dire que dans cette campagne mono-fonctionnelle, le transport à tout va est la seule option (vraisemblablement en voiture), car si la campagne est dédiée à une fonction, les autres fonctions ne sont pas disponibles, il va falloir bouger !

La DATAR semble se poser la question de quelle pourrait être la fonction de la campagne, mais rien sur l'association des



Bus à pédales pour douze personnes, en grande partie en bois, mis au point par des étudiants néerlandais.

fonctions et aucune remise en cause de l'hyper-mobilité. C'est la même logique qui a détruit la ville qui va détruire la campagne, ou qui est déjà en train de la détruire. La DATAR n'imagine bien sûr pas une campagne où les différentes fonctions s'associent pour créer des espaces desquels il n'est plus besoin de se déplacer sans cesse (9). Dans la logique institutionnelle, cela doit être trop compliqué d'imaginer une zone qui serve plusieurs fonctions à la fois !

... Ou choix de la biodiversité

Une campagne regroupant ces quatre fonctions de logement, nature, production agricole et artisanale et d'autres comme la convivialité, la beauté, la santé... redévelopperait la vie locale. Dans cette campagne multi-fonctionnelle-là, ses habitants n'auraient pas sans cesse besoin de voyager pour travailler ou voir de la nature, ni d'importer des denrées alimentaires et des biens produits ailleurs. Elle ne serait pas coupée du reste du monde grâce à l'offre de transports en communs (ferroviaire, bus), ou d'infrastructures de transports doux et lents (marche et vélo) tout à fait appropriés dans le cadre de séjours prolongés dans d'autres parties de campagne ou à la ville. La fonction de nature se ferait toute seule, sans accès routiers, une bio-diversité fantastique se développerait toute seule (10). Nous sommes encore loin de cette vision de rêve : il faut la vouloir pour l'atteindre !

La campagne multi-fonctionnelle ne supprimerait pas l'existence de villes, durables et multi-fonctionnelles elles-aussi, gardant une densité plus élevée. L'association des fonctions dans chaque

quartier, incluant la nature avec une composante de maraîchage urbain, permettrait là aussi d'éviter de devoir voyager sans cesse vers d'autres quartiers urbains ou vers la campagne et viserait à éviter une bonne partie des importations/exportations (11).

François Schneider ■

(8) Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, institution gouvernementale.

(9) Cette idée que le trafic ne peut qu'augmenter semble être une de ces croyances qui s'auto-réalisent. Si tout le monde y croit et que l'on prévoit tout pour cela, cette «prédiction» va se réaliser. Les anglophones parlent de remplacer le «forecasting» (la prévision) où l'on prévoit la situation future en se basant sur la réalité présente, par du backcasting (la «post-vision» ?) où l'on «prévoit le présent» en se basant sur une situation future désirée : on tente d'imaginer l'utopie du futur, dans notre cas une campagne multi-fonctionnelle sans ou avec moins de voitures, pour réaliser en retour les étapes qu'il faut réaliser pour y parvenir.

(10) Les forêts primaires existent dans les territoires sans accès routier par exemple.

(11) Voir le dossier sur les Ecocités, *Silence* n°307, février 2004.



Les dégâts de la voiture en campagne

Si la voiture crée des pollutions en ville, elle pose tout autant de problèmes à la campagne.

Tandis que la voiture en ville commence à être honnie par certains, la perception à la campagne est tout autre. Quoi de plus innocent qu'une voiture campagnarde. L'image commence bien sûr avec la petite 2CV pleine de boue parcourant les chemins de terre, symbole du retour à la nature...

Pourtant, loin des images poétiques, la voiture et le transport routier en général ont une responsabilité énorme au niveau de la destruction de nos paysages, au niveau de l'effet de serre, de la pollution, de la mortalité des humains mais aussi des animaux écrasés, de la consommation d'espace, au niveau de l'inégalité planétaire, de la consommation d'énergie. Je ne rentrerai pas dans les détails. Il y a de nombreux articles sur le sujet, mais il semble que les problèmes des transports soient maintenant au premier plan des problèmes écologiques. Ce sont les problèmes qui augmentent sans cesse (1) et pour lequel les solutions sont les plus ardues. Alors attachons-nous au cas campagnard : la voiture de la campagne est-elle moins responsable ?

Voitures des villes, voitures des champs

Les voitures campagnardes parcourent plus de distance en moyenne que les voitures urbaines. D'un côté elles sont moins sujettes aux embouteillages qui n'est pas une allure ayant le meilleur rendement énergétique, d'un autre côté elles sont souvent plus puissantes, vont plus vite, en effectuant parfois des dénivelés plus importants. Si les voitures urbaines polluent la campagne, les voitures de la campagne visitent aussi la ville. Si les voitures de la campagne affectent peu les utilisateurs eux-mêmes, en regard de l'usage intensif qui en est fait, elles créent une pollution importante. Pour ce qui est de l'effet de serre, cela a été chiffré : elles ont clairement un impact des plus importants.

Les voitures campagnardes demandent beaucoup plus d'espace de route et chemins de terre, surtout quand l'habitat

est isolé. Elles contribuent donc à une plus grande part de la destruction des paysages.

En relation à la distance parcourue, l'hécatombe se déroule à la campagne. Les voitures à la campagne sont plus dangereuses car, contrairement à la ville où le danger est visible, on est souvent trompé par un faux sentiment de sécurité en se promenant sur les bords d'une route calme à la campagne. Au niveau des animaux écrasés, l'impact est beaucoup plus important à la campagne, et pourrait en fait surpasser le nombre d'animaux tués par les chasseurs (2).

Pour ce qui est de la contribution à l'inégalité planétaire, les campagnards occidentaux ayant un taux de motorisation des plus élevés, contribuent à ce niveau à une plus grande inégalité planétaire. Les campagnards occidentaux peuvent donc faire des efforts à ce niveau. La perception à ce sujet est bien souvent inverse : on veut dans une fuite en avant démocratiser par le haut. Jean Viard nous explique ainsi que «si on ne démocratise pas la mobilité, c'est une nouvelle carte des inégalités qui se dessine», mais comment sera le monde quand tous les gens de la planète feront 30 km par jour ? (3).

Au niveau de la perte des services, le faible peuplement de la campagne est beaucoup plus sensible à une destruction de sa clientèle qui ira par exemple plutôt acheter au supermarché, qu'en ville où il restera toujours quelques services, étant donnée la densité. C'est ainsi que de nombreux petits villages n'ont plus aucun service ou commerce suite à l'arrivée de la voiture.

On pourra aussi citer la destruction des chemins de terre par les passages de voitures et engins agricoles en créant des nuages de poussière, des jets de flaque d'eau et de la boue. Ceci rend la vie plus difficile aux piétons et cyclistes et crée de l'érosion. On pourra aussi ajouter la destruction des surfaces perméables par l'asphalte (4) et la pollution des plantes cultivées ou sauvages aux alentours de la route. Utilisation de bio-carburants — déjà utilisés par quelques militants



La voiture propre ? Un mythe renversant !

«écologistes» — risque de répandre la monoculture de tournesol ou de colza qui ne sera sans doute pas biologique.

Malgré une perception opposée, chaque voiture campagnarde semble créer des problèmes au moins aussi importants que chaque voiture urbaine. Les problèmes des transports routiers augmentent d'autant plus avec cette propension des gens à habiter dans des endroits de plus en plus isolés.

La voiture à la campagne nous fait perdre un lien important avec notre environnement immédiat qui nous fait alors fermer les territoires avec des murs et des barbelés (voir l'isolement des autoroutes). Vivre sans voiture à la campagne a par contre le potentiel de nous reconnecter avec notre environnement immédiat, développant par exemple une connaissance des plantes ou une découverte des vieux cheminements piétonniers.

François Schneider ■

(1) L'augmentation du trafic automobile est actuellement expliquée par l'allongement des déplacements quotidiens qu'a entraîné la péri-urbanisation, Jean-René Carré, Ecomobilité, INRETS/PREDIT mai 2003.

(2) www.bikecult.com.

(3) Jean Viard, le bonheur est dans la maison, propos recueillis par M.G., le Monde initiatives, juillet-août 2003.

(4) Les routes créant des passages rapides d'eau en cas d'orage, elles ont un rôle non négligeable dans la multiplication des inondations et des glissements de terrain. Ce phénomène n'est pas que rural : les villes inondées comme Sommières (Gard) peuvent en témoigner.

L'habitat écolo sera-t-il à la campagne ?

C'est une grande contradiction : les écolos veulent vivre proche de la nature, pour cela, ils font appel aux engins et au système les plus destructeurs des milieux naturels : la voiture et tout ce qu'elle implique. Peut-on résoudre ce paradoxe ?

L'habitat dit «écologique» semble situé systématiquement à la campagne. En feuilletant les magazines et livres sur le sujet de l'habitat écolo il semble que la question des transports des personnes est bien souvent mise de côté. C'est d'autant plus surprenant que certaines réflexions sont très poussées sur le cycle de vie des matériaux par exemple, et les innovations sont très prometteuses dans le domaine énergétique dans l'habitat même. Mais l'emplacement des maisons écologiques, et les modes de transport qu'elle vont imposer à ses habitants est rarement mis dans l'équation. La création d'une dépendance à la voiture n'est pas pris en compte.

Pour de nombreuses personnes, aller vivre à la campagne est en soi un acte écologique. Mais un acte écologique ne consiste pas seulement à bénéficier d'un environnement moins détruit, il s'agit aussi bien de moins contribuer à la destruction des milieux écologiques. Et c'est ici que la voiture a un rôle central. L'usage d'une voiture va permettre aux nouveaux «rurbains» de continuer un mode de vie urbain à la campagne (1). Les statistiques en provenance d'Allemagne sont diaboliques (2) : bien qu'il y ait certainement des exceptions, il semble que l'usage des voitures n'est pas réduit par les convic-

tions écolo. Autrement dit, quand on l'a, on l'utilise. Les écolos ne ressentiront pas tellement les problèmes de pollution, tandis qu'individuellement, ils créeront un problème plus grand mais dont les conséquences seront ressenties ailleurs. Autrement dit, ils vont pouvoir externaliser une bonne partie de leur pollution. Grâce à la voiture ils pourront aller travailler ailleurs, aller au cinéma ailleurs, acheter leur nourriture et importer ce que bon leur semble, et toutes ces productions seront produites ailleurs, mais tous les déplacements générés seront très peu ressentis au niveau de leur habitation.

Un système global

L'abandon de la voiture ne viendra pas tout seul ! Il s'agit de se pencher sérieusement sur le mode de vie écologique et réussir à concevoir une proximité de la nature qui ne transforme pas en un étalement urbain généralisé sur le mode de ce qui s'est passé depuis trois décennies en marge des villes, c'est-à-dire une explosion du trafic dans une quête destructrice de la nature. La voiture n'est pas le bon outil pour chercher la nature car elle la détruit dans son sillage !

Et il ne s'agit pas de science fiction : le résultat du retour à la campagne des dernières décennies est déjà là. L'étalement de l'habitat avec la voiture transforme la campagne en une sorte de sous-ville avec les mêmes habitudes, les mêmes modes de pensée, la même dépendance à l'extérieur. Un des grands aspects oubliés de la voiture, c'est son énorme capacité à transformer l'espace autour de nous et nos modes de vie. On n'acquiert pas simplement une voiture, on acquiert aussi toute une nouvelle relation à l'espace et au temps, de la pollution, du bruit, des amis différents, des relations différentes, un statut différent, un travail pour la payer, et des infrastructures énormes qui

incluent entre autres, des routes, des voies rapides, des stations essence, un habitat disséminé, des hôpitaux pour les blessés, des garages, des parkings, c'est ce qu'on peut appeler le système technico-social lié à la voiture.

Un habitat écologique doit au moins survivre au test de la généralisation : «que se passerait-il si tout le monde suivait ce mode de vie ?». Généralisé à l'échelle du pays, le mode de vie écolo-campagnard avec voiture (tel qu'il se développe actuellement) aurait un impact dramatique sur l'environnement et ne constituerait pas un exemple à suivre (3). Il nous faut donc chercher autre chose.

Pour de nombreux habitants de la campagne, la voiture est principalement perçue comme une solution permettant une meilleure autonomie. Dans cette optique la voiture permet de ne pas être dépendant des transports publics, de pouvoir partir à l'heure préféré. Les voitures permettent aussi de vivre dans n'importe quel endroit isolé de la campagne. Mais cette analyse peut être renversée. La voiture permet à une non-autonomie de se perpétuer. A chaque fois que nous n'arrivons pas à autoproduire, que ce soit la nourriture ou l'énergie, nous utilisons l'automobile. Sans voiture nous développerions des systèmes conviviaux indépendants, incluant des systèmes de transport plus doux, qui nous rendraient finalement bien plus indépendants.

Et un aspect important de la perte d'autonomie est le coût que représente la voiture dans le cadre des faibles revenus qui sont souvent le lot de ceux qui vivent à la campagne. On m'a rapporté le cas d'un couple isolé qui dépensait 80% de ses revenus dans les frais de transport. Les raisons sont simples : les revenus sont plus faibles à la campagne et les coûts sont plus élevés (nombreux 4x4, infrastructures plus lourdes, distances plus importantes).

François Schneider ■

(1) Les nouveaux rurbains n'hésitent pas à faire 30 km pour aller travailler.

(2) S. Lorek, J.H. Spangenberg, 2001. Indicators for Environmentally Sustainable Household Consumption. *Int. J. Sustainable Development* 4.

(3) Pire que l'existence des villes car la campagne à urbanisation étalée ne bénéficie pas de l'économie d'échelle que l'on trouve dans les villes. Le problème est que les citadins consomment souvent plus, en partie car ils ont quand même plus de tentations et de revenus.



Vivre dans l'Arctique sans voiture

Même dans un endroit particulièrement rude à vivre, il est possible de se passer d'une voiture. A condition de bien s'organiser.



ment -5°C . J'ai des amis en Alaska qui vont au boulot toute l'année à vélo, même quand il fait -30°C , mais ils n'habitent pas à quinze kilomètres de leur lieu de travail. Je me suis donc installée dans une chambre «en ville» (à Jokkmokk) pour les quatre mois les plus rudes de l'hiver. Et j'ai continué à faire ça les cinq hivers que j'ai passés là-haut. J'avais donc ma résidence principale au hameau, et ma résidence d'hiver à Jokkmokk.

Je me souviendrai toute ma vie de ces moments de solitude privilégiés, seule sur la route déserte et silencieuse entre Jokkmokk et le hameau, au fil des saisons sous le soleil de minuit ou sous les aurores boréales, longeant la forêt et les lacs, faisant un bout de chemin avec les rennes, croisant un élan, un lièvre ou un faisan, le vent dans mes cheveux, le silence de la taïga, les odeurs de mousse et de champignons après la pluie. Des moments uniques de communion avec la nature, de réflexion, propices à l'imagination et aux rêves les plus fous.

Elisa Peter ■

elisapeter2002@yahoo.com



La première chose qu'ils m'avaient dis était «il te faut une voiture ici!». Je venais d'arriver à Jokkmokk, un village de 3000 habitants perdu dans la taïga au-delà du cercle polaire en Suède. J'y suis restée cinq ans. Cinq ans sans voiture.

Comme si Jokkmokk n'était pas assez isolé, j'ai décidé d'emménager six mois après mon arrivée dans un hameau de vingt habitants à 15 km de Jokkmokk, dans la forêt. Et j'ai acheté... un vélo orange que j'ai appelé Féja (la superbe déesse de la fertilité que les Vikings vénéraient). Et là, j'ai cru que les gens devenaient fous autour de moi. Par contre eux, c'est moi qu'ils trouvaient folle. Ils se

sont fait un peu de soucis les premiers temps, les voitures s'arrêtaient sur la route pour me proposer d'embarquer et mon vélo et ma personne jusqu'à ma destination finale. Il faut dire que j'avais oublié de me procurer des vêtements contre la pluie et je me suis fait bien rincer quelques fois, mais c'était rafraîchissant, surtout que l'on n'avait pas de douche à la maison.

Et puis l'hiver est arrivé. Un hiver rude, sombre et long, très long. Le mercure est descendu doucement mais sûrement jusqu'à -40°C et la terre s'est recouverte d'un épais manteau blanc. J'ai arrêté de pédaler quand le froid m'a empêchée de changer mes vitesses. Il faisait seule-

Des îles turques qui ont refusé la motorisation

Lorsque l'on descend du ferry à Buyukada, la plus importante des neuf îles Princesse, à moins d'une heure au sud d'Istanbul, dans la mer de Marmara, on prend subitement conscience de quelque chose :
il n'y a pas de voitures !

Quand, en 1911, les premiers véhicules sont apparus à Istanbul, il était difficile de les transporter sur les îles. Au début, les îliens n'étaient pas très intéressés par ces nouvelles machines et, peu à peu c'est devenu une tradition puis une loi : les véhicules à moteur sont interdits encore aujourd'hui sur l'ensemble de l'archipel.

Depuis plusieurs siècles, ce sont les voitures à chevaux qui ont été utilisées sur les îles et aujourd'hui. Seules les bicyclettes ont réussi à se développer à leurs côtés. La population permanente sur ces îles est de 17 000 personnes, chiffre qui grimpe à un quart de million pendant la saison touristique estivale.

Aujourd'hui, sur l'ensemble des neuf îles, on ne compte qu'une douzaine de véhicules à moteur : un minibus de ramassage scolaire qui ne fonctionne qu'en hiver, des véhicules de police et des véhicules de pompiers. Interrogé, Huseyin Sahin, le chef de la police, n'arrive pas à se souvenir d'un seul accident entre voitures à chevaux depuis 26 ans qu'il est en fonction sur ces îles. Il n'a que

le souvenir de quelques plaintes concernant l'odeur des chevaux ou le bruit excessif de certains véhicules. Pour différentes raisons, onze conducteurs ont eu leur permis suspendu en 2003 (sur 304 permis délivrés) pour divers délits. Une fois par exemple parce qu'un conducteur transportait des touristes sur un véhicule prévu pour le transport du bois.

Y a-t-il des demandes pour supprimer la loi interdisant les véhicules à moteur ? Munir Hamamcioglu, un hôtelier natif de Buyukadan, estime que cela serait aussi dur que de détrôner la reine d'Angleterre.

Effet de symbiose

La gare de transport est située à proximité du square central de la ville. Là, des passagers font la queue en attendant un véhicule. Les transports en commun, en voiture à chevaux donc, fonctionnent de six heures du matin à trois heures du matin en été et de huit heures du matin à minuit le reste de l'année. Le tarif le plus élevé, pour faire le tour complet de l'île



principale, est actuellement de 10€. Une symbiose s'est mise en place entre les voitures à chevaux et les vélos. Les cyclistes peuvent mettre leurs véhicules dans les voitures à chevaux, ce qui est pratique pour franchir les collines. Partout dans ces îles, les piétons sont prioritaires sur les voitures à chevaux.

Mais même avec ce choix de non-motorisation, les îles dépendent encore du pétrole : il existe tout un ensemble de liaisons maritimes entre les îles et avec la côte dont Istanbul qui se fait avec des bateaux fonctionnant au fuel. Un autre usage curieux du pétrole est fait sur ces îles : les pesticides comme le DDT étant interdit, la solution pour se protéger des moustiques en été est de pulvériser dans la ville un fin nuage de pétrole, ce qui, selon les informations officielles, ne représenterait pas de danger pour les humains !

Malgré cela, on est frappé par la pureté de l'air et la tranquillité. Nous sommes tellement habitués à entendre en bruit de fonds différents grondements de moteurs que cela en est bouleversant. Les rues, libres de voitures, paraissent extrêmement larges et calmes. Ceci n'a pas échappé aux touristes qui ne se plaignent jamais de l'absence de motorisation. Au contraire. La sérénité de ces îles montre qu'une communauté de personnes peut vivre et prospérer en se passant complètement de moyens de transport motorisés.



Un des taxis de l'île.

Yaakov Garb ■

Un projet rural sans voiture ?

Pour développer des alternatives à la voiture en milieu rural, il faut se confronter à des obstacles structurels, systémiques et psychologiques.

Si la voiture a autant de succès à la campagne, c'est aussi parce que les données fondamentales de la campagne favorisent un tel développement. Les faibles densités ne créent pas de limite par congestion. Les distances sont grandes entre les gens donc les moyens doux comme la marche ou le vélo sont difficiles à utiliser.

La solution inadaptée de la voiture, détruit ce pour quoi on a fait appel à elle : l'accessibilité des services, la proximité de la nature et des gens, tout en créant un système «technico-social» où toute alternative devient impossible (1).

Au niveau psychologique, étant donné l'importance qu'a prise la voiture dans la tête des gens, il faut s'attendre à des réticences extrêmes (2).

Je ne pense pas qu'il soit possible dans l'état actuel des choses de supprimer les voitures des campagnes, car toute l'orga-

nisation des activités campagnardes s'est basée sur leur présence. Par contre, je pense primordial le développement de lieux alternatifs et innovants qui évitent l'usage (lire en encadrés l'état de réflexion dans divers écovillages).

Imaginons une ferme sans voiture

La façon la plus facile de vivre à la campagne sans voiture serait de vivre dans un village relié aux transports publics et avec quelques services. Imaginons comment un tel projet pourrait exister au niveau d'une ferme isolée. J'habite depuis quelques temps à la ferme Paulianne (3) et j'ai eu loisir d'imaginer comment ce lieu pourrait devenir la première ferme (volontairement) sans voiture. Juste histoire de rêver un peu.

Paulianne est un grand corps de ferme dans un terrain de 90 ha dont 20 cultivables, la ferme est située à quatre kilomètres de Luc-en-Diois, 500 habitants, dans la vallée de la Drôme, un site magnifique. De par la proximité de la gare de Luc-en Diois (ligne Paris-Briançon) et des accès possibles à vélo, la ferme de Paulianne est un site potentiel pour une telle remise en cause.

Il s'agit de créer un lieu qui arrive à développer une relation différente au temps, où les gens prendraient le temps de se connaître, de connaître là où ils vivent et là où ils vont ; un hameau utilisant les techniques modernes au moins aussi écologique que les anciens hameaux qui arrivaient à vivre de manière complètement locale avec des techniques rudimentaires ; un centre qui associe de nombreuses problématiques, mais mettant la problématique du transport au premier plan d'un accord entre les associés, duquel découleraient toutes les autres.

Ce lieu réussirait à remettre en cause l'usage des transports motorisés individuels, mais en même temps serait un lieu de passage où de nombreuses activités variées prendraient place, avec des gens

(1) On retrouve là la critique d'Ivan Illich du monopole radical lié à la voiture

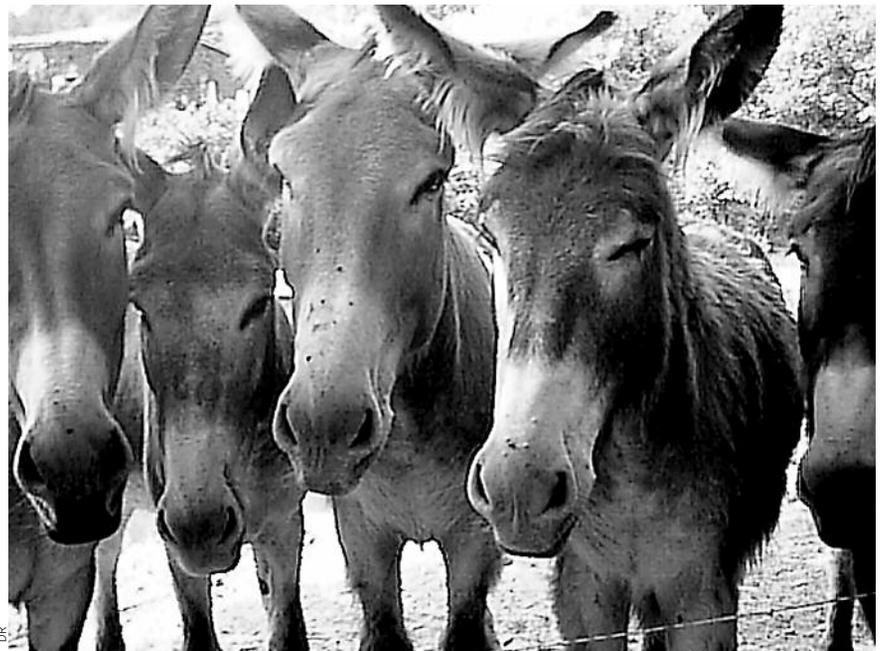
(2) Jean-René Carré est pessimiste : «les solutions restrictives à l'usage de la voiture peuvent difficilement se justifier quand il n'y pas de congestion. Sans restriction, les incitations aux autres modes ne suffisent pas à provoquer un report modal». Ecomobilité, mai 2003 INRETS/PREDIT.

(3) Site de Paulianne : <http://paulianne.free.fr>.

Tamera (Portugal)

Cet écovillage de 134 hectares fonctionne depuis 1995 en coopérative autour d'une charte visant à développer un mode de vie non-violent. Il se trouve à une trentaine de kilomètres de l'océan. Il a été fondé par des personnes venant d'un autre écovillage à l'origine en Allemagne. Il n'est pas relié au réseau électrique. Une réflexion s'est engagée pour essayer de réduire les nuisances des villageois et des visiteurs qui utilisent beaucoup la voiture. La station de train la plus proche est à 15 km. Une première étape pourrait être la mise en place d'un transport en commun entre le village et la gare. Il est intéressant de noter que se couper du réseau électrique semble plus facile que de se couper du réseau routier.

Contact : Tamera, Monte do Cerro, P-7630 Colos, Portugal, tél : 00351 283 6353 06.



Parking à ânes.

de toutes les générations, ayant une grande diversité d'opinions et de philosophies, se retrouvant sur la base d'un contrat simple. Cette remise en cause de la voiture loin de faire fuir les gens, créerait une attractivité que l'on retrouve dans les riches villages sans voitures suisses, dans les refuges autrichiens approvisionnés par câble, dans les villages africains qui font rêver tant d'Occidentaux ou dans les bourgades médiévales. Sauf que dans ce cas, cette situation serait le résultat d'un choix délibéré. De la remise en cause des transports individuels motorisés découle la relocalisation, l'écologie et la permaculture. Cette relocalisation permettrait de vivre enfin les bénéfices de qualité de vie découlant de nos choix écologiques.



Station-services.

multiples conséquences

Réduire les transports motorisés implique de réduire l'importation de denrées alimentaires, évite l'imperméabilisation ou la minéralisation de larges surfaces, favorise l'utilisation d'énergie et de matériaux locaux, remet en cause les allées et venues à tout va pour passer une heure à 50 km de là, incite à explorer les alentours immédiats. Partir se fait alors sur une plus longue période et permet de découvrir vraiment d'autres gens et d'autres horizons.

La non-dépendance à la voiture permet de créer un pôle de vie autonome, de réduire les coûts, de réduire les problèmes de mécanique, de créer une solidarité entre personnes qui ont fait ce choix, de limiter notre pollution, de réduire le danger pour les enfants et les animaux, de favoriser le commerce

et les échanges vraiment locaux, de soutenir les transports publics existants et le développement de nouveaux transports publics, de favoriser le recyclage et la réduction des déchets à la source.

Des luttes comme l'altermondialisation ou l'anti-mondialisation sont liées à la question des transports.

Des luttes comme l'altermondialisation ou l'anti-mondialisation sont liées à la question des transports. C'est bien parce qu'il y a une révolution des transports rapides à faible prix que la délocalisation de la production a été possible ; c'est parce que les gens avaient la possibilité d'acheter en grande quantité les choses dans les supermarchés que le lit pour le développement des multinationales a été fait.

La baisse de la biodiversité, les OGM et autres hybrides sont liés aux transports qui ont permis l'uniformisation des espèces et produits agricoles. Une fois qu'il y a moins de transport, une fois qu'on vit à un endroit donné, alors se développe la récolte des semences et l'utilisation des semences, une diversité qui se développe à chaque kilomètre ou presque.

Un lieu sans voitures doit permettre d'être solidaire. Pas juste d'aider les «pauvres» qui n'ont pas de voiture, mais où tout le monde se donnerait les moyens de ne pas brûler de pétrole, d'être logique dans la minimisation de la dépendance à la voiture pour un mieux-être écologique.

Mais comment les transports fonctionneraient-ils de manière concrète dans la ferme ? Paulianne est pour le moment

Centre des technologies alternatives (Pays-de-Galles)

Bizarrement, jusqu'à récemment, ce centre qui présente de très nombreuses alternatives dans les domaines de l'énergie, n'avait pas pris en compte la consommation d'énergie des 50 000 visiteurs annuels qui, du fait de l'isolement, viennent presque tous en voiture. Une étude récente a montré que les visiteurs consommaient quatre fois plus d'énergie que le centre ! Depuis, ils offrent l'entrée au site à demi-tarif pour ceux qui viennent sans voiture. Le centre dispose d'un funiculaire qui fonctionne uniquement en remplissant alternativement d'eau les réservoirs situés sous les cabines.

Contact : Centre for Alternative Technology, Machynlleth, Powys, SY20 9AZ, UK, tél : +44 (0)1654 705950.



Funiculaire à eau.

accessible en voiture, le «challenge» étant de créer volontairement un lieu aussi agréable que les lieux qui sont sans voiture grâce à une impossibilité d'accès.

Communautés Amish (USA)

Les Amish sont des protestants d'origine suisse qui ont fui les persécutions au 18^e siècle et se sont réfugiés à l'origine en Pennsylvanie. Lors de la révolution industrielle, ils prennent la décision de refuser toutes les machines autres que manuelles ou à traction animale. Ce refus est toujours d'actualité. Ils sont aujourd'hui 18 000 en Pennsylvanie et 40 000 dans le reste des Etats-Unis. Ils pratiquent l'agriculture biologique, refusent les systèmes d'assurance ou de retraite, la communauté devant vivre sur l'entraide entre tous. Alcool, tabac et autres drogues sont interdits. Cela pourrait paraître séduisant, mais encore aujourd'hui, les femmes y sont considérées comme des esclaves !





Voies SNCF passant sur les terres de Paulianne.

Rendre le lieu inaccessible à la voiture

La propriété serait au croisement de vélo-routes évitant la route nationale. A la ferme seraient organisés des rencontres de cyclistes nationaux ou internationaux avec des vélos de toutes sortes. Les vélos couchés seraient utilisés quotidiennement car bien adaptés aux trajets ruraux et aux distances plus importantes. L'utilisation des vélos impliquerait parfois de ne pas revenir le même jour et de séjourner une nuit sur les lieux de visite.

Les liens avec le milieu associatif seraient riches avec le réseau mondial sans voiture (4), Vélo et chemins de traverses (5) et d'autres (6).

Il y aurait des ateliers de fabrication de carrioles, toute une étude des systèmes de carrioles à vélo, de carrioles à mains et

autres systèmes de transport à pédale comme les tandem-taxi et vélos taxi, des chaises d'handicapés... (7).

On peut imaginer des systèmes de poulies pour aider à tirer les carrioles dans les endroits plus pentus de la ferme. Le rêve serait d'aller vendre des produits aux marchés locaux voisins (Luc-en-Diois, Die...) avec une carriole à vélo.

Les ânes peuvent aussi permettre le transport de personnes ou de marchandises. Les charrettes à vélo seraient adaptables aux ânes. Les ânes peuvent servir lorsqu'il y a trop de dénivelé, dans des terrains en hauteur, sur des chemins non carrossables par les vélos. Des sentiers de promenade utilisables par les ânes seraient balisés pour les randonnées en partant de Paulianne. Enfin, les ânes seraient aussi utilisés pour la traction animale.

Transport en commun

Le train serait largement utilisé, ce qui aurait pour conséquence de soutenir la gare de Luc-en-Diois toujours menacée. Il est envisageable d'organiser un service de transport en commun autonome, qui pourrait être utilisé par d'autres gens sur la distance entre la gare et la ferme (4 km). L'important, c'est que l'heure de départ et le trajet, ne soient pas décidés par le conducteur, mais par un accord de tous les usagers, qui soit à heure fixe et donc planifiable.

Un parking, invisible de la ferme, peut permettre d'accueillir la famille qui vient en voiture et qui ne peut pas imaginer de venir autrement. Ou des gens qui veulent absolument une voiture quand ils restent sur place ou pour les problèmes d'urgence, quand on doit aller à l'hôpital. Ce parking serait juste une espèce de soupe.

Sieben-linden ecovillage (Allemagne)

L'écovillage Sieben-linden (les sept tilleuls) se situe à Altmark dans la région de Sachsen-Anhalt (dans l'ancienne Allemagne de l'Est). Il réunit des personnes dont le but commun est d'avoir une attitude la plus responsable possible vis-à-vis de la nature. Le groupe est vegan, c'est-à-dire sans aucune exploitation animale que ce soit par la nourriture ou par les vêtements. Afin de ne pas détruire l'environnement avec la voiture, celle-ci est interdite dans l'écovillage. Comme l'école la plus proche se trouvait à une demi-heure de voiture, il a été décidé de faire une école au sein de l'écovillage. Plusieurs maisons collectives ont été autoconstruites selon les principes de l'habitat sain, économes en énergie et chauffage solaire. L'écovillage cherche à mettre en pratique des moyens techniques facilement utilisables localement (cuiseurs solaires par exemple). Le projet a vu le jour en 1989, juste après la fin de la séparation entre les deux Allemagne. Il a commencé à se concrétiser en 1997 sur un terrain de 22 hectares. Une vingtaine de personnes ont commencé à y habiter en 2000 et actuellement y vivent 60 personnes (45 adultes et 15 enfants). L'objectif est d'atteindre 250 à 300 personnes d'ici une vingtaine d'années. Le village se développe chaque été par la tenue de chantiers internationaux.

Contact : *Freundeskreis Ökodorf e.V., Ökodorf Sieben Linden, D 38486 Poppau, Allemagne, tél : 49-39000-51235.*



Autoconstruction d'une habitation collective à Sieben-Linden.

(4) Voir le site www.worldcarfree.net.

(5) Vélo et chemins de traverses, association relais en Rhône-Alpes de AF3V, Association française vélos et voies vertes, chez Association Vélo, 5, avenue E-Collignon, 31200 Toulouse, tél : 05 34 30 05 59.

(6) Comme Cyclo-camping international, European Cycle Federation, Regroupement pour une Ville sans voiture, Fubicy...

(7) voir www.carrioles.com.



Paulianne aujourd'hui.

La chose normale en tout cas pour les visiteurs serait de venir en train et vélo ou à pied, en kayak, en bus... en gros, pas en voiture. Pour ceux qui viendraient avec un véhicule individuel qui utilise le pétrole, ils devraient payer une éco-taxe (par exemple égale au prix du train) qui servirait à financer les aménagements cyclables ou de transport en ânes ou en commun. Une taxe est préférable à une réduction pour être bien clair que la chose «normale» c'est de venir à vélo et en train.

Transport par câble

Assez développé en Suisse et en Autriche dans les Alpes pour approvisionner des villages et refuges isolés ou pour traverser des fleuves (8), le système de transport par câble est très peu développé en France de nos jours (sauf de grosses installations pour les stations de ski : télé-sièges et autres). Il ne manque pourtant



Transport par câble en Allemagne.

pas d'atouts : consommation énergétique très faible (9), très faible emprise au sol (surtout si on le compare avec les routes en lacets dans les zones montagneuses), simplicité, coûts modiques si on réussit à l'installer soi-même. Sa mise en place est totalement supplantée par la frénésie du bulldozer (10).

La situation de Paulianne, en aval de la gare et du village, pourrait permettre d'approvisionner le lieu par un chariot pendu à un câble. Les produits qui sortent de la ferme pourraient l'être par un autre câble qui rejoint la route normale en aval.

Des câbles mobiles pourraient permettre de descendre des collines du bois et des récoltes agricoles.

Un moteur électrique mobile serait utilisable dans les cas où on veut faire remonter des matériaux par les câbles (compost, piquets, planches, outils...), mais dans la plupart des cas, les possibilités offertes par les lois de la gravité seraient utilisées au mieux.

Elfi (Italie)

Les écovillages d'Elfi, en Toscane (Italie) existent depuis une trentaine d'années et depuis leur origine, ils sont habités en permanence par 100 à 400 personnes réparties dans une dizaine de hameaux, dans une vallée sauvage pleine de châtaigniers. Chaque hameau est distant d'un autre d'une à deux heures de marche. La plupart ne sont accessibles qu'à pied. Il n'y a ni électricité, ni téléphone, ni télévision, ni système de chauffage dans la plupart des pièces, parfois pas de vitres. Il n'y a pas non plus d'ordinateurs et donc d'internet. Interrogées, une personne qui vit là estime qu'environ 20 % ont quand même des voitures parkées ici où là.

Les moyens techniques utilisés sont minimums comme une machine à laver le linge fonctionnant avec un système de pédales (quand il fonctionne). L'un des hameaux, celui de Picolo Burrone est totalement sans voiture.

Récemment, quelques hameaux d'Elfi ont été reliés au reste du monde par quelques mauvaises routes sinuant dans les bois. Certains restent aujourd'hui à cinq minutes à pied d'une route, d'autres à une heure de marche. La nécessité d'une liaison carrossable proche s'est justifiée essentiellement pour les enfants qui doivent aller à l'école pour garder un lien avec le «monde» (les enfants le demandent eux-mêmes).

Même si ces nouvelles routes ne pénètrent pas dans les hameaux, cela a quand même considérablement changé le mode de vie. Ils peuvent maintenant facilement aller chercher de la nourriture à l'extérieur, pour eux ou pour leurs animaux. Cela a créé un trafic estival avec de nombreux visiteurs et a nécessité, à la demande de personnes gênées, de mettre en place des limitations.

Faire les navettes avec les écoles nécessite plus de deux heures d'utilisation de véhicules par jour.

L'arrivée de la voiture a eu comme conséquence de réduire le recours aux chevaux et aux ânes. Elle a aussi permis de développer des activités extérieures comme la vente de pizzas ou la cueillette d'olives. Cette recherche d'activités rémunératrices à l'extérieur s'est avérée nécessaire pour payer les nouvelles dépenses induites par les voitures.

Cet écovillage a pu naître car les maisons, squattées à l'origine, avaient été abandonnées parce que trop éloignées alors des routes. Se trouver au départ trop loin des modes de transports publics conduit un jour ou l'autre à vouloir construire des routes pour se relier au monde extérieur. La présence de constructions encore aujourd'hui loin des routes, laisse supposer que les matériaux de construction ont été amenés par transport animal.

(8) Le câble est le plus souvent aérien, mais il existe des systèmes intéressants où les bateaux utilisent la force du courant pour traverser un fleuve le long d'un câble.

(9) Parfois uniquement en bénéficiant de la chute de l'eau par gravité, comme dans de nombreux funiculaires de montagne.

(10) Encore autre chose à remettre en cause ou tout au moins à utiliser avec plus de modération. Si on s'attaque aux ouvrages avec des pelles et pioches, le câble prend l'avantage, mais quand de telles machines, pouvant déplacer des montagnes, sont si facilement disponibles alors les solutions les plus insensées prennent toujours le dessus. Voir l'article de Schneider et Niza, 2004, Extractors, a Material Flow Analysis perspective, sur www.seri.at.



François Schneider à Paulianne.

Autour des transports

Pour être en accord avec la recherche d'un moindre poids écologique, l'agriculture devrait être «biocale», sans herbicides, sans engrais chimiques, sans importations et peut-être sans labour ; développement de techniques de ruches «biocales» basées sur un lien avec des pratiques agricoles générant des fleurs toute la saison, et évitant le déplacement des ruches ; traction animale.

Un centre de compostage sur le haut de la propriété près de la route avec système de chargement par câble, servirait de site de compostage en grande quantité, ouvert au dépôt des matières organiques des voisins pour réduire la quantité de déchets à traiter par la commune.

La lutte contre l'érosion par l'eau de pluie, avec des systèmes de digues et mini-barrages, et le recyclage des eaux

grises peut servir également à alimenter différentes machines où l'eau fournit de l'énergie par gravité.

Chauffage et électricité devraient provenir des énergies renouvelables (solaire, éolien, biomasse) et s'accompagner d'une super-isolation des maisons. On peut même imaginer un centre de gymnastique écologique. Au lieu de faire des mouvements dans le vide ou sur des appareils divers, les efforts faits par chacun permettrait de fournir l'énergie pour différentes activités : presser des jus de fruit, moulin différents grains pour le pain, les épices, remplir des batteries d'électricité, remonter de l'eau, faire remonter les chariots remplis sur les câbles, faire marcher machines à laver, perceuses... Ce centre de gym serait une attraction du lieu et en même temps un moyen efficace de faire marcher efficacement de nombreuses machines.

François Schneider ■



Tiberkul (Russie)

En 1994, un groupe de personnes décide de développer dans la taïga, en Sibérie, près de Tiberkul, un projet d'éco-village. Celui-ci se développe sur 250 hectares. Cette communauté a un caractère spirituel important sur le principe du retour aux rites de la «Terre-mère». Aujourd'hui, 3000 personnes y vivent... sans voiture, à 8 km de la première route et de la première gare.

Steward community woodland (Angleterre)



Concert de musique verte.

Cette communauté est née dans l'optique de développer un mode de vie dans la forêt à base de permaculture (culture avec des plantes pérennes). Elle s'installe en 2000 dans une forêt, avec de simples tentes et construit ensuite en dur avec les matériaux locaux. Quelques personnes y vivent sans voiture et sans beaucoup d'autres choses.



Groupe électrogène.

Contact : Affinity Woodland Workers Co-op, Steward Community Woodland, Moretonhampstead, Newton Abbot, Devon TQ13 8SD, Grande-Bretagne, tél : 0845 458 1926.

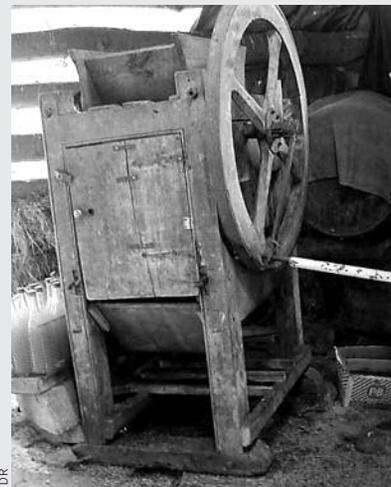


Maison autoconstruite.

Tinker's bubble (Angleterre)

Cette communauté est née en 1994 avec comme objectif de «peser» au minimum sur son environnement. Actuellement, seize personnes y vivent (douze adultes et quatre enfants). Elles cherchent à remettre au goût du jour des techniques et des outils qui fonctionnent à la main ou à vapeur (à partir du bois) et ne disposent que d'une vieille camionnette pour faire la jonction avec la civilisation.

Contact : Tinker's bubble, Little Norton, nr. Yeovil, Somerset, Grande-Bretagne.



Moulin à céréales.

Libérer les villes ou la campagne ?

Une bonne partie des problèmes liés à la voiture à la campagne est liée à la politique... de la ville. Il est nécessaire de relier les deux : il faut rendre la ville plus autonome, il faut favoriser les villages au détriment des maisons isolées à la campagne.

Actuellement, il existe de multiples mouvements contre la voiture dans les villes. Aucun à la campagne. D'une part, il y a beaucoup de gens qui vivent en ville et qui peuvent se mobiliser sur une telle question, d'autre part, il existe souvent des alternatives par les transports en commun publics pour se passer de la voiture. C'est donc relativement facile de se passer de la voiture.

Les villes ont pour elles qu'elles devraient faciliter les rencontres entre personnes de différentes origines... si elles ne sont pas en train de regarder la télé ou leur ordinateur. Aujourd'hui les villes sont dépendantes de la campagne pour la nourriture, pour l'eau, pour l'énergie et même pour respirer de l'air pur. Les villes sont également dépendantes de la campagne pour évacuer une quantité incroyable de matériaux, de déchets, solides, liquides ou gazeux.

Aujourd'hui, il est impossible de parler d'améliorer la condition de vie en ville sans y intégrer les conditions de vie à la campagne. Car le développement insoutenable des villes tue aussi le mode de vie des villages : déplacement pour acheter dans les grands centres urbains, la voiture invite à aller se reposer à la campagne et pendant que les personnes qui vivent dans les campagnes disparaissent, elles sont remplacées par les urbains qui viennent pour s'y distraire et échapper à un environnement pollué. Les villages deviennent alors des cités-dortoirs et les aller-retour pour le travail en ville se multiplient. La pollution à la campagne par la voiture provient donc pour une bonne part des dysfonctionnement de la ville (1). Combien de villages



DR
Deux chevaux.

Vouloir diminuer les trajets en voiture suppose un changement dans la manière de penser les villes qui doivent aller vers plus d'autonomie.

sont coupés par un axe routier ? Combien d'enfants perdent ainsi la vie ? Beaucoup de villages n'ont plus de transport public, les nouvelles routes qui annoncent le désenclavement devenant des incitations à prendre la voiture pour rejoindre la ville. Tous ces trajets villes-campagne détruisent la campagne ici, mais également dans le reste du monde avec les émissions de gaz et le réchauffement climatique, les guerres pour s'approprier le pétrole...

Vouloir réduire les nuisances de la voiture à la campagne doit donc inclure une réflexion sur l'hyper-centralisation des villes.

Pour diminuer les trajets en voiture, il faut donc penser à une décentralisation des besoins primaires : production de nourriture, habitat, relations humaines, environnement sain... ce qui suppose un changement dans la manière de penser les villes qui doivent aller vers plus d'auto-

mie. A l'inverse, à la campagne, il faut aller vers une centralisation au niveau des villages pour éviter le mitage de l'habitat dont l'éparpillement coûte extrêmement cher en ressources naturelles. Habiter un village et non une maison isolée permet d'énormes économies non seulement au niveau des transports, mais également pour le maintien des services publics, pour les canalisations d'eau, pour l'approvisionnement en énergie, pour favoriser le recyclage...

Il n'y aura de campagne sans voiture que quand il y aura des villes sans voiture.

François Schneider ■



DR
La voiture de demain ?

(1) Selon l'ADEME, un tiers des camions qui circulent transportent des déchets !

Voiture et nature peuvent-elles coexister ?

Aujourd'hui, la voiture nous empoisonne l'existence. Pour obtenir sa diminution, à la ville comme à la campagne, il faut redévelopper le tissu social et l'entraide collective et trouver des dirigeants politiques courageux.

L'air est pollué en grande partie par la circulation pléthorique, même les constructeurs d'automobiles n'osent plus le nier.

Or, de récentes études américaines l'ont démontré, l'augmentation des cancers du poumon non liés au tabagisme (le tabac étant un des facteurs aggravants) serait due, dans les mégapoles, aux particules d'hydrocarbures dans l'air que les citadins respirent.

L'effet de serre est causé, outre les rejets de l'industrie chimique, par ceux des voitures.

Les accidents de la route provoquent encore, en dépit d'une diminution chez nous, des milliers de morts et quand on ne roule pas à tombeau ouvert, on peut rouler en fauteuil roulant en échappant au dit tombeau. Et le paisible piéton osant emprunter un trottoir est aussi concerné.

Las ! Un pareil constat ordinaire ne devrait-il, tout aussitôt, nous faire condamner sans appel ces engins diaboliques ?

Oui, la voiture, maintenant, nous empoisonne les existences. La nôtre, celle des voisins, des enfants allant à l'école et des hérissons qui ont l'inconscience de traverser.

Oui, la voiture exige non seulement son plein de carburant pollueur ainsi que les guerres pour l'approvisionnement mais aussi du goudron pour «enrober» (joli terme...) routes et parkings. Rappelons que le goudron est un dérivé du pétrole qui imperméabilise de très importantes surfaces de terre indispensables pour l'absorption des pluies, d'où les excès d'inondations.

On essaie bien aujourd'hui de lui jouer des tours, à la voiture, des tours et détours en transformant les abords d'agglomération en labyrinthes de ronds-

points et méandres, réalisés à très grands frais avec nos sous de contribuables. Des contribuables étrangement muets pourtant. Chicanes et dos d'ânes, ils paient sans chicaner. C'est pour la bagnole et aucun budget municipal ou régional n'est contesté s'il s'agit de voirie, ou plus exactement du voiturisme, le plus grand parti occidental en nombre d'adhérents...

J'ai parlé des villes, mais à la campagne ?

Alors là, posons-nous d'abord la question : où est-elle, la campagne ?

À l'origine, la campagne c'était un pays plat (le champ, le campus) opposé à la montagne. On pouvait distinguer aussi le paysage de champs ouverts, contraire à celui du bocage avec ses haies. Tout cela reposait sur le régime agraire et l'organisation collective en villages entourés de communaux utilisables par tous les habitants (1). Mais ces définitions ne correspondent plus à aucune réalité.

Dès que l'on sort des villes, on ne retrouve plus la campagne. On bénéficie de zones. Passées celles d'éducation prioritaires des masses de HLM des banlieues, on tombe dans les zones commerciales, artisanales et industrielles, en secteurs bien séparés par des voies express totalement dissuasives pour un promeneur égaré. Mais savez-vous qu'aux USA (référence obligée, ce sont eux qui nous ont imposé leur modèle motorisé) tout marcheur au bord d'une route est considéré comme un individu louche ? De l'Homme marchant, fier de sa station debout, d'humanoïde évolué, ils ont fait l'Homme marchand qui ne pense plus qu'au profit. Une petite lettre qui change tout... C'est une autre histoire ? Pas vraiment, puisque c'est le système libéral américain que nous avons voulu imiter qui a contribué à bouleverser nos modes de vie et nos cam-

pagnes. Mécanisées et américanisées, de la marque du tracteur aux types d'engrais en passant par le coca dans le frigo.

En continuant notre parcours, après ces zones semi-urbaines, on arrive donc dans la zone d'agriculture intensive. Zones patates, zones maïs ou betteraves selon région, à perte de vue, jusqu'à... l'horizon.

Si l'on se détourne des grands axes, on finira par découvrir des villages qui ne sont pas encore des vestiges, qui ressemblent aux images de l'école primaire où le clocher, en dépit de la laïcité, regroupait des toits de couleur et facture semblables dans un vallon ou sur un coteau agreste et bucolique à souhait.

Quand la nationale traverse le village, vous n'avez pas intérêt à y flâner. Pour respirer, c'est juste un peu mieux qu'en grande ville, ça ne sent plus ni l'étable chaude, le pain sorti du four ni le tilleul de la place mais les gaz. Si le village n'est accessible qu'à pied (extrêmement rare) ou par une toute petite route, les façades seront moins noircies et l'odeur du tilleul retrouvera ses prérogatives. Vous pourrez traîner dans des ruelles assez tordues pour décourager les grosses cylindrées d'aller essayer d'y croiser un poulet. Ouf !

alentour, vous verrez des troupeaux, mais oui. Nous sommes dans le Morvan, ou bien les Cévennes, le Jura, les Préalpes. Les villages se sont accrochés à leurs terroirs là où la pente dissuadait l'emploi de machines agricoles géantes.

(1) Voir articles d'Alain-Claude Galtié abordant cette question.



Vision de la campagne "moderne".

Est-ce le bonheur ?

Le bistrot vient de fermer après l'école, on fait du «ramassage», pas des pivots mais des écoliers. Et roule, jeunesse ! De l'épicerie et du boulanger ne subsistent que les vieilles enseignes, leurs boutiques transformées en logements sinon à l'abandon (les besoins en logis moins chers des citoyens s'étendent jusqu'ici). Pour les achats et toutes les nécessités quotidiennes, on prend la voiture.

Car tout est désormais très loin dans ce siècle de la communication qui éloigne. Qui a provoqué le phénomène, le premier qui s'est payé une bagnole qui a fait envie aux voisins, l'épicier trop vieux qui a pris sa retraite, le désir d'autres loisirs que le match local après la messe (il n'y a plus de messes, plus de curé). Les bonnes veillées chez l'un ou l'autre, on ne les a appréciées avec nostalgie qu'après que l'achat de toutes les télévisions ait fait disparaître. Les foins, les battages, les occasions de travailler très dur mais ensemble n'existent plus, il y a des machines pour ça.

Sauf que : un manque de relations humaines a fini par se faire sentir et, un peu partout, on recrée des rencontres, on retrouve d'anciennes fêtes, des jeunes montent des groupes pour faire de la

musique (ils ont le matériel sono). Peut-être que la vie a besoin d'un peu de temps pour renaître après la voiture.

Peut-être que les villageois les plus coriaces réussissent à obtenir un minibus municipal pour pouvoir restreindre l'usage des véhicules particuliers, peut-être qu'un courageux ouvrira une boutique (il y en a ici ou là qui l'ont fait), surtout si c'est une coopérative qui associera les habitants à l'entreprise. Ils commencent à le savoir, les habitants, que

l'hypermarché c'est de l'arnaque et qu'ils perdent beaucoup de temps pour y aller.

Autrefois, l'organisation sociale rurale permettait une vie pratique acceptable sinon facile et agréable. Car il ne faut pas se raconter des histoires, tout n'était pas parfait il y a cinquante ou cent ans. Il y avait souvent une charrette qui s'arrêtait pour prendre le marcheur fatigué, mais, sous la pluie, la charrette, ce n'est pas si confortable que ça. Le car passait le matin et revenait le soir. En se pliant à son horaire, on pouvait certes se rendre chez le dentiste ou à la foire pour acheter les outils. Dans les hameaux les plus éloignés, l'épicier passait une ou deux fois par semaine. A lui comme au facteur, on confiait des messages à transmettre au village voisin. Ce n'était pas encore un courriel, mais un système fiable et gratuit. Des services qui ont presque tous disparu.

Même si l'on est enthousiasmé par une ferme reconstituée à l'ancienne au milieu de sa basse-cour, on n'est en général capable d'y vivre qu'un temps de vacances. Les changements ne sont pas seulement structurels, ils sont profonds. Le corps humain a suivi, plus grand, plus mince, amolli par les heures devant l'écran, il ne résisterait pas au labeur de nos ancêtres paysans. La marche, on aime pour une randonnée en été, mais les trajets interminables après une journée harassante avec un fardeau sur l'épaule,

les feriez-vous ? Il faut comprendre et reconnaître que la voiture a vraiment amélioré la vie dans les campagnes et que, si l'on veut la remplacer, ce ne sera possible qu'avec des moyens de transport acceptables et présentant d'autres qualités (ceci du moins tant qu'il y aura encore des carburants disponibles...).

On avait autrefois une forme de collectivité dictée par la nécessité absolue d'être associés pour les travaux les plus épuisants. Il serait aujourd'hui possible d'instaurer une forme de collectivité totalement différente, voulue, issue d'une démarche lucide, sans qu'elle soit obligatoirement calquée sur celle des écovillages qui rebute certains par trop de refus. Il peut exister, parallèlement aux écovillages, des villages qui s'en inspirent mais plus faciles d'accès à tous et prenant en compte la population installée, c'est-à-dire ceux qui sont restés au pays et les citoyens qui ont échoué là uniquement par le hasard d'une agence immobilière et sans vocation d'écolos. Le mélange des autochtones et nouveaux venus est comme une greffe commençant tout juste à prendre après beaucoup d'échecs.

Remettre en place un tissu social

Une diminution considérable des voitures en circulation dans les campagnes comme dans les villes sera un bienfait, mais je le dis au futur car il convient de commencer par tout mettre en place pour que cela devienne possible. La réouverture des petites gares, des lignes de bus les reliant aux villages, la réouverture des écoles stupidement fermées et l'encouragement envers les personnes et les associations qui animent la vie locale avec l'estime énorme qui leur est due. On entend encore bien trop souvent parler avec ironie de «ploucs» et de «trous pourris» alors que la qualité culturelle est de plus en plus souvent de leur côté et non plus de celui d'une nomenclature en déclin. La campagne est aussi le lieu privilégié par ceux qui veulent réfléchir.

Et l'on peut y réfléchir aux moyens d'inverser le processus : disparition des commerçants locaux voulue pour rentabiliser l'hypermarché, dont l'accès est facilité par d'immenses parkings. Il faudrait donc... supprimer ces parkings, se battre par tous les moyens pour qu'ils soient interdits, remplacés par des espaces verts. Nous pourrions tous aller encombrer les parkings des hypers par des tas de terre, de branches, de sable, de fumier si vous

La vie a besoin d'un peu de temps pour renaître après la voiture.



DR
Elevage de voitures ?

Transports par rail en Suisse

Contrairement à la France où la moindre installation de montagne est reliée à la vallée par une route, la Suisse a développé, depuis le début du vingtième siècle, des installations plus légères et moins destructrices de la nature : télésièges, funiculaires, chemins de fer à crémaillère... Si ces installations servent aujourd'hui essentiellement à des fonctions touristiques, elles contribuent à en limiter les impacts sur l'environnement. En 1996, la Suisse comptait ainsi 540 téléphériques (ou télécabines ou télésièges) qui ont transporté 150 millions de personnes, 55 funiculaires (contre 63 en 1950) qui ont transporté 18 millions de personnes, 12 chemins de fer à crémaillère (contre 15 en 1960), qui ont transporté 17 millions de personnes. (source Office fédéral suisse)

Carte des chemins de fer en 1921.



Sauver les chemins de fer

La première voie de chemin de fer est inaugurée en Angleterre en 1824. La première en France, entre Saint-Etienne et Andrézieux, dans la Loire, en 1827. Ces premières voies sont d'abord conçues pour faire la liaison entre les voies d'eau, alors moyen le plus utilisé pour les transports de marchandise de longue distance. Les premières grandes lignes voient le jour en 1847. C'est alors l'envolée : en 1875, on dispose de 25 000 km de lignes reliant toutes les grandes villes. En 1879, le gouvernement décide, pour raison de service public, de relier au chemin de fer toutes les préfectures et sous-préfectures. Cela est presque réalisé avant la guerre de 1914. Le réseau fait alors 40 000 km. Après la guerre, les voies détruites sont reconstruites et les programmes interrompus sont achevés. La concurrence avec la route commence alors. Le réseau atteint alors sa taille maximum avec environ 50 000 km. A partir de 1928, des lignes commencent à fermer.

Le Front populaire crée la SNCF en 1937 qui regroupe les cinq grandes compagnies de l'époque, celles-ci étant fortement endettées. La deuxième guerre mondiale entraîne une chute importante avec la non reconstruction de nombreuses lignes détruites.

En 1972, la SNCF est régionalisée et doit avoir un budget équilibré. En 1983, elle devient société commerciale et commence alors un partenariat avec les régions qui va contribuer à sauver les petites lignes (TER). En 1997, une séparation est faite entre la SNCF qui gère les trains et le Réseau ferré de France qui gère les lignes, ouvrant de fait les voies à la concurrence.

Aujourd'hui, le réseau SNCF fait 31 385 km dont 1700 km de TGV. Ce sont donc environ 20 000 km de voies qui ont disparu depuis la fin de la guerre, au nom de la rentabilité. Les conventions avec les régions ont freiné le phénomène et même permis dans certaines régions comme Rhône-Alpes, la réouverture de quelques lignes. Les élus régionaux soucieux de laisser la porte ouverte à un retour au rail devraient au minimum s'assurer que les sites propres qui ne sont pas exploités actuellement ne soient pas irrémédiablement détruits : destruction des ouvrages d'art, empiètement d'autres usages, ventes de tronçons comme des tunnels qui dans les Pyrénées servent aujourd'hui de champignonnières.

en avez (tout cela amené par tombereaux et brouettes pour être en accord avec nos principes, tout en tentant d'obtenir des gouvernants l'interdiction de ces parkings (possible peut-être avec la raréfaction du pétrole...). Bien sûr, il conviendrait de négocier avec municipalités et propriétaires des grandes surfaces la mise en place de bus fréquents. On n'irait pas jusqu'à demander la démolition, non, mais la transformation de ces géants du commerce en lieux de vente de meubles, chaussures, casseroles et paniers, avec des salles à louer par les associations pour grandes fêtes et congrès, un vrai marché paysan dans les anciens parkings, pourquoi pas ?

Priorité aux modes de déplacements doux

A l'interdiction des parkings autour des grandes surfaces, il serait bon d'ajouter une révision des priorités, pour que priment partout les droits des piétons, des cyclistes et des chevaux, les automobilistes irréductibles se contentant de voies de plus en plus difficiles sauf itinéraires strictement réservés aux ambulances. Il s'agit bien d'interdictions, de restrictions, de nouvelles règles, car malheureusement les humains sont encore très loin de savoir s'autodiscipliner.

Dans les campagnes, il y a aussi des tracteurs. Ils consomment énormément de carburant, ils défoncent les chemins que les amateurs de randonnée essaient de réhabiliter. Mais ils sont utiles. La traction animale ? Certains y pensent (2). L'emploi de certains biocarburants à base de déchets agricoles qui permettraient de diminuer les besoins en gasoil pourrait se généraliser très vite (3). Il est vrai aussi que préconiser les reconversions vers l'agriculture bio supprimerait l'utilisation des plus grosses machines, celles qui défoncent et compactent les terres. Toutes ces mesures sont du domaine des décisions politiques. Il ne nous manque que des politiciens courageux. Seront-ils nés avant les chevaux de trait ?

A vous de faire d'autres propositions pour redonner aux campagnes industrielles un aspect humain aussi démotorisé que possible.

Madeleine Nutchey ■

(2) Voir *Silence* n° 298-299, «Valorisation de la traction animale», mais les chevaux de trait nécessaires ne sont pas encore nés...

(3) Mais les surfaces occupées par les biocarburants peuvent être plus utiles pour produire des aliments. Voir controverse dans le numéro 311.



Petite phrase

«L'environnement n'est pas une affaire de religion, d'éthique ou de morale. Celles-ci sont des luxes, car on peut survivre sans elles. Mais survivre nous sera impossible si nous continuons à nous acharner contre la nature»
Dalai Lama, *Au loin la liberté*.

Effet de serre

■ **Dérèglements des transports.** Alors que globalement, les émissions de gaz à effet de serre sont stables en France depuis 1990, il existe de forte disparité entre les différentes sources de ces gaz. Ainsi, alors que le secteur industriel baisse régulièrement ses émissions, ce bénéfice est annulé par l'augmentation des émissions dans le domaine des transports : +18% en 2000, +22% en 2001, +23% en 2002. Les solutions qui consisteraient à favoriser les transports collectifs, à relocaliser l'économie, à taxer le kérosène des avions... ne sont pas mises en application. Dans le logement individuel, on a également une dérive (+8,8% depuis 1990) du fait de la multiplication des appareils électriques.

■ **Oiseaux perturbés.** La Ligue pour la protection des oiseaux s'inquiète du comportement de certains oiseaux. Ainsi, certains semblent avoir renoncé à migrer vers le sud en hiver : des hirondelles ont par exemple passé la saison froide en Camargue. Plus étonnant, fin octobre, des ornithologues ont constaté des vols d'aigles bottés vers le nord alors que d'habitude ils se rendent au sud du Sahara.

■ **Fonte de l'Arctique.** Depuis quelques années, la banquise se brise jusqu'au pôle nord. D'année en année, elle est de moins en

moins épaisse. Selon un rapport scientifique, si la tendance se poursuit, la banquise n'existera plus d'ici la fin du siècle.

Fin de Combat nature ?

La revue *Combat-Nature* est publiée depuis 1974. Issue d'autres revues d'environnement, elle a assuré chaque trimestre un suivi de l'actualité des associations. A l'approche de ses 80 ans, son principal animateur, Alain de Swarte, passe le relais... France nature environnement lance donc un appel pour une reprise du titre. On peut prendre contact avec *France nature environnement*, 6, rue Dupanloup, 45000 Orléans, tél : 02 38 62 54 73.

ERIKA

Abandon des poursuites

Le souvenir du naufrage de l'Erika s'éloigne... et les procès aussi ! La cour d'appel de Paris a estimé en juin dernier qu'elle n'était pas compétente pour procéder à l'inculpation de l'autorité maritime maltaise qui avait délivré le pavillon de complaisance à l'Erika, cet organisme étant un organisme d'Etat, mis en examen initialement pour «complicité de pollution», les poursuites sont donc abandonnées. Seul un recours de l'Etat français devant l'ONU est théoriquement possible, mais Malte faisant maintenant partie de l'Union européenne, un tel recours est peu vraisemblable. Malte pourra donc tranquillement continuer à bénéficier de la manne des pavillons de complaisance.

Déchets

■ **Turquie : déchets coulés.** En février 2000, un cargo, le *MV Ulla*, battant pavillon des Caraïbes, part des côtes espagnoles chargé de 2200 tonnes de cendres provenant de centrales thermiques. Ces cendres sont hautement toxiques car très riches en métaux lourds, en particulier en chrome. *Greenpeace* dénonce alors la tenue de ce voyage : le bateau doit décharger les cendres à Iskenderun, en Algérie, alors que la convention de Bâle interdit l'exportation de déchets toxiques si aucune installation de traitement à l'arrivée n'est prévue. L'Algérie refuse alors l'entrée du navire dans ses eaux et celui-ci cherche alors une destination. Il part en direction de la Turquie. Une nouvelle fois, *Greenpeace* rappelle la loi au gouvernement d'Ankara. Le bateau est une nouvelle fois bloqué au large des côtes turques. Sans solution, l'Espagne refusant son retour, le bateau ancre au large et est simplement abandonné... Le 6 septembre, quatre ans après, il a coulé, ce qui n'a rien d'illégal. Et ainsi le problème est réglé.

■ Hôpitaux : la France hors-jeu.

Mi-octobre, se tenait à Vienne, en Autriche, le premier salon européen pour l'utilisation de matériaux sans risques dans les hôpitaux. 29 exposants, 60 conférenciers, 300 participants. Aucun exposant français ! Pas plus d'hôpital français ! Pas de fournisseur français de matériaux sans PVC, un plastique dont l'incinération donne les dioxines, pas de fabricant de produits de



traitement des déchets : en France, tout passe par l'incinération ! Il y a pourtant de multiples innovations pour diminuer ou supprimer les pollutions provenant de l'intérieur des hôpitaux. Pour ceux et celles qui travaillent dans le domaine, on peut en savoir plus en contactant *Aurélie Gigandet*, au CNIID, tél : 01 55 78 28 66.

■ **Picardie : marché bio sans sacs plastiques.** En partenariat avec le CNIID, l'association de l'agriculture biologique en Picardie qui anime plusieurs marchés bio a annoncé que les stands ne fourniront plus de sacs plastiques à leurs clients. Ces derniers sont invités par tract à venir avec leurs sacs, cabas ou paniers, à amener sacs, pots et bouteilles. *Bio-Picardie*, 19 bis, rue Alexandre-Dumas, 80096 Amiens cedex 3, tél : 03 22 33 64 72.

H-50

Si rien n'est fait aujourd'hui, l'humanité pourrait être considérablement affaiblie d'ici 50 ans. C'est à partir de ce constat qu'une association est née, H-50, à l'initiative de juristes cherchant à pousser le plus possible dans le domaine du droit pour obliger les décideurs à agir dès maintenant en faveur de l'environnement.

Une autre action est menée en direction des enfants pour que l'éducation fasse plus de place aux questions liées à la dégradation de la planète. L'association a vu le jour sous le parrainage de Philippe Desbrosses, agriculteur bio et écrivain, de Dominique Bourg, spécialiste du développement durable... Pour en savoir plus : *H-50, 92, rue de Richelieu, 75002 Paris, tél : 01 40 15 62 05.*

PROTOCOLE DE KYOTO

Et maintenant ?

Le Parlement russe (la Douma) a voté officiellement la ratification du protocole de Kyoto par la Russie. En rejoignant les 126 pays déjà signataires de ce protocole international de lutte contre le changement climatique, la Russie promet son entrée en vigueur (qui interviendra début 2005). C'est une nouvelle ère qui s'ouvre pour la protection de la planète, dont le climat est de plus

en plus bouleversé par les activités humaines. Théoriquement, les Etats-Unis, en tant que membres, devraient avoir l'obligation d'appliquer le protocole. Bush s'y refuse d'avance, Kerry demande à renégocier... (Ce texte est écrit avant la fin de la campagne !)

Si les associations environnementales se félicitent de l'entrée en vigueur de ce protocole, elles soulignent qu'il reste insuffisant pour inverser le processus actuel de réchauffement de la planète.

La première période d'engagement pour 2012 ne fixe qu'une diminution modeste de 5,2% des émissions des pays industrialisés par rapport au niveau de 1990.

Les associations françaises soulignent que le plan Climat présenté par le gouvernement en juillet dernier ne comporte pas de mesures assez fortes pour respecter le protocole... alors que l'engagement de la France est des plus modestes. Elles demandent donc au gouvernement de «mieux» sa politique... d'autant plus que la Commission européenne a rejeté ce plan, l'estimant insuffisant.

Les associations rappellent que le nucléaire, une technologie de luxe, n'a pas été retenu dans le protocole comme une solution pour lutter contre l'effet de serre et que ce qui est préconisé, plutôt que de construire un nouveau réacteur, c'est la maîtrise de l'énergie, le recours aux énergies renouvelables, la priorité donnée aux transports en commun...

Réseau Action-Climat, 2 b, rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil, tél : 01 48 58 83 92.



Action de Greenpeace devant l'Ambassade russe à Paris (juillet 2003).



Interdire la chasse le dimanche

Entre 1997 et fin 2003, 235 personnes ont été tuées par la chasse, et 1217 blessées. Le nombre d'accidents a été en hausse de 12% en 2003 et la moitié des accidents ont lieu le dimanche. La chasse le dimanche est un facteur d'insécurité pour tous, chasseurs et non chasseurs. C'est pourquoi l'ASPAS, avec le soutien de cent autres associations, a envoyé à tous les députés une fausse boîte de cartouches de chasse portant la mention «chasser tue (aussi les humains)». Un texte demande l'interdiction de la chasse le dimanche. ASPAS, BP 505, 26401 Crest cedex, tél : 04 75 25 10 00.

BRETAGNE Gaspido

Eaux et rivières de Bretagne a mis au point un jeu de rôles baptisé Gaspido qui se joue sur une surface d'au moins 20 m2. Les équipes de joueurs disposent au départ d'un bidon de 5 litres d'eau et se déplacent sur un parcours qui leur permet de gagner ou de perdre de l'eau. Ceux qui ont le plus d'eau en fin de parcours ont gagné. Le jeu a évolué au cours de «classes d'eau» dans lesquelles sont passées plus de 50 000 personnes depuis 1997. Une nouvelle version du jeu est maintenant disponible avec la possibilité pour les associations qui veulent l'acquérir de suivre une formation d'initiation. Renseignements : Eaux et rivières de Bretagne, 9, rue Pierre-Philippe, 56100 Lorient, tél : 02 97 87 42 66.

ALPES Loups abattus

Le 21 octobre, une jeune louve a été abattue par des gardes de l'office national de la chasse, à Bouvante, dans le Vercors. Un deuxième loup a été abattu le 27 octobre dans le massif de Taillefer, en Isère, par un autre garde. Ceci en contradiction avec l'arrêté ministériel qui précise que la chasse n'est possible que si «les dommages restent importants malgré l'ensemble des moyens de protection mis en place». Or, il n'y avait plus d'attaques de troupeaux, ceux-ci étant déjà redescendus d'alpage

à cette date. Les associations de protection de la nature dénoncent une politique incohérente : les loups ayant un rôle de régulation en hiver sur d'autres espèces qui posent problème comme les sangliers, les chevreuils... qui prolifèrent par manque de grands prédateurs. Mais les chasseurs préfèrent tuer les loups et le gros gibier ! La FRAPNA, Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature demande l'ouverture d'un débat pour définir les conditions d'un pastoralisme viable et respectueux des espèces sauvages, loin des visées à courte vue des chasseurs. FRAPNA, 19, rue Jean-Bourgey, 69625 Villeurbanne cedex, tél : 04 78 85 97 07.



PYRÉNÉES Ourse abattue

Le 2 novembre, un chasseur s'est trouvé face à Cannelle, la dernière ourse de souche pyrénéenne. Il a eu peur, il a fait feu et l'a tuée. L'ourson qui l'accompagnait a réussi à fuir... mais ne passera peut-être pas l'hiver. Les associations de protection de la nature ont dénoncé la présence des chasseurs dans cette partie de la Vallée d'Aspe, alors que tout le monde sait que les ours se trouvent par là. Ils estiment donc qu'il s'agit d'un acte prémédité.

LYON La voiture au ralenti

Après avoir limité tout le centre-ville à 30km/h en septembre, la municipalité a fait une enquête : 80 % des Lyonnais jugent la mesure favorable, 75 % demandent que cela soit maintenu. L'expérience a été prolongée.

Rencontres

■ Réf.317.01. Envisageant installation en Lozère, dame cinquantaine, proche nature, calme, pondérée, appréciant et pratiquant peinture, souhaite communiquer par écrit avec ami(e)s habitant la région, même profil, même tranche d'âge. *Ecrire au journal qui transmettra.*

■ J'aimerais rencontrer des personnes qui comme moi adorent flotter sur le dos dans l'eau, sans mouvement, pour envisager un voyage à la Mer Morte. *Vianey Malige, place de la Gare, 48100 Marvejols, tél : 06 07 56 61 77.*

Vivre ensemble

■ Noël autour du feu dans une yourte. Du 10 décembre au 20 janvier, et à chaque vacance, chant, musique, cercles de paroles, méditation, repas préparés ensemble, participation libre (avec un minimum de 50 centimes par nuitée), matelas disponibles dans yourte, trois cabanes, possibilité de garer camions et monter tipis. Immense yourte de 10 m de diamètre permettant d'accueillir jusqu'à 50 personnes, équipée d'un feu central. Possibilité de vivre sur place en partageant cette yourte commune, partage des travaux tels que le jardinage, le bois de chauffage, la construction d'habitats écolos, préparation de fêtes pendant les vacances, éduquer nous-mêmes les enfants avec les cours par correspondance de la CNED ou créer une école alternative, mi-nomade, mi-sédentaire, sortir du système de consommation, en achetant le moins possible, donc pas d'alcool, de tabac, de drogue, de café, de sucre, pas de viande ni de produits laitiers dans les lieux communs. *Alain Auguste, yourte Vivace, les Drouillèdes, 30160 Peyremale, tél : 06 19 42 18 69.*

Recherche

■ Femme schizophrène cherche psy compétente, femme, raisonnable, écologiste et pas trop chère ou remboursée sécu pour entretiens sur Valence (Drôme) ou bien par téléphone et lettres. Dans le but de pouvoir enfin vivre et travailler à la campagne, d'améliorer mes relations avec les autres êtres humains, et peut-être aussi de savoir si je suis ou non schizo et ce que ça signifie. Je cherche aussi un médecin psychologue femme. *Tél : 04 75 55 47 39.*

■ Cherchons un terrain de préférence dans le sud de la Sarthe pour y construire la maison autonome dont nous avons envie. De plus nous cherchons des personnes désireuses de faire de même afin de réaliser, en synergie, un écolieu convivial mais point «communautariste». *Hélène et Daniel, tél : 02 43 43 85 51.*

■ Dans la perspective de participer à l'élaboration d'une vidéo de 52 minutes sur le thème «vous travaillez autrement» (titre provisoire), je cherche à joindre des personnes ou des groupes ayant modifié leur rapport au travail dans un esprit de décroissance et qui accepteraient d'en parler devant une caméra. Il peut s'agir d'un passage à temps partiel choisi, d'un changement de métier, d'entreprise et/ou de toute autre modification qui aura pris du sens aux yeux des intéressés. Les entreprises dépassant le niveau

individuel mais créées ou replacées dans un esprit de décroissance nous intéressent également. Je propose qu'on se parle d'abord au téléphone ou celles ou ceux qui voudront bien me donner au moins un téléphone où je puisse les appeler en écrivant à *Jean Monestier, 19, avenue Jean-Jaurès, 66270 Le Soler ou en laissant un message au 04 68 92 89 49 ou au 06 83 99 03 25.*

■ Lyon. Je cherche une chambre ou petit studio meublé à loyer modéré sur Lyon ou environs pour ma fille devant effectuer un stage de six mois durant le 1^{er} semestre 2005. Contact : *03 85 38 49 91 et laisser un message sur le répondeur, merci.*

■ Cherche documentations sur écopaysagisme, création et entretien d'espaces verts, espaces forestiers, etc. Avec utilisation des méthodes de l'agriculture biologique. Cherche organismes de formation ou associations, entreprises, revues spécialisées... dans ce domaine. *Alfonso Apolonia Vaz, 18, rue du Minotaure, 91350 Grigny.*

■ Bretagne. Cherche terrain totalement isolé dans le Morbihan ou le Finistère sud, un hectare minimum sans voisinage, 50 km de Lorient maximum, constructible ou avec ruine à reconstruire pour projet d'habitat sain et autonome (sans eau, sans électricité, sans tout à l'égout, solaire, éolien, eau de pluie et lagunage).

Marc Gironce, tél : 06 07 63 60 79, maisonautonome@ifrance.com.

■ Beaujolais. Boulanger bio cherche une location de maison ou d'appartement gratuite en échange du gardiennage, avec entretien ou non des abords, durant 9 à 10 mois par an (absent l'été). *Contact : 04 74 26 91 15.*

Emplois

■ Rennes. Aqua-SCOP-Services, entreprise spécialisée dans la plomberie et le chauffage solaire, cherche pour renforcer son équipe un ouvrier ou ouvrière qualifié(e) plombier ou électricien pour devenir associé(e) coopérateur, motivé(e) par fonctionnement en coopération, mixité homme/femme, écologie. Niveau bac ou équivalent, aptitudes manuelles prouvées, connaissance en écologie, économie d'énergie, préservation de l'environnement, apport de capital au sein d'une équipe fonctionnant en SCOP, société coopérative ouvrière de production. Envoyer CV à : *Aqua-SCOP-Services, 73, rue de Châteaugiron, 35000 Rennes.*

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois.

Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement.

Domiciliées : Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5€ en chèque.

Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.

Sélection : Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.



Alternatives

Sortir du puits

Un jour, l'âne d'un fermier tomba dans un puits. L'animal gémissait pitoyablement depuis des heures et le fermier se demandait quoi faire. Finalement, il décida que l'animal était vieux et le puits peu utile. Cela n'était pas rentable de récupérer l'âne.

Il invita ses voisins à l'aider. Ils prirent une pelle et commencèrent à boucher le puits. Au début l'âne réalisant ce qui se passait, se mit à brailler terriblement. Puis ce fut le silence. Quelques pelletées plus tard, le fermier étonné, regarda dans l'ouverture du puits : après chaque pelletée, l'âne se secouait pour enlever la terre de son dos et montait dessus. Bientôt, à force de monter, il put sortir du puits et se remettre à trotter !

La vie va essayer de vous englober de toutes sortes d'ordures ? Chacun de nos ennuis est une pierre qui permet de progresser. Nous pouvons sortir des puits les plus profonds en n'abandonnant jamais. (*La Mée socialiste*, 19 décembre 2001)

Chaud devant !

Et voilà-t-y pas qu'elle s'emballa Petit à petit qu'elle s'embrase Elle a des vapeurs notre terre Elle canicule, elle vocifère...

«Croissance durable» pour mieux tenir Juste encore quelques décennies Impression glauque d'être en sursis C'est vrai «qu'on va pas mourir de rire»



Morice Bénin.

Chacun de nous, terrien basique Citoyen d'une terre mutilée Pressent l'avenir qui s'étrique Héritage mal assumé...

Mais pour les puissants prédateurs Les Zorros de l'exponentiel ; Augmentons le prix du gazoil Climatisons les hôpitaux Un peu plus de pistes cyclables Trions nos déchets, mangeons bio... Gérons le commerce du pire Confusion dans nos ciboules...

Je dis qu'il s'agit de décroître De déconsommer radical Terrasser l'hydre démoniaque Se délectant de notre moelle Ne plus nous livrer corps et âme Au crédo des apprentis-sorciers A leur nouvel «ordre mondial» Tour-de-Babel réincarnée...

Désert dans l'âme de nos campagnes Il n'est plus temps de persifler Sur la stratégie d'un programme Il est juste l'heure de sauver... la terre-mère

Chanson de Morice Bénin, février 2004. Contact : MJC Châteauevert, 3, place des Buissonnets, 26000 Valence, tél : 04 75 78 33 16.

Agriculture biologique

■ Déconversion ?

L'arrivée de la bio dans les grandes surfaces a provoqué ces dernières années le début d'un phénomène de baisse des prix comme dans le cas de l'agriculture chimique. Dans deux domaines, le lait et les céréales, on commence même à voir des «déconversions», des producteurs bio abandonnant la bio. Alors que du côté des consommateurs, ceux-ci indiquent de plus en plus vouloir manger bio, ils ne semblent pas prêts à en payer le prix (pas si cher si l'on comptabilise les économies dans le secteur de la santé !). L'Observatoire de la production biologique bretonne a publié une étude sur les dix derniers années qui montre, en Bretagne, une stagnation du nombre de producteurs et des surfaces cultivées depuis maintenant quatre ans. (*Symbiose*, été 2004)

■ **Maïs non hybride.** Afin de ne plus dépendre des marchands de semence, un programme a été lancé par les organismes de recherche en bio pour la réintroduction d'une variété de maïs, le «blanc d'Astarac» qui n'est pas une variété hybride et qui permet donc au cultivateur de gérer lui-même ses propres semences.



PAYS-BAS

Un lotissement écologique

En 1994, un projet de lotissement écologique a vu le jour à Culemborg, aux Pays-Bas, suite à un accord passé entre la commune et EVA, un centre écologique d'éducation, d'information et de conseil.

Le quartier écologique 'Lanxmeer' doit prendre en compte les principes de la «permaculture» (contraction pour une «agriculture permanente»). En permaculture, la priorité est donnée aux arbustes et aux plantes persistantes plutôt qu'aux cultures agricoles classiques qu'il faut renouveler chaque année.

Le centre écologique a eu pour mission de voir comment dans un lotissement urbain il serait possible de gérer les espaces non construits pour favoriser une production locale saine assurant une partie de la nourriture nécessaire aux habitants.

Marleen Kaptein, initiatrice du projet pense que cela nécessite un tel changement de mentalité qu'un tel projet ne peut se faire que si l'on associe les habitants au projet dès la construction. Pour l'habitat, il a déjà été cherché à mettre en place un lotissement dont le bilan soit équilibré en termes d'énergie. Cela signifie que consommation et production d'énergie se compensent. Pour cela, le quartier utilise en partie l'énergie solaire ; des espaces ont été prévus pour intégrer l'énergie éolienne.

Le quartier est pourvu d'une installation de biogaz où les effluents solides des eaux usées, les déchets végétaux et les déchets de jardin sont compostés avec récupération d'énergie. Le reste des eaux usées est épuré par lagunage.

Un système de récupération d'eau de pluie fournit l'eau pour les sanitaires.

Pour diminuer l'utilisation de la voiture, une norme de parking de 0,7 voiture par habitation a été instaurée. La lutte contre la voiture est facilitée par la proximité d'une gare.

Les quarante premières maisons ont été habitées à partir de 2000. Au total, deux cents habitations et appartements sont prévus sur le site ainsi que des bureaux pour accueillir des entreprises. L'idée est que les gens puissent travailler dans le lotissement pour éviter les déplacements. Le lotissement est construit autour d'une ferme urbaine qui doit fournir les fruits et légumes au lotissement.

Pour faciliter l'accès à la propriété, un accord a été passé avec la banque alternative *Triodos* qui prête de l'argent à un taux d'intérêt bas car subventionné par le ministère néerlandais du logement social. EVA-Bureau, Achterstraat 38, NL 4101 BB Culemborg, tél : (31) 345 53 26 99.

Une expérimentation sur 800 m² s'est déroulée cette année chez Henri Ferté, un agriculteur du Gard. La parcelle a été récoltée début octobre avec l'aide de la Confédération paysanne qui pour une fois n'a pas eu en face d'elle gendarmes et hélicoptères. Replanter ses propres graines en sélectionnant ses semences, représente pour l'agriculteur une économie qui peut atteindre 150€ à l'hectare. Le «blanc d'Astarac» présente un autre avantage : il a une teneur en protéine supérieure de 30% aux maïs courants. (*Le Midi libre*, 7 octobre 2004)



■ **Europe : 43% pour l'espéranto.** Peu avant les élections européennes, un lent travail pour convaincre les eurodéputés a débouché sur une proposition demandant de faire de l'espéranto

une langue pivot pour l'Europe. La proposition a été soutenue par 43% des élus. Avec l'arrivée des nouveaux élus de l'Est, l'espéranto est plus parlé, cette proposition devrait revoir le jour et a une chance d'avoir la majorité... ce qui ne signifiera pas pour autant son adoption puisque les élus proposent et la Commission dispose.

■ **Malgorzata Handzlik.** Malgorzata Handzlik a été élue députée européenne en juin dernier sur une liste Plate-forme citoyenne qui a rejoint le PPE (la droite libérale). Elle est la première députée du Parlement à parler couramment l'espéranto et va en faire la promotion.

ALLEMAGNE

Archiv Aktiv

Archiv Aktiv est une association qui, à Hambourg, essaie de reconstituer l'histoire des mouvements non-violents depuis 1945.





pour retirer un dossier de candidature. Il faut dans la mesure du possible avoir le projet de travailler dans un cadre alternatif pour y participer.

■ Association REPAS, 4, allée Séverine, 26000 Valence, tél : 04 75 55 76 82.

■ Centre de formation Le Mat, Viel Audon, 07120 Balazuc, tél : 04 75 37 73 80.

■ Voir également : <http://reseaurepas.free.fr>.

Objecteurs de croissance

Un projet de film *Objecteurs de croissance* est en cours de réalisation pour une sortie prévue début 2005. Le film montre comment nos gestes quotidiens peuvent avoir une influence sur le monde et comment un agriculteur bio en colère contre les OGM, des enfants qui défendent leur école, un sage dans le désert, des économistes dissidents, une commune qui protège ses services publics... ont tous une influence positive pour la survie de la planète. Le documentaire de 52 mn en VHS ou DVD peut être commandé dès maintenant contre 15 € + 3,40 € de port à Airelles Vidéo, Maison de la vie associative, Le Ligourès, 8, place Romée-de-Villeneuve, Encagnane, 13090 Aix-en-Provence, tél : 06 19 55 19 97.

BRETAGNE

Peau de chanvre

Peau de chanvre est une jeune entreprise dont le but est de concevoir et de promouvoir les produits à base de tissu

de chanvre. Les produits sont conçus et confectionnés en Bretagne. Les boutons sont en matières naturelles : argile, coco, bois, métal. Les couleurs sont choisies pour être les moins polluantes possibles. *Peau de chanvre*, 13, rue de Siam, quartier de Saint-Servan, 35400 Saint-Malo, tél : 02 99 82 83 50.

NORD

PAS-DE-CALAIS Semaine de jeûne

Une semaine de jeûne, de prière et de méditation est organisée du 29 novembre au 5 décembre avec deux jours de bouillon et jus de fruits, trois jours de jeûne à l'eau, un jour de reprise jus et bouillon. Mais le jeûne alimentaire s'accompagnera également d'un jeûne aux dépendances : pas de télévision, de médias, d'argent, de téléphone, d'électricité et de voitures. A la place : dialogue, méditations, prière, convivialité, feu de bois, chant, massage, danse... selon les envies de chacun. Renseignements : *Maison des sept vallées*, 4, rue du Bas-Parcq, 62770 Le Parcq, tél : 03 21 03 69 96.

BESANÇON

Pédagogies populaires et libertaires

Après trois ans de colonies libertaires et de nombreux contacts autour d'un projet de reprise de l'école Bonaventure (anciennement sur l'île d'Oléron), le groupe Proudhon de la Fédération anar-

chiste à Besançon envisage des rencontres sur les pédagogies populaires et libertaires en 2005. Les groupes et personnes intéressées peuvent prendre contact avec la *Librairie l'Autodidacte*, 5, rue Marulaz, 25000 Besançon.

LIMOUSIN

Entropia

Le centre national d'art et du paysage du lac de Vassivière propose jusqu'au 27 mars, différentes installations d'artistes sur le thème de l'entropie (et donc de l'usure, de la dépense d'énergie...). Les artistes explorent, sur ce thème, l'architecture, le paysage, la sculpture et l'espace. Une fois par mois, le dimanche, une rencontre est organisée avec Gilles Clément, paysagiste. *Centre national d'art et du paysage, île de Vassivière*, 87120 Vassivière, tél : 05 55 69 27 27.

TOULOUSE

Eco-hameau en auto-construction

Une association a vu le jour à Toulouse, AEC, Auto-éco-constructeurs, pour la mise en place d'un éco-hameau en auto-construction sur une parcelle d'une petite commune rurale proche de Toulouse. Cette association aura pour rôle de favoriser la mise en relation et l'entraide entre les personnes intéressées par un projet qui s'appuie sur une réflexion sur l'articulation entre le rural et l'urbain. Une première étape prévoit la construction de cinq maisons selon les critères de haute qualité environnementale,

Archiv Aktiv collecte pour cela les revues et brochures du mouvement international, en priorité pour le moment en allemand, en anglais et en français. Il est indépendant de toute instance universitaire et ne reçoit aucune subvention. Il n'est financé que par des dons provenant des personnes ou des associations non-violentes. Il est preneur de tout document en lien avec la non-violence.

Archiv Aktiv, Wolfgang Hertle, Sternschanze 1, D 20357 Hamburg, tél : 00 40 43 02 046.

Compagnonnage alternatif

Le réseau REPAS que nous avons présenté dans le numéro de septembre, organise chaque année un parcours de compagnonnage alternatif et solidaire de février à juin. Ce parcours est ouvert aux jeunes de 18 à 30 ans. Les personnes intéressées doivent prendre contact avec REPAS

Fêtes, foires, salons

■ **Grenoble : 5^e Bio et environnement.** 27 novembre au 5 décembre, à Alpeexpo. *Alpeexpo*, BP 2408, 38034 Grenoble cedex 2, tél : 04 76 39 66 00.

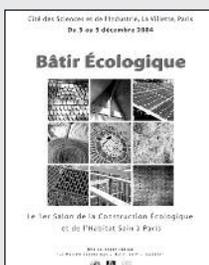
■ **Montpellier : 5^e Harmonies.** 3 au 5 décembre, parc des expositions, 180 exposants (40 % bio, habitat sain, santé, environnement, renouvelables, artisanat...). Thème de l'année : vivez les fêtes en bio. *Goral*, 126, impasse Juvenale, 30900 Nîmes, tél : 04 66 62 07 16.

■ **Paris : 1^{er} Bâtir sain,** 3 au 5 décembre, à la cité des Sciences, La Villette. Artisans, architectes, distributeurs de matériaux sains, organismes de formation... Démonstrations de mise en œuvre, vidéos et conférences : construction respectueu-

se de la santé et de l'environnement, collectivités locales et construction écologique, construire écologique en milieu urbain, normes et assurances, climatisation naturelle, isolation écologique. *Association CASEAT*, tél : 01 45 55 71 50.

■ **Grenoble : 1^{er} Ecocompétences.** 9 au 12 décembre, à Alpes Congrès. Salon sur les métiers de l'environnement, stands associatifs et institutionnels, conférences sur l'éco-habitat, les énergies renouvelables, le reconversion en milieu rural... *MNEI*, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 54 31 62.

■ **Pau : 9^e Asphodèle.** 10 au 12 décembre, au parc des expositions. 200 exposants dont 75% de bio, habitat sain, santé, environnement, pédagogies alternatives, carburants propres, jardinage, services financiers... Expositions, ateliers, conférences. *Utovie, maison Perissaout*, 40320 Bats, tél : 05 58 79 17 93.





avec l'appui d'une entreprise d'insertion locale. Le projet est encadré par François Plassard, ex-formateur en développement local. *AEC, 6, rue Saint-Aubin, 31000 Toulouse, tél : 05 61 99 03 25.*

BAYONNE

Terres océanes

Terres océanes est un nouveau lieu à Bayonne. Il présente de multiples facettes : médiathèque, espace lecture, coin presse, expositions temporaires, éco-boutique, portail des associations environnementales, centre de ressources. L'éco-boutique propose divers produits accompagnés de petites affichettes permettant de découvrir comment entretenir sa maison de manière écologique avec presque rien, comment réduire sa consommation de papier ou son empreinte écologique...

Le centre de ressources permet de se documenter sur de nombreuses thématiques, d'entrer en contact avec les associations locales ou nationales, de consulter les « petites annonces vertes » pour le troc ou le co-voiturage, de découvrir des revues pas toujours diffusées en kiosque. Les enfants ont aussi leur espace avec des jeux pédagogiques ou coopératifs, livres, revues. *Terres océanes* accueille jusqu'au 31 décembre 2004 l'exposition *la forêt s'affiche*. *Terres océanes, 12, rue Pannecau, 64100 Bayonne, tél : 05 59 25 79 64.*

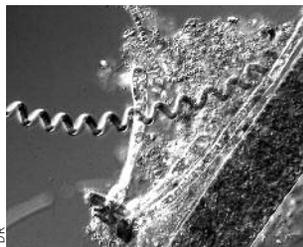
DORDOGNE

Stages d'auto-construction

L'écocentre du Périgord propose des stages sur la construction écologique en février prochain animés par l'architecte Claude Micmacher. Stage de réalisation d'un toit en chaume au printemps, construire une piscine écologique à épuration par les plantes, du 26 au 30 mai, avec Walter Riedel... Des stages peuvent être programmés à la demande (serre solaire, construire en paille, construire en fuste, électricité solaire, solaire thermique, habitat et santé...) pour des groupes d'au moins six personnes. *Ecocentre, Pégase-Périgord, Froidefont, 24450 Saint-Pierre-de-Frugie, tél : 05 53 52 59 50.*

HÉRAULT

Une AMAP autour d'une ferme de spiruline



Spiruline.

La spiruline est une algue riche en protéines dont la culture nécessite moins d'eau que la plupart des cultures. Elle ne nécessite que peu d'investissement et ne pollue pas les nappes phréatiques. Elle constitue un aliment plus riche que les céréales, le soja... et évite les grandes surfaces de culture que demande la viande.

La ferme Spiruline cultive cette algue sous une serre actuellement de 58 m². Il est envisagé de passer à 100 m², ce qui peut permettre de couvrir les besoins en protéines de 25 personnes.

La ferme Spiruline propose donc un fonctionnement en AMAP, association pour le maintien de l'agriculture paysanne, où des consommateurs achètent à l'avance une part de la récolte, en échange de prix attractifs. Ici, l'AMAP se doublerait d'une activité de solidarité internationale puisque la ferme envisage de collaborer avec des fermes de Palestine et du Burkina Faso.

L'AMAP fonctionnant en association, ces projets seront portés en commun. *Ferme Spiruline, Les Balmes, 34360 Saint-Jean-de-Minervois, tél : 06 33 47 65 91.*

PUY-DE-DÔME

Université populaire et citoyenne

L'Université populaire et citoyenne du Puy-de-Dôme se compose de multiples sous-groupes qui proposent des rencontres, des ateliers, des conférences, sur de multiples thèmes. Au programme : projection du film «Tierra Caliente» (30 novembre), du climat et des hommes

Mouvement Camphill

Le mouvement Camphill est né en Ecosse en 1939, à l'initiative du Dr. Karl König, reprenant la pédagogie curative lancée dans les années 20 par Rudolf Steiner. Comme dans le cas de l'éducation, le mouvement anthroposophe part du principe que chaque personne est unique et que donc que tout traitement pour une maladie ne peut se faire que par une approche individuelle.

Le mouvement Camphill agit pour mettre en place des villages thérapeutiques où des familles accueillent des enfants handicapés. Il existe actuellement 75 de ces villages dans le monde où vivent environ 3000 personnes. Aucun n'est situé en France, par contre il existe des associations utilisant la pédagogie.

Ces villages comprennent généralement un réseau de fermes biodynamiques, des maraîchers, des artisans (menuiserie, papeterie, laverie, restauration...). Les fermes assurent une partie de l'alimentation, le surplus permettant des revenus extérieurs et servant à faire fonctionner les autres activités. Des médecins et des thérapeutes vivent également sur place et développent des activités manuelles, artistiques, musicales selon les principes de l'art-thérapie. Dans certains villages, l'action sociale est étendue aux personnes âgées, avec une recherche de mixité intergénérationnelle. Dans la plupart on trouve également un «jardin d'enfants» (l'équivalent de la maternelle) où l'enfant est libre de son propre développement selon les principes de la pédagogie Steiner. Certains villages disposent d'école de plus haut niveau, parfois jusqu'au lycée.

■ *ECCE, Fédération européenne pour la pédagogie curative, Stationsweg 2, NL-3972 KA Driebergen, tél : 31 343 44 99 00.*

■ *Fondation Perceval, route de Lussy, 45, CH-1162 Saint-Prex, tél : 41 (0)21 823 11 11.*

■ *Paul Elst, Iona Institut, Nieuwe Bevelsesteenweg 66, B-2560 Kessel, tél : 32 34 91 02 16.*

■ *Adrienne Thier, Atrebatenstraat 131, B-1040 Bruxelles, tél : 32 27 34 33 79.*

■ *Association pour la pédagogie curative et la sociothérapie anthroposophiques en langue française, Bernadette Bernier, Centre de pédagogie curative «Les Fontenottes», 89330 Saint-Julien-du-Sault, tél : 03 86 63 21 87.*

■ *«Les Ravis», Association française de parents d'handicapés mentaux, Béatrice Cussac, 10, rue Thimonnier, 75009 Paris, tél : 01 48 78 23 77.*



(7 décembre), agriculture et développement durable (9 et 13 décembre), festival du court métrage (28 janvier au 5 février)... *UPC, 3, rue Gaultier-de-Biauzat, 63000 Clermont-Ferrand, tél : 04 73 31 14 05.*

GRENOBLE

Squat des 400 couverts

Depuis près de trois ans, un squat s'est ouvert dans le centre de Grenoble, dans six bâtiments depuis rénovés. On y trouve de nombreuses activités : habitations, four à pain, infokiosque, jardin potager avec des arbres

fruitiers, zone de gratuité, ateliers et spectacles. Le squat essaie de développer des relations entre personnes en dehors des rapports de domination. La municipalité envisage de tout raser pour y mener un projet immobilier de 32 logements. Les squateurs sont demandeurs de toute aide pour le maintien de cette initiative. *Squat des 400 couverts, traverse des 400 couverts, 38000 Grenoble, tél : 04 76 86 07 37.*



Wangari Maathai



Wangari Maathai

Le prix Nobel de la paix 2004 a été attribué vendredi 10 octobre à la militante écologiste kenyane Wangari Maathai, première femme africaine à recevoir la récompense. Née en 1940, elle est la première femme de son pays à obtenir un doctorat de biologie. Elle étudie aux Etats-Unis puis en Allemagne. Elle est la première femme également à diriger un département à l'université de Nairobi. Son mari entre en politique en 1970 et devient ministre par la suite. En 1977, elle profite de sa popularité pour lancer le *Green belt movement* le mouvement ceinture verte, un mouvement de femmes qui, année après année, ont appris aux groupements de femmes à faire des plants d'arbres et à reboiser. 20 millions d'arbres ont été ainsi replantés par plus de 80 000 femmes, constituant le plus grand réseau écologiste africain. Plusieurs pays voisins ont lancé des mouvements de femmes sur le même modèle. Son mari, devenu ministre, souffre de sa notoriété et demande le divorce dans les années 80. Elle est arrêtée plusieurs fois par le dictateur kenyan Daniel Arap Moi, mais sa renommée internationale lui évite de «disparaître». En 1996, elle participe en France au contre-sommet du G7 à Lyon. Elue députée Verte lors du retour à la démocratie en décembre 2002, elle a été nommée en janvier 2003 ministre de l'environnement. Avant le prix Nobel de la Paix, elle avait déjà reçu 14 prix internationaux dont le prix Nobel alternatif en 1984. A l'annonce de cette attribution, elle a rappelé que planter un arbre, c'est semer des graines de paix.

SUÈDE

Impôt sur les hommes ?

Des parlementaires suédois ont fait une proposition pour distinguer les impôts entre les deux sexes et pour faire payer plus les hommes. Selon les statistiques, ceux-ci sont responsables de plus de violences dans la société, entraînant plus de dépenses pour l'Etat. (*Les Pénélopes*, novembre 2004)

ESPAGNE

Bracelet électronique

Environ 100 Espagnoles sont assassinées chaque année par leur mari. De très nombreuses autres sont victimes de violences conjugales. Depuis janvier 2004, la mairie de Madrid délivre des bracelets électroniques qui sont appliqués aux hommes qui sont interdits d'approche du foyer de leur femme. Suivis par électronique, ils déclenchent immédiatement une alerte s'ils pénètrent dans le périmètre qui leur a été interdit. (*SOS Violence conjugales*, novembre 2004)

Pigeonnées !

Les historiennes essaient aujourd'hui de reconstituer l'histoire masquée des femmes actuellement complètement occultée dans les livres d'histoires. Ainsi, un pointage a permis de relever que sur 1024 récompenses attribuées à la libération, seules 8 femmes en ont reçu une contre 32 pour des pigeons voyageurs ! (*Les Pénélopes*, juin 2004)

SÉNAT

Loi sur la parité détournée

La loi sur la parité oblige dans les listes à mettre en alternance une femme et un homme. Mais comme de nombreuses listes commencent par un homme et n'ont finalement qu'un seul élu, à l'arrivée, on compte nettement plus d'hommes que de femmes. Cela s'est encore confirmé le 26 septembre, pour les élections sénatoriales. Il y avait 128 nouveaux élus au total et il n'y a eu

que 31 élus soit seulement un quart de femmes. Cela fait quand même monter le taux de femmes au Sénat à son plus haut niveau : 17% (contre 11% avant et contre 12,7% à l'Assemblée nationale). Si la loi n'est pas modifiée, avec le principe des listes actuelles, le nombre de femmes pourrait être plafonné à 25%.

DOUAI

Placements pour hommes violents

Depuis début 2004, le tribunal de Douai a passé un accord avec une communauté Emmaüs. Les hommes condamnés pour violences conjugales peuvent y être placés pour une période de quinze jours comme mesure

d'éloignement du foyer conjugal. En un an, 103 hommes ont été ainsi éloignés de leurs femmes. Suite à l'expérience de vie avec des précaires, il n'y a eu que trois cas de récidive et vingt demandes de divorce. L'initiative est maintenant reprise à Marseille, Amiens et Thonon-les-Bains.

POITIERS

Egalité pour les retraites

Le tribunal de Poitiers a donné raison le 15 septembre à 21 enseignants, père d'au moins trois enfants, qui ont demandé à bénéficier d'une mesure de retraite anticipée qui pour le moment n'était accordée qu'aux mères de plus de trois enfants. La jurisprudence européenne a été appliquée pour rectifier la loi française jugée sexiste.

50 000 nounours contre l'inceste

L'AIVI, Association internationale des victimes de l'inceste a lancé mi-octobre une campagne nationale «50 000 nounours contre l'inceste» qui fait vingt propositions au gouvernement. La campagne rappelle les chiffres de l'inceste : 20% des filles et 7% des garçons sont victimes d'incestes, 45% ont moins de neuf ans au moment des faits, le taux triple pour les enfants handicapés, la moitié des victimes se trouve dans des familles ayant des problèmes d'alcoolisme. Comme il y a souvent prescription quand les enfants osent porter plainte, 10% seulement des agresseurs, à 98% des hommes, sont condamnés et souvent à de faibles peines de prison. Alors que les victimes en souffrent toute leur vie : 86% présentent des problèmes d'ordre familial, 85% psychologique, 49% social, 46% scolaire, 34% sexuel, 26% délinquance, 25% font des fugues, 23% ont des problèmes de santé, dont des troubles du sommeil, de l'anorexie... 50% des anorexiques et 75% des boulimiques évoquent des problèmes de violence sexuelle. 76% des femmes prostituées, 90% des hommes prostitués sont des victimes de violences sexuelles pendant leur enfance, le plus souvent de nature incestueuse. Les victimes de l'inceste se suicident huit fois plus que la moyenne. L'AIVI demande la réintroduction dans le code pénal du crime d'inceste qui a été enlevé au dix-neuvième siècle, l'imprescriptibilité du crime d'inceste, la mise en place de statistiques, la mise en place d'une politique de prévention chez les parents, l'information des parents dès la grossesse, le suivi médical des enfants dans ce domaine, des campagnes d'information grand public, l'information des enfants dans les écoles, une plus grande attention dans le recrutement des personnes travaillant en contact avec les enfants, la formation de ces personnes, le suivi psychologique des parents en cas d'indices (fugues, anorexie, délinquance...) , faciliter la parole de l'enfant, protéger l'enfant présumé victime, réduire les temps de procédure judiciaire, possibilité de recueillir les paroles de l'enfant en dehors d'une séance de procès (comme aux Pays-Bas), création de professionnels contre la pédocriminalité. Pour appuyer ces demandes, l'association collecte des nounours qu'elle distribuera ensuite régulièrement dans la rue (première opération le 20 novembre).

- AIVI, maison des associations, B7, 20, rue E.-Pailleron, 75019 Paris.
- Collecte des nounours en France ; AIVI, Mory Team, ZA Le Bajolet, 91470 Forges-les-Bains.
- Collecte en Belgique : Parole d'enfants, 7C, boulevard d'Avroy, 4000 Liège.



■ **Sondages contradictoires.**

Selon un sondage CSA réalisé fin septembre, à la demande de l'industrie des semences, 74 % des Français désapprouveraient les actions de fauchage, mais dans le détail du sondage, on relève que sur ces 74 %, 56 % en comprennent les motivations. Un autre sondage IFOP réalisé pour Ouest-France, le 3 octobre indique que 63 % sont inquiets à l'idée de trouver des OGM dans leur alimentation (contre 73 % il y a quatre ans), mais le nombre de gens favorables aux OGM n'atteint que 20 % (+ 4 % depuis 4 ans), les indécis ayant augmenté. Selon ce deuxième sondage, seulement 51 % condamnent les actions des faucheurs, 46 % les soutenant (49 % chez les femmes, 64 % de l'électorat Vert). Dans le sondage pour les semenciers, 67 % des sondés seraient favorables à des expérimentations en milieu naturel du moment que l'Etat les autorise. Mais bizarrement dans ce sondage Ouest-France, seulement 48 % sont pour des essais en plein champ. Tout est dans l'art de formuler la question.

■ **Fauchés volontaires.**

Le 18 octobre, la FNAB, Fédération nationale de l'agriculture biologique, a détruit symboliquement une parcelle de maïs biologique sur la commune de Pessoulens, dans le Gers. Cette décision fait suite à la découverte d'un essai de maïs OGM dans la commune voisine à une distance qui ne permet plus de garantir que le maïs bio l'est encore. La FNAB précise que «pour cet arrachage, les forces de l'ordre n'auront pas besoin de déplacer hommes, grenades et hélicoptères». La FNAB entend ainsi dénoncer l'impossibilité pour l'Etat de garantir la survie de l'agriculture bio en cas de poursuites des cultures OGM en plein champ. *FNAB, tél : 01 43 38 38 69 ou GABB 32, tél : 05 62 61 77 55.*

■ **Bourgogne sans OGM.** Dans la nuit du dimanche 3 au lundi 4 octobre, une trentaine de faucheurs volontaires de Bourgogne et de Franche-Comté se sont retrouvés pour nettoyer une parcelle de 6000 m² située sur la commune de Varois-et-Chaignot, près de Dijon. Cultivée en maïs transgénique, c'était la deuxième parcelle la plus grande de France en OGM. Une parcelle voisine avec une expérimentation de colza avait déjà été nettoyée, ce qui fait que la Bourgogne se retrouve après cette action sans OGM. Bizarrement, bien que l'action ait été revendiquée, aucun média local n'a relayé l'information.

OGM

Soutien aux faucheurs inculpés

Les procès des faucheurs de champs d'OGM devraient dans les prochains mois être le lieu de multiples rassemblements de soutien et autant de tribunes pour contester l'invasion des plantes transgéniques. Le premier procès a eu lieu le 8 novembre à Toulouse (9 inculpés pour un fauchage le 25 juillet), le deuxième aura lieu à Riom (Puy-de-Dôme), le mardi 14 décembre à 8h30, au tribunal correctionnel (3 inculpés pour un fauchage le 14 août). Le suivant aura lieu à Orléans, le mercredi 19 janvier à 14 h, au tribunal correctionnel (3 inculpés pour une action le 14 août également). Deux autres procès auront sans doute lieu début 2005 : le procès de dix faucheurs devant le tribunal de Lille (pour une action à l'automne 2002), un autre au tribunal de Versailles pour neuf inculpés (action en juillet 2003).

Si la justice le veut bien, d'autres procès devraient cette fois concerner les violences faites par les forces de l'ordre lors des deux derniers fauchages à Solomiac (Tarn-et-Garonne) et à Valdivienne (Vienne). Parions que là, les choses vont traîner plus longtemps. *Collectif des faucheurs volontaires, 1, rue Droite, 12100 Millau, tél : 05 65 59 14 36.*



Maison des droits de l'homme de Limoges.

Vaccins de l'hépatite B Barrages judiciaires

Gièlle Mor est avocate. Elle a pris à sa charge de défendre les centaines de victimes présumées du vaccin de l'hépatite B. Elle a été inculpée en 2003 pour «violation du secret de l'instruction», suspectée d'avoir rendu public un rapport d'expertise sur les conséquences du vaccin. Elle a été convoquée et interrogée pendant deux jours, en septembre 2003, au moment même où se tenait une conférence sur le vaccin, moyen d'être sûr qu'elle n'y soit pas présente. Fin septembre, des victimes décident de porter plainte contre trois ministres et elle fait la démarche au tribunal... Elle se voit convoquer au tribunal correctionnel, le 14 octobre toujours pour «violation de l'instruction». Le REVAHB, Réseau Vaccin hépatite B fédère déjà 3000 victimes du vaccin !

■ *Ligue nationale pour la liberté des vaccinations, BP 816, 74016 Annecy cedex, tél : 04 50 10 12 09.*

■ *Réseau Vaccin hépatite B, 8, rue Josephine, 94170 Le Perreux-sur-Marne, tél : 01 48 71 80 20.*

L'Etat de Jigawa, au nord du Nigeria a annoncé, fin 2003, qu'il refusait désormais les campagnes de vaccinations. Dans une interview publiée dans une revue locale et traduite dans le *Courrier d'Alis*, l'Emir qui dirige cette région s'explique. En voici quelques extraits significatifs.

Pourquoi la polio et pas la malaria ?

«Récemment quelques membres de l'Assemblée nationale sont venus et nous avons discuté longuement au sujet du vaccin polio. Nous avons demandé pourquoi les gens dans notre pays continuaient à recevoir ce vaccin polio. Ils nous ont répondu que sur les dix Etats du nord, dont celui de Jigawa, on avait recensé un cas de polio. C'est donc à cause d'un seul cas que l'on veut vacciner tous les habitants de l'Etat. J'ai fait remarquer que depuis cinq ans, tous les ans, le même scénario se reproduisait. Pourquoi vouloir à tout prix vacciner tous les habitants des dix Etats du nord, précisément les dix qui pratiquent la sharia. J'ai senti qu'il y avait quelque chose de louche : soit ils ont quelque chose contre l'islam ou contre les musulmans, soit il y a quelque raison politique derrière cela.

Nous avons également demandé pourquoi les Américains avaient arrêté le vaccin oral depuis 1995. Ils n'ont pas répondu à cette question. Si les vaccins oraux ne sont pas bons pour les enfants américains, pour les utiliser chez les enfants du Nigeria ?

(...) Lors d'une cérémonie qui a eu lieu au Rotary Club à Abuja, j'ai entendu dire par le président qu'il avait sa propre solution pour contrôler le nombre d'habitants. Qu'est-ce que cela veut dire ? S'ils n'utilisent pas une méthode de contrôle des naissances, pourquoi avoir dit cela ? Et c'est le même Rotary club qui sponsorise le vaccin polio.

J'ai demandé aux membres de l'Assemblée nationale combien de cas de polio on avait recensé cette année au Nigeria. Ils ont répondu environ 190 cas. Et ils dépensent sept milliards pour une campagne de vaccination alors que chez nous les moustiques tuent trois à quatre millions de personnes, jeunes et vieux, chaque année ! Les autorités prétendent qu'avec 190 cas, la polio est pire que la malaria.

Vaccins et colonialisme

Et si les campagnes de vaccinations ne cachaient que des réseaux de financement occultes comme au bon vieux temps du colonialisme.

Des témoignages éclairants.



Campagne de vaccination polio orale en Afrique (interdit aux Etats-Unis depuis 1995).

Tel le béotien, je ne peux comprendre pourquoi ils sont si soucieux de la polio et qu'ils ne se préoccupent pas de maladies qui tuent les Nigériens comme par exemple les anémies à hématies falciformes. Pourquoi le gouvernement nigérian ne peut-il pas distribuer gratuitement des médicaments contre la malaria comme ils le font pour le vaccin polio ? Pourquoi ne pas fournir gratuitement des moustiquaires aux populations rurales et même en équiper gratuitement nos hôpitaux pour ainsi réduire l'incidence de la malaria ?»

Chasse aux enfants en Ouganda

Toujours dans la même revue, on peut lire aussi le témoignage de Kihura Nkuba, fondateur d'une importante radio africaine, président de l'association des journalistes de radio de l'Est africain, sur les

campagnes de vaccination en Ouganda : «Le 15 octobre 2003 fut le jour du 'jugement dernier' pour le ministère de la santé et ses 'vieux copains' appelés les 'trois grands' à savoir l'OMS, l'UNICEF et l'USAID. En effet, c'était le jour où devait être proclamé le bilan de la campagne de vaccination massive contre la rougeole, le jour où l'on devait annoncer une couverture de plus de 100% ! Pour atteindre ce succès, le gouvernement avait 'mis le paquet' : il avait commencé à étendre l'âge de la vaccination jusqu'à 15 ans, ensuite il avait décrété que les parents devaient faire vacciner leurs enfants sans tenir compte de leur état de santé, en outre, étaient menacés d'emprisonnement tous ceux qui résisteraient et refuseraient la vaccination, jeunes ou vieux, femmes ou hommes.

Crispus Kiyonga, ministre sans portefeuille et commissaire du gouvernement, lui-même médecin et ancien ministre de la santé, avait donné l'ordre à la police d'arrêter quiconque serait soupçonné de saboter l'entreprise (...) C'était une vaccination sous la menace des armes.

Ce petit et joli pays appelé Ouganda, dépense neuf millions de ses maigres ressources pour promouvoir un produit européen ! L'argent dépensé aurait permis de construire 120 000 puits d'eau de source qui auraient pu approvisionner 30% du pays en eau potable ; cet argent aurait permis aussi de construire dix centres ultramodernes pour des recherches sur les nuisibles qui ravagent les bananeraies, mais le gouvernement a opté pour que les Européens imposent leurs procédés.

Selon le gouvernement, la rougeole était une menace pour l'intérêt général car elle entraîne 40 000 morts par an. Cette statistique est risible et inventée de toutes pièces quand on sait que la plupart des personnes qui ont la rougeole restent chez eux et se soignent (...) Très peu de parents se souviennent d'avoir perdu quelqu'un de la rougeole. Dans les registres, il n'y a pas trace de gens qui en soient décédés. Et même si ces 40 000

morts étaient réels c'est beaucoup moins que celles qui sont tuées en Ouganda chaque année pour cause de la guerre civile, ce n'est rien du tout comparé à la malaria qui tue un enfant toutes les cinq secondes, et là-dessus, le gouvernement ferme les yeux allègrement.

Les responsables de la santé, à bord de leur jeep 4x4 modèles de luxe (qui coûte seulement 70 000 dollars), en costume cravate, coupe allemande dernier cri, sirotant des sodas américains, sont descendus dans les meilleurs hôtels d'Ouganda pour aider les pauvres à recevoir le message de la vaccination. (...) Tandis que la Banque mondiale et le FMI dépouillent les pauvres, la campagne de vaccination enrichit les 'pauvres médecins'.

(...) Le jour de la vaccination, les élèves qui devaient aller à l'école, sont restés à la maison ; des mères ont caché leurs enfants dans la forêt, d'autres dans leur lit. Selon les témoignages recueillis, partout les vaccinateurs sont tombés sur des classes vides, tandis que les boîtes de vaccins restaient à chauffer au soleil. (...) Le fait qu'on les oblige à recevoir un vaccin contre une maladie qu'ils jugent bénigne et qu'ils savent soigner dans les cas courants, a été perçu comme une volonté de tuer la population au profit du pouvoir des Blancs.

(...) Je suis sûr que bientôt, l'OMS s'en prendra à la peau noire et qu'un vaccin obligatoire verra le jour quelque part pour tenter d'en venir à bout».

En conclusion, derrière une façade médicale, se cachent des enjeux financiers immenses et des pratiques commerciales criminelles. Les vaccins masquent souvent de vastes détournement de fonds. Détournements de fonds qu'il serait plus difficile de faire en développant des campagnes d'hygiène, beaucoup moins coûteuses et tellement plus efficaces.

Francis Vergier ■

Courrier d'Alis, 19, rue de l'Argentière, 63200 Riom, tél : 04 73 63 02 21.



NÉPAL

Présence américaine

Au Népal, 42% de la population, essentiellement rurale, vit en dessous du seuil de pauvreté. Le roi à la tête du pays doit faire face depuis plusieurs années à une véritable guerre civile, laquelle est soutenue par le parti communiste. Il n'en fallait pas plus pour que le gouvernement américain vole au secours de l'Armée royale népalaise en livrant pour 17 millions de dollars d'armement. Le Népal étant entre la Chine (communiste) et l'Inde (hindouiste), ceci ne peut que contribuer à enflammer la région. Le cap des 10 000 morts a été atteint pendant l'été 2004.

MEXIQUE

Commerce équitable Sud-Sud

L'UCIRI (Union de Communidades Indígenas de la Region del Istmo) est une coopérative créée en 1983 dans la région de Oaxaca, au Mexique. La production de café dans cette région existe depuis près de cent ans mais compte tenu de leur éloignement géographique, de la difficulté d'accès, les conditions de travail sont précaires. La production suivant les règles de l'agriculture biologique a démarré en 1987. Le choix de l'agriculture biologique a permis dans un premier temps d'avoir un prix de vente de 30% supérieur aux autres cafés, avec la garantie pour les producteurs de toucher 85% du prix net. Comme souvent dans les réseaux de commerce équitable, le producteur touche l'argent en trois fois : deux avances de février à avril, ajustement en juillet, fin du paiement en octobre. Au départ, l'essentiel de la production (85%) est tourné vers l'exportation en collaboration avec des associations du Nord. Tout au long des années 90, une réflexion s'engage sur cette dépendance à l'exportation. Le café biologique se développe un peu partout et les différentes structures se fédèrent. Elles cherchent alors à développer la vente locale. Pour l'UCIRI, dès 1995, la majorité du café est vendue localement.

Depuis fin 2002, un accord a été passé entre l'association mexicaine Comercio Justo et une grande chaîne de distribution. Cela a encore accéléré le développement du commerce équitable au sein du pays... mais cela se heurte maintenant aux mêmes problèmes qu'ici : le commerce équitable ne l'est qu'au niveau de la production et non de la distribution.

TCHAD

Le pétrole coule, les populations subissent

Pendant des années, les associations écologistes et de solidarité internationale ont dénoncé les conditions dans lesquelles s'est construit l'oléoduc Tchad-Cameroun destiné à l'exploitation du pétrole tchadien. L'oléoduc a été inauguré le 12 juin dernier et la Banque mondiale s'est félicitée des bonnes conditions dans lesquelles s'est effectué le chantier. Il doit falloir comprendre que la Banque mondiale se félicite de pouvoir piller les richesses d'un pays en n'ayant à arroser que le seul dictateur en place.



Puits de forage au Tchad.

GUATEMALA

Terreur chez les sans terres

La fin de la guerre civile en 1996 n'a pas mis un terme aux violences provenant de l'Etat ou des grands propriétaires (2% de la population détient 80% des terres). Trois millions de personnes souffrent de la faim et les manifestations des paysans pour avoir des terres sont fréquentes. Depuis début 2004, plus de cinquante occupations de terre ont été dénombrées et la répression est violente. En mars et avril, deux marches de paysans ont réuni plus de 20 000 personnes. Les 8 et 9 juin, une grève générale a paralysé le pays. L'accès à la terre faisait partie des accords de paix de 1996, mais les réformes agraires n'ont pas suivi. Réseau-Solidarité a lancé une campagne de lettres adressées à la présidence de la République pour demander que des enquêtes soient ouvertes sur les violentes expropriations des sans-terres et que soit engagées les réformes agraires. Réseau-Solidarité, 10, quai de Richemont, 35000 Rennes, tél : 02 99 30 60 53

AFRIQUE DE L'OUEST

Le train ne siffle plus !

L'axe ferroviaire Dakar (Sénégal)-Bamako (Mali) permet de très nombreuses personnes du désert de rejoindre la côte atlantique. Cette ligne a commencé à fonctionner en 1904 et fait 1288 km de long. Pendant l'époque coloniale, il a servi à l'exportation du coton et de l'arachide. Le 1^{er} octobre 2003, les gouvernements malien et sénégalais ont accepté la privatisation de la ligne, celle-ci passant sous le contrôle de Transrail pour une valeur estimée au dixième de sa valeur réelle. La société privée a immédiatement fait des études de marché. Conséquences : le trafic voyageurs, avec des horaires réguliers, a été jugé non rentable, de nombreuses gares ont été fermées (26 sur 36) et le personnel licencié (700 personnes). Transrail appartient à des capitaux canadiens (via la société de chemin de fer CANAC) et français (via la GETMA, société de transports maritimes). Les conséquences de cette privatisation ont été importantes pour les villages d'un seul coup coupés notamment des installations sanitaires (hôpitaux, maternités, dispensaires situés en ville). Les aides apportées par les systèmes de micro-finances avaient permis à des groupements de femmes de développer des activités en lien avec le passage des voyageurs (alimentation, artisanat local...). De nombreux projets ont fait faillite. La distribution des fruits et légumes qui se faisaient par des personnes empruntant le train a été interrompue... sauf pour les grosses sociétés qui ont le volume nécessaire pour bénéficier des trains de marchandises. Les échanges entre fruits de l'intérieur et poissons de l'océan ont grandement diminués. Le Sénégal et le Mali ont été poussés à la privatisation pour rembourser une partie de leur dette, sous contrôle de l'OMC. (Les Pénélopes, novembre 2004).



Gare de Bamako.

Du commerce équitable au commerce transparent ?

Azimuts, entreprise de vêtements, a décidé d'ouvrir un site internet où sont publiés ses comptes financiers avec les prix payés aux fournisseurs (du Népal), les salaires ici et là-bas, l'argent qui est reversé à des actions sociales... (www.transparent-trade.org). L'entreprise lance le



Transparent Trade

concept de «commerce transparent» qui devrait être une alternative au commerce «équitable», un mot aujourd'hui récupéré et galvaudé. Si la transparence ne permet sans doute pas de garantir que le commerce soit équitable, elle permet au moins au consommateur de faire librement son choix. Chez Azimuts, on apprend ainsi que 19,45% du prix du produit vont dans le pays de fabrication auquel il revient d'enlever 2,75% pour le transport. Les 16,70% financent la culture du coton, la confection, le tissage, la couleur, les accessoires, les taxes et 1,7% sert à alimenter un fonds social pour des initiatives sociales. Pour le reste, la TVA représente 16,39%, le reste se partage entre le réseau commercial, la rémunération des salariés d'Azimuts (22%) et un léger bénéfice pour investir (moins de 1%). Azimuts Artisans du Népal, 54, rue Gambetta, 47400 Tonneins, tél : 05 53 64 30 39.

■ **Production mondiale de photopiles en hausse.** Les statistiques des industriels indiquent pour l'année 2003, une hausse de la production des panneaux photovoltaïques de 32% au niveau mondial, de 41% en Europe et de 27% par an au cours des cinq dernières années. Cinq industriels se partagent 60% du marché, la moitié des panneaux sont fabriqués au Japon.

Aux Etats-Unis, le programme lancé par Bill Clinton en 1997, «un million de toits solaires» a été saboté par l'administration Bush : la production de photopiles a baissé de 14% aux USA en 2003. Il y a quand même 230 000 installations photovoltaïques dans ce pays.

■ **Voitures solaires ?** Les courses de voitures solaires réunissent des prototypes qui roulent à 100 km/h, en plein soleil, dans le désert australien. Cela en fait rêver certains : voilà qui va remplacer le pétrole. Un simple calcul montre les limites du rêve. Les voitures de course ne pèsent qu'environ 100 kg contre une tonne pour la moindre petite voiture. Pour déplacer celle-ci, sur 10 000 km en un an, il faut environ 3000 kWh (en supposant que les pertes soient minimales). Pour produire cette énergie en France, il faut compter environ 30 m² de capteurs photoélectriques (donc ce ne sera pas sur la voiture) et cela coûte la bagatelle (hors aides possibles) de 160 000 €. Ce n'est donc pas encore pour demain ! (calcul fait par Jean-Louis Gaby de *Solaire 2000*).



Petite phrase

«La maîtrise de l'énergie n'est pas un supplément d'âme, comme on voudrait nous le faire croire : c'est le choix de premier rang. Il relègue loin derrière lui la question des parts de chacune des ressources dans le bilan d'approvisionnement»

Benjamin Dessus, «maîtriser l'énergie pour sauver la planète», *Le monde diplomatique*, novembre 2004.

Le gaz suivra le pétrole de peu !

L'association d'experts pétroliers internationaux pour l'étude du pic de Heubert, vient de réviser ses estimations concernant le moment où la production de pétrole sera inférieure à la demande : de 2010, elle estime maintenant que cela sera en 2008, soit dans seulement quatre ans. Certains pensent que l'on pourra alors amortir le choc en utilisant plus le gaz. Mais la même association a refait les estimations pour cette forme d'énergie. Alors que jusqu'à maintenant, le pic était prévu entre 2020 et 2040, elle estime que cela devrait arriver en 2013. Autant dire que la crise du pétrole déjà sensible aujourd'hui (doublement du prix en un an) sera suivie de près par celle du gaz (qui a déjà augmenté de plus de 20% en un an).

PÉTROLE

Pêcheurs, agriculteurs et routiers en colère

Le 4 octobre, les pêcheurs ont bloqué plusieurs ports de la Méditerranée pour protester contre la hausse du prix du pétrole. Les syndicats de routiers et d'agriculteurs protestent également. Or ces professions bénéficient déjà de carburants très largement détaxés, ce qui les rend particulièrement sensibles à la hausse actuelle du pétrole. La décroissance pourrait commencer rapidement dans ces trois secteurs, ce qui bien sûr est néfaste à l'emploi, mais positif en terme d'environnement : moins de pollution atmosphérique, moins d'engrais, et une chance de survie pour de nombreux poissons aujourd'hui en voie de disparition. Le blocage des pêcheurs pourrait même permettre une meilleure



répartition des richesses, les pays africains protestant depuis des années contre la concurrence des gros navires-usines qui pillent les lieux de pêches de leurs populations. La cherté dans le domaine agricole devrait profiter aux petits agriculteurs bio, moins consommateurs de carburants. La limitation des transports routiers devrait être une bénédiction pour l'économie en limitant les délocalisations, les syndicats devraient donc soutenir la hausse du prix du pétrole au lieu de protester.

BIOCARBURANTS :

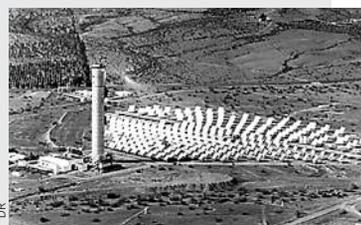
Le risque de la fuite en avant

La hausse rapide et probablement durable du prix du pétrole rend chaque jour plus intéressante l'usage des biocarburants. Ceux-ci ayant souvent des rendements faibles (il faut pas mal de biocarburants pour produire un peu plus

ESPAGNE

Stocker l'énergie solaire

Stocker l'électricité est extrêmement difficile, avec de très mauvais rendements. Cela pose un problème aussi bien pour les centrales nucléaires qui doivent tourner de manière régulière (et donc inutilement la nuit) et pour le vent ou le solaire dont la production est irrégulière. A Alméria, dans le sud de l'Andalousie (Espagne), un centre de recherche pour la réalisation de centrales solaires développe actuellement trois techniques : une centrale avec des miroirs paraboliques qui concentrent l'énergie solaire sur un tuyau qui circule devant les miroirs, une centrale où chaque miroir parabolique concentre l'énergie sur un moteur Stirling pour produire directement de l'électricité par compression et détente de la vapeur d'eau. Une troisième technique où un champ de miroirs concentre l'énergie sur un foyer à haute température. C'est à ce niveau qu'une méthode simple de stockage a été mise au point : au niveau du foyer, de l'air est chauffé à haute température (800°C) lequel peut être comprimé et conservé pendant une quinzaine d'heures actuellement avant de chauffer de la vapeur d'eau qui fait tourner une turbine comme dans une centrale thermique classique. La durée de stockage actuelle permet de passer le cap des nuits et semble une bonne piste pour un stockage de plusieurs jours en cas de manque de soleil. Actuellement la centrale avec une tour de 100 m de haut produit 1 MWe et une étude porte sur la réalisation d'une telle centrale de 200 MWe.



Tour de stockage de la vapeur de la centrale solaire.

SUISSE

Cités de l'énergie

La Fondation suisse de l'énergie et le WWF avaient lancé il y a vingt ans le label «cité de l'énergie» qui est attribué à des communes menant de manière durable une politique d'économie d'énergie, d'utilisation des énergies renouvelables, de transports en commun, d'information du public sur toutes ces questions. En Suisse, cent communes ont déjà bénéficié de ce label. L'idée de ce label vient d'être reprise par l'Union européenne.

de biocarburants), le risque est que l'on veuille simplement remplacer le pétrole par ceux-ci sans se poser de question sur nos modes de consommation. Cela signifierait une très vaste confiscation des terres agricoles pour les produire... avec évidemment la possibilité de confisquer ces terres là où elles sont le moins chères, à savoir dans les pays du Sud. Autre possibilité : produire les biocarburants dans les pays du Nord en important de plus en plus de denrées alimentaires venues du Sud. Ce qui au niveau désastre écologique revient au même. Entre le désir de vouloir continuer à rouler en voiture et celui de vouloir sauver la planète, il va falloir choisir.



ARIÈGE

Solstice

Solstice est une association d'informations et de démonstrations sur les énergies renouvelables, installée en Ariège. Elle a mis en place une base itinérante : les camions des membres de l'association, équipés en solaire seront bientôt renforcés par le «camion solstice» munis de panneaux photovoltaïques, d'isolation en matière recyclable, d'un point internet mobile. Il circulera sur les festivals, manifestations, marchés, vous pourrez y trouver des informations, des conseils pour aménager votre habitation ou votre véhicule, des diaporamas, des activités et ateliers pour tous âges sur divers thèmes (énergies propres et renouvelables, gestion de l'eau, récupération et recyclage, gestion des déchets, découverte de la nature...) et un

e, tél :
olstice



VAUCLUSE

Formation

L'APTE, Association pour la promotion des techniques écologiques propose tout au long de l'année des stages de quatre jours destinés aux particuliers afin de s'initier aux économies d'énergie et aux énergies renouvelables : bilan de sa consommation personnelle, moyens de réduction, conséquences écologiques et sociales de la consommation énergétique actuelle, solutions alternatives. Renseignements : APTE, Les Gardiols, 84360 Mérimol, tél : 04 90 72 89 89.

PYRÉNÉES

Ressources géothermiques

Il existe 42 stations thermales abandonnées dans les Pyrénées. Le BRGM, Bureau de recherches géologiques et minières, vient de lancer une étude pour étudier le potentiel géothermique de ces sources chaudes. (Systèmes solaires, octobre 2004)

Eolien

■ **Perspectives encore revues à la hausse.** Au fur et à mesure que le prix du pétrole s'envole et que le nucléaire fait du surplace, les industriels de l'éolien se frottent les mains et publient de nouvelles perspectives. Ils pensent maintenant atteindre une puissance de 150 000 MW d'ici 2012 (contre 40 000 MW aujourd'hui).

■ **Pas-de-Calais : grosse centrale.** La société allemande Ostwind a obtenu le permis de construire pour 70 éoliennes de 2 MW, soit 140 MW, réparti sur neuf communes près de Fruges dans le Nord-Pas-de-Calais. La mise en route est prévue pour 2006.

■ **Caen : colloque.** Caen reçoit du 9 au 11 décembre, au Zénith, un colloque national sur le thème : «Eolien : la fin de l'exception française ?». Très technique, le colloque sera ouvert par Philippe Duron, président du conseil régional de Basse-Normandie, région qui vient de se battre pour accueillir l'EPR, par Patrick Devedjian, ministre délégué à l'industrie, qui soutient le développement de l'EPR, le débat sur la concertation et le montage des projets sera introduit lui par Jean-François Legrand, président du conseil général de la Manche, département qui vient de se battre pour accueillir l'EPR. Avec ça, on peut penser que l'éolien sera utile, mais restera malheureusement marginal... ADEME, 27, rue Louis-Vicat, 75737 Paris cedex 15.

■ **Poitou-Charentes : aide de la région.** La nouvelle assemblée régionale a adopté un plan éolien qui prévoit 330 MW installés avant 2010. La région offre son aide pour le montage administratif des dossiers.

■ **Dordogne : stage d'autoconstruction d'éoliennes.** L'Ecocentre du Périgord organise, du 10 au 14 janvier, un stage d'autoconstruction d'éolienne. Celle-ci, avec des pales de 1,60 m, un début de charge avec un vent de 12 à 14 km/h, peut atteindre une puissance de 800 à 1000 W par vent moyen, sortie en 12 volts. Le stage coûte 1070 € mais le formateur vous fournit en pièces neuves pour une valeur de 700 €. Il faut se signaler rapidement car les stagiaires doivent commencer par récupérer différentes pièces dans des «casses auto». Renseignements : Ecocentre, Pégase-Périgord, Froidefont, 24450 Saint-Pierre-de-Frugie, tél : 05 53 52 59 50.

EPR et Relance du nucléaire

■ **Flamanville.** EDF a annoncé le 21 octobre que le site choisi pour l'implantation de l'EPR serait Flamanville, dans la Manche, fief des pro-nucléaires, avec déjà deux réacteurs et l'usine voisine de la Cogéma à La Hague. Le conseil régional de Basse-Normandie a adopté avec les voix du PS, du PC et du MRC la motion suivante : «le conseil assume la totalité des responsabilités qui lui incombent dans le domaine de ses compétences si le gouvernement retient le site de Flamanville, ce qui est souhaitable». Le fait que ces élus soient régulièrement arrosés par les taxes professionnelles d'Areva ne doit pas être étranger à leur comportement. Les départements de la Drôme (pour Pierrelatte) et de l'Ardèche (pour Cruas), aussi de majorité socialiste, ont adopté des vœux en faveur de l'EPR. CRILAN, 10, route d'Étang-Val, 50340 Les Pieux.

■ **EPR en fonctionnement en 2012 ?** EDF a annoncé son intention de mettre en route l'EPR avant 2012, ce qui au vu des délais de construction semble indiquer une volonté de démarrer le chantier au moins cinq ans avant soit... au lendemain des élections présidentielles. D'ici là de nombreuses procédures administratives doivent encore avoir lieu. Pendant le jeûne, des contacts à EDF nous avaient dit qu'il y a avait plusieurs scénarios selon que les Verts reviennent ou non au gouvernement en 2007. Du fait des difficultés financières actuelles, certains à EDF seraient favorables à un report de cinq ans... ce qui peut signifier la fin de l'EPR qui coûte déjà plus cher que son équivalent en éolien.

■ **Des emplois ?** Si la construction du réacteur créé jusqu'à 5000 emplois, un réacteur n'embauche en fonctionnement qu'environ 400 personnes. Greenpeace a calculé qu'avec la même somme d'argent, on pourrait, au large du département de la Manche, construire des éoliennes offshore qui produiraient trois fois plus d'électricité pour 3000 emplois.

Nucléaire



Par ici, la sortie du nucléaire

Le Réseau Sortir du nucléaire vient de rééditer une nouvelle version de sa brochure *Par ici, la sortie du nucléaire*, qui en 52 pages rappelle les raisons de s'opposer au nucléaire, la situation exceptionnelle de la France, les autres sources d'énergie disponibles et les scénarios de sortie du nucléaire. Elle est disponible contre 4 € auprès de Réseau Sortir du nucléaire, 9, rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 78 27 29 22.

Un million de signatures pour sortir du nucléaire

Le 26 avril dernier, les différentes coordinations antinucléaires d'Europe ont lancé une pétition

pour réunir, en un an, un million de signatures au cas où la Constitution européenne passerait en l'état, ceci permettrait d'obliger l'Europe à ouvrir un débat sur le sujet. Pour la France, l'objectif est de 200 000 signatures. Début octobre, environ 50 000 signatures avaient été collectées. On demande les feuilles de pétition à : Réseau Sortir du nucléaire, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04, tél : 04 78 28 29 22.

La CRII-Rad maintient son indépendance

Le 17 octobre 2003, André-Claude Lacoste, directeur de la DGSNR, dite autorité de sûreté nucléaire, a signé un arrêté mettant en place un réseau national de mesures de radioactivité dans l'environnement, en profitant pour modifier considérablement les conditions permettant à des laboratoires indépendants d'être certifiés et donc de pouvoir répondre

Quand le nucléaire avance, la démocratie prend ses distances

■ **Choc des civilisations.** Pas de chance pour AREVA, le 5 octobre, veille de l'arrivée du convoi de plutonium américain à Cherbourg, un camion transportant 4500 kg d'uranium enrichi sur l'autoroute A10, dans le Loiret, a été percuté à l'arrière par un camion transportant des téléphones mobiles. Le camion venait d'Allemagne et se rendait à la centrale du Blayais (Gironde). Cet accident, sans gravité, prouve en tout cas qu'un accident nucléaire routier est tout à fait possible.

■ **Huit heures pour un procès !** Le jeudi 7 novembre, à 8h30 du matin, un huissier se présente au siège du Réseau Sortir du nucléaire, à Lyon. Celui-ci se voit notifier une convocation en justice pour le... jeudi 7 novembre à 14 h à Aix-en-Provence. La convocation... ne fait que 700 pages ! Evidemment pas le temps de la lire. Stéphane Lhomme arrive à temps au tribunal et demande un report du procès. Refusé ! A 16h30, Le Réseau, comme Greenpeace, est interdit d'approche du convoi à moins de 100 m mais le tribunal ne suit pas la Cogéma sur deux points : le Réseau a le droit de manifester devant Cadarache, il n'a pas à payer de frais de justice. 8 heures pour un procès ! Un record ! Souhaitons à la justice d'être aussi efficace pour le blanchiment d'argent, pour les malades de la thyroïde, pour le vaccin de l'hépatite B...

■ Convoi imposant.

CRS, gendarmes, motos, fourgonnettes, voitures banalisées, hélicoptères... il ne manquait qu'un sous-marin pour accompagner le convoi de plutonium qui a traversé la France de Cherbourg à Cadarache en passant par Nantes, Bordeaux, Toulouse



Le camion pisté le long de son trajet.

et Montpellier le 9 octobre. A Bègles, Noël Mamère qui avait pris un arrêté contre le passage du convoi, a été maintenu à distance par les forces de police avec une cinquantaine de manifestants. A Toulouse, des militants qui ont essayé de déployer une banderole sur un péage ont été brièvement interpellés. En début d'après-midi, cinq militants de Greenpeace ont suspendu une banderole au-dessus de l'entrée du tunnel de Mirabeau, à 7 km de Cadarache. Ils ont été délogés par la police vers 16h30. Une banderole géante du réseau a été déployée sur une falaise face à l'entrée du site. Le soir, 200 manifestants ont essayé de s'installer devant l'entrée du site de Cadarache... mais le convoi est passé par une entrée secondaire, le vendredi vers 2 h du matin. Le 9 octobre, des manifestations de protestations contre les convois nucléaires se sont tenues dans près d'une trentaine de villes, totalisant un millier de manifestants.

à des appels d'offres provenant de collectivités publiques. Parmi les nouvelles conditions d'agrément figure l'obligation pour les laboratoires de transmettre leurs données au gouvernement lequel pourra ensuite en donner sa propre analyse.

Jusqu'à maintenant, la CRII-Rad, Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité, a toujours refusé de partager ses données pour la simple raison que le mélange avec des données officielles est généralement utilisé pour cautionner des bilans rassurants. La CRII-Rad s'est vu signifier par des inspecteurs des DRIRE, Direction régionale de l'industrie, qu'il s'agit d'une opération délibérément pensée pour la museler. La CRII-Rad se trouve donc

devant un dilemme : soit céder, avoir son agrément, avoir des commandes publiques, mais ne plus avoir de réelle indépendance, soit refuser cet agrément, ce qui limite ses études aux seules demandes de particuliers et d'associations. Le 11 octobre, réunis en assemblée générale extraordinaire, les adhérents ont adopté à l'unanimité un rapport d'orientation qui va dans le sens de refuser l'agrément et de préserver l'indépendance du laboratoire. Cela prive de fait la CRII-Rad du tiers de ses ressources. La CRII-Rad étudie actuellement les recours juridiques pour que son expertise soit reconnue au nom de critères scientifiques et non politiques. CRII-Rad, 471, avenue Victor-Hugo, 26000 Valence, tél : 04 75 41 82 50.

Nucléaire



BURE Elus en colère



Lors d'une réunion du CLIS, comité local d'information et de suivi, à la préfecture de Bar-le-Duc, le 13 octobre, des élus ont provoqué un clash, estimant qu'on leur avait menti depuis le début. Claude Kaiser, maire meusien, a dénoncé le fait qu'on leur annonce maintenant «un stockage aussitôt que possible», ce qui signifie qu'officiellement, le laboratoire devient un site de stockage de déchets... alors que la loi prévoyait une période d'études et de comparaisons avec d'autres sites. Or, d'autres sites, il n'y en a pas. Le conseiller général communiste haut-marnais Jean-Luc Bouzon a dénoncé la parodie de démocratie, estimant que le but, comme annoncé par les opposants, a toujours été le stockage et non la recherche scientifique. Jean-Marc Fleury, opposé au site, vice-président de la CLIS, a alors déchiré publiquement le rapport «scientifique» entérinant le passage de fait de labo en site d'enfouissement, les associations déployant alors une banderole.

LOIRE

Fonderie nucléaire

Cela fait maintenant plus d'une dizaine d'années que la CRII-Rad dénonce les projets des nucléocrates de réutiliser les métaux faiblement contaminés en les noyant dans des fonderies pour passer en-dessous des normes tolérées. Jusqu'à maintenant, la mobilisation des opposants a provoqué l'arrêt de tous les projets. En 2002, une loi a même été votée qui limite fortement les dérogations possibles. Mais la méthode est bien tentante pour essayer de diminuer les coûts monumentaux du démantèlement des réacteurs. Au nom d'«essais», la fonderie FeursMétal à Feurs

dans la Loire, a ainsi été retenue par Areva, avec le feu vert du ministère de l'Industrie comme site expérimental de dilution de matériaux faiblement contaminés. Habitants de Feurs et salariés de l'entreprise se sont retrouvés à un millier le 23 octobre pour demander l'organisation d'un débat contradictoire entre la CRII-Rad et la DRIRE, Direction régionale de l'industrie. La CGT s'interroge sur les risques pour les salariés dans une fonderie qui présente selon elle une «grande vétusté». La fonderie qui recycle actuellement des piles le fait déjà dans des conditions jugées inacceptables par les syndicats. Les syndicats rappellent également que des essais avaient déjà été faits en 1984 avec des matériaux irradiés sans aucune information de la population et des salariés. Association de défense de la santé et de l'environnement, maison de la commune, 42110 Feurs.

Privatisation d'EDF

■ **Endettement d'EDF.** Les nouveaux dirigeants d'EDF ont découvert une situation comptable notablement trafiquée. Alors qu'officiellement la dette d'EDF était annoncée à 24,35 milliards d'euros, fin 2003, les nouveaux dirigeants ont découvert qu'il y avait une dette cachée dans les filiales étrangères. La dette réelle serait au total de l'ordre de 41 milliards d'euros... soit sensiblement la même que quand EDF annonçait son maximum de dettes au début des années 80. Le nucléaire n'a donc généré aucun bénéfice, malgré les nombreuses aides de l'Etat. Une nouvelle qui pourrait retarder la privatisation de l'entreprise. (Les Echos, 15 octobre 2004)

■ **Coûts cachés.** Le CEA, Commissariat à l'énergie atomique, qui assure la recherche en amont a bénéficié de 1946 à 1992 de 47 milliards d'euros d'aides de l'Etat pour la recherche «civile». Plus de 90% de cette recherche a consisté à lancer les réacteurs nucléaires. (source : CEA, un demi-siècle de pouvoir nucléaire, Bruno Barrillot, Damoclès, CDRPC, Lyon).

Analyses internes contre apathie et récupération

Les SEL, systèmes d'échanges locaux, semblent souvent désarmés face aux mécanismes collectifs contre lesquels ils sont censés lutter. Le manque d'auto-analyse favorise alors la récupération par le système. Est-ce inévitable ?

La plupart des nombreux écrits consacrés aux SEL (1) suivent une approche globale qui apporte les indispensables éclairages de la sociologie classique et les critiques nécessaires des politiques économiques (2). Pourtant les mouvements alternatifs, et les SEL en premier, dans leur morcellement et tâtonnements, veulent se construire sur les pratiques singulières de chacun : ils exigent de ce fait des travaux capables d'offrir l'outillage théorique et pratique nécessaire pour faire face aux problèmes abyssaux qui se posent inévitablement dans leurs collectifs. Ceux-ci semblent trop souvent désarmés face à la reproduction collective des mécanismes contre lesquels ils sont censés lutter. L'enjeu est de taille et appelle à l'élaboration de groupes capables

d'auto-analyses lucides et systématiques, aujourd'hui aussi rares que précieuses. Tous deux adhérents d'un SEL (3) depuis plusieurs années, dont un membre réel du CA et trésorier, nous faisons ici brièvement le point sur une expérience, en cours, d'analyse interne. Nous présentons les hypothèses auxquelles nous aboutissons, mais également le dispositif collectif, le pôle SELanalyse (4) qui nous a permis de les élaborer, en espérant que l'aspect un peu dense du présent texte ne découragera ni la lecture ni les réactions souhaitées.

Des nécessaires contradictions au capitalisme bureaucratique

Les SEL en se voulant une « construction démocratique de l'économie » travaillent l'opposition pluriséculaire entre économie et politique qu'impose le capitalisme. En s'attaquant à la contradiction fondamentale de ce dernier, l'impossibilité de soumettre l'être humain à la (pseudo) rationalité économique, ils sont amenés à s'affronter à d'autres antagonismes qui les traversent très concrètement.

Le catalogue, par exemple, peut référencer les offres et demandes des adhérents sous deux formes : par thèmes (bricolage, informatique, etc.) ou par numéro d'adhérent. La première relève plus d'une organisation égalitaire et concurrentielle et la seconde d'un réseau d'affinités. Cette opposition entre formel et informel (5) semble également se retrouver dans notre SEL, dans les débats qui l'agitent depuis sa création en 1996, sur la nécessité de trouver un lieu d'activité fixe, indispensable pour une association déclarée et reconnue mais superflu pour une communauté d'échange libre. Cette opposition intrinsèque recoupe par beaucoup celle entre don et marché (6), visible dans l'impossibilité d'appliquer les règles de

l'échange et de la comptabilité (interdiction de l'euro, honnêteté, hospitalité, planchers et plafonds,...), et les situations équivoques que provoquent le don et le troc. N'est-ce pas ce à quoi veut remédier « l'Esprit du Sel », complément moral et tacite des très explicites statuts et charte. Le clin d'œil à « l'esprit du don » décrit comme régulant la vie sociale des sociétés archaïques, est tout à fait symptomatique de cette volonté d'articuler le moderne et le non-moderne. On retrouve cette contradiction dans la critique sociale anticapitaliste, qui peut se définir comme la lutte contre les inégalités (au nom de l'égalité, de la transparence) et contre l'atomisation sociale (au nom de la communauté et de la solidarité) (7). Les SEL participent à son renouveau depuis le début des années 90, qui affichent autant l'exigence de convivialité que celle de confrontations constantes d'assemblées démocratiques. Toutes ces contradictions sont constitutives de l'identité même des SEL et représentent d'immenses chantiers (8) qui imposent de rigoureux travaux de recherche profane.

Les risques sont grands de sacrifier à l'un des termes, quel qu'il soit, sans trouver d'articulations réellement novatrices : le SEL des « patates douces » d'Ivry devenu véritable communauté affinitaire s'est dissout en tant qu'association, supprimant comptes et monnaie. On peut se réjouir de cette « création de lien », tout en reconnaissant le danger d'un repli néo-clanique qui élude la question du fonctionnement démocratique du collectif. De manière symétrique l'accent mis presque exclusivement sur le versant économique dans l'approche de « l'économie solidaire » au détriment de l'aspect politique (9), masqué par l'invocation du rôle « social » des SEL (10) (11), est déjà une concession faite à l'imaginaire capitaliste. C'est cette résurgence de l'idéologie néo-classique à travers la reproduction des mécanismes du capitalisme bureaucratique que nous croyons déceler au sein de notre association.

(1) «Un Système d'échange local (SEL) est un regroupement de personnes qui, sous une forme associative et sur une base locale, échangent des services [des savoirs] et des biens par l'intermédiaire d'un bulletin d'information, d'une unité de compte interne des transactions et d'un système de bons d'échanges ou d'une feuille personnelle de tenue des comptes, remis régulièrement à l'équipe d'animation du groupe » in Servet J.M. (sous la direction de), 1999, *Une économie sans argent. Les Systèmes d'échange local*, éd. Seuil.

(2) Lipietz A., 1995, *La société en sablier*, éd. La Découverte, Duboin M.L., 1997, «Du SEL au contrat civique», revue *Silence*, n°219, par exemple.

(3) Nous préférons l'anonymat parce qu'il peut empêcher la fixation sur un cas particulier.

(4) Dans ce SEL, les activités à l'initiative des adhérents sont qualifiées de pôles.

(5) Latouche S., 1996, «La monnaie au secours du social ou le social au secours de la monnaie : les SELs ou l'informel», revue *Silence* n° 211.

(6) Voir Servet & al., 1999, p.120, op cit.

(7) Voir Boltanski L., Chiapello E., 1999, *Le nouvel esprit du capitalisme*, éd. Gallimard.

(8) Voir Plassard F., 1997, «SEL : entre économie de marché et économie de don», revue *Silence* n°216.

(9) Voir Caillé A., 2003, «La crise ou quand l'économie dissimule la question du sens de l'existence» et «L'économie solidaire. Poser les exigences de demain», <http://perso.wanadoo.fr/marxiens/politic/revenus/caille.htm>.

(10) Une relation n'est jamais neutre et ne vaut qu'en référence à son contexte : une «relation de travail» n'est pas une relation entre membres d'une famille recomposée... Le «lien social» revendiqué par les adhérents des SELs de France semble, lui, très fortement teinté d'exigences politiques. Voir Laacher S., 2004, *Les SEL : une utopie anticapitaliste en pratique*, éd. La Dispute, pp.74-75.

(11) Voir également Gilet B., 2004, «Les SEL, échec économique, réussite sociale», revue *Réfraction* n°9, repris dans *Silence* n°311.



DR

Créé sur l'initiative d'une vingtaine de personnes (dont les trois-quarts l'ont quitté depuis) à l'issue d'une conférence, le SEL devint peu à peu une autocratie quasi régaliennne qui rendit les deux comptabilités (euro et unité locale) très opaques tout en anesthésiant les centres de décisions (assemblées générales et comité d'animation). «On» décida alors d'octroyer un «cadeau de bienvenue» de 500 unités locales aux nouveaux adhérents, afin de contre-carrer leur «peur du découvert», et de rétribuer les volontaires pour leur participation aux tâches matérielles (tenue et diffusion des catalogues et bulletins internes, permanences, etc.). Cette période, qualifiée aujourd'hui d'«ancien régime», marquée par les manipulations et les suspicions de détournements, prit fin par une mini-révolution en AG (décembre 2002) sous contrôle judiciaire. Le CA qui en fut issu régularisa comptes et rôles, et se conforma aux statuts standards de l'association (tout en laissant en suspens la question des conditions de l'avènement d'une telle situation et celle du paiement de l'huissier).

Le nouveau CA eut alors à gérer un excédent de 600 000 unités locales créées ex nihilo, et un désintérêt général (12). Le premier fut lu comme une menace d'inflation (le «puits sans fond»), la

seconde comprise comme un manque d'attractivité monétaire. La rétribution des volontaires fut donc maintenue et étendue aux membres du CA, mais cette fois financée par un prélèvement trimestriel sur les comptes de tous les adhérents (13). Ces décisions censées «dynamiser les échanges», depuis reconduites par des AG convenues sont lourdes de consé-

La résurgence de la reproduction des mécanismes du capitalisme bureaucratique menace le fonctionnement des SEL.

quences : le prélèvement systématique entretient la tendance individuelle au crédit tandis que la rémunération crée des inégalités de comptes farameuses (comptes de plus de 10 000 unités locales) le tout entretenant la désertion des lieux de décisions (CA régulièrement élu en AG extraordinaire donc sans minimum requis, démissions et absentéisme massifs des élus).

Ces phénomènes, leur lecture et les réponses qui leur furent faites, relèvent de l'imaginaire capitaliste bureaucratique. Et les contradictions originelles fortement politiques sont aujourd'hui devenues siennes : opposition structurelle entre un appareil plus ou moins dépersonnalisé et une base dépossédée de facto de pouvoirs décisionnels, antagonisme entre comportements individuels et injonctions culpabilisantes (règles d'échanges, appel à la consommation/dépense, à la participa-

tion...), accumulation, d'abord collective, puis individuelle par la généralisation d'un salariat horaire primitif banalisé et élargi aux «décideurs», fétichisation de la monnaie prise comme identité même du SEL, ralliement à la lecture monétariste contemporaine dénié par l'imposition d'une «novlangue» («participation obligatoire» et «bénévolat rémunéré»), et in fine (re)production de l'homo oeconomicus mû uniquement par le calcul rationnel de ses intérêts financiers. Le cas de ce SEL demande d'interroger les autres SEL de France, qui n'ignorent ni logique bancaire (limite au débit plus qu'au crédit), ni impôts et salariat pratiqués par la moitié d'entre eux, ni mesures économiques incitatives (14), donc ni, visiblement, la «reproduction perverse des pratiques dénoncées» (15).

Ces constatations alliées à quelques spécificités encore esquissées — référence au temps comme richesse (16), au réseau comme mode d'organisation (17), capitalisation des relations sociales (18), reproduction de phénomènes d'exclusion (19), etc. — amènent à une hypothèse hardie, mais déjà soulevée — de façon très ambiguë — dans ces pages (20) : Les SEL, par l'abandon du travail politique de leurs vocations contradictoires, peuvent facilement se rapprocher du néo-management (21) du nouvel esprit du capitalisme (22), voire un nouveau type de capitalisme (23), qui auraient tiré les leçons des mouvements contestataires des années 60.

(12) Turn-over très fort (1600 adhérents depuis la création pour un effectif moyen de 300 adhérents, c'est-à-dire une moyenne de 150 adhésions/départs par an), déclin des adhésions et recrudescence des départs, peu de suivi dans les animations (pôles éphémères), faible volume des échanges, etc. qui se poursuivent aujourd'hui.

(13) Pour des raisons «techniques» cet impôt n'a en fait jamais été appliqué depuis l'établissement du «nouveau régime» malgré un retour obsessionnel de la question (résistance ?)...

(14) Voir Henry P., Ristori N., Laacher S., Lenfant A., 1999, *Les Systèmes d'échange local. Les SEL en juin 1998*, Rapport d'étude.

(15) Timidement notée par Laacher, 2004, pp. 98-99, op cit.

(16) Plassard F., 2004, «Les trois sel de la vie», revue *Silence* n°310.

(17) Castells M., 1998, *La société en réseaux*, éd. Fayard.

(18) Honsstchoote F., 2000, *Les monnaies locales : création et rentabilité d'un capital social. Analyse comparative de l'Ithaca tour et du SEL de Paris*, DEA sociologie du pouvoir, Université Paris VII Jussieu.

(19) Neyer E., 1997, *Les SEL, système d'échange local*, Marris B. (dir), DEA de sociologie, université Bordeaux IV.

(20) Plassard, 2004, op cit.

(21) Le Goff, 1999, *La barbarie douce. La modernisation aveugle des entreprises et de l'école*, coll. Sur le vif, éd. La Découverte. Mendel G., 2001, *Pour une histoire de l'autorité. Permanences et variations*, éd. La Découverte, pp.218-232.

(22) Boltanski & Chiapello, 1999, op cit.

(23) Corsani A., Azais C., Dieuuaide P., 2001, *Vers un capitalisme cognitif*, éd. l'Harmattan.

D'un cas particulier à une analyse plus générale

A l'origine de ces hypothèses était le malaise de l'association, et particulièrement la désaffection généralisée des adhérents, qui était mise sur le compte du suïvisme et de l'apathie contemporaine. Prenant au sérieux ces traits constitutifs de l'époque, en cherchant les mécanismes locaux susceptibles de l'entériner, nous décidons de créer le pôle « SELanalyse », afin d'« étudier ce qui se passe dans un SEL : objectifs, moyens, résultats, évolutions, dérives, esprit et pratiques, bilans... » (24). Il s'agit d'une réunion librement animée et reconduite par les participants présents (elle sera mensuelle de fait, se calquant spontanément sur le rythme de parution du bulletin interne). Elle produit un compte-rendu à forme libre, rédigé par les volontaires et publié dans le bulletin interne mensuel (ainsi que sur le site de l'association). La vie de ce dispositif peut se diviser grossièrement en trois phases.

- L'état de grâce, le premier, commença et se termina avec la première réunion, qui vit venir six personnes — dont quatre faisaient partie du CA, dont le responsable du comité de rédaction du bulletin interne — venus pour encourager autant que pour sonder. Le point abordé (la question de l'huissier) vint spontanément, et révéla les profondes divisions du SEL, et notamment la surimplication d'une douzaine de personnes symétrique à la désaffection générale. Le compte-rendu fut partiellement autocensuré sur la demande du responsable du bulletin.

- L'événement annonça la seconde phase, agonistique, caractérisée par un conflit permanent entre le pôle et l'association. Il est possible d'y distinguer « l'effet Ben Barka » (25) ; la disqualification par l'oubli, l'ignorance, l'indifférence (26) : les effectifs du pôle furent réduits (une dizaine de personnes passèrent sur huit réunions), nos sollicitations furent quasi sans réponse, les problèmes de publications frappés de mutisme. Car

c'est principalement autour de l'édition des comptes-rendus que se concrétisa le conflit : malgré l'adoption d'un style télégraphique et humoristique plus elliptique, résistances, oublis divers, coupures ciblées, erreurs de pagination, furent

L'apathie et le conformisme de nos sociétés ne semblent pas une fatalité pour peu qu'on se refuse à les recréer collectivement...

constants. C'est ici « l'effet Muhlmann » (27), selon lequel des forces nouvelles ne peuvent être intégrées dans un collectif qu'en les rendant équivalentes aux formes déjà en place : notre discours ne correspondait en effet en rien à celui que le SEL se tenait sur lui-même (ce qui ne préjuge en rien de leurs valeurs respectives). Pas de réactions officielles, pas de débats, très peu de réactions publiques (sur listes internet) et majoritairement défavorables. Cette posture qu'un message résume bien (« les nouveaux s'en foutent et les anciens [en] ont déjà

discuté plein de fois (...) soit entre eux, soit avec des sociologues soit aux journées d'été soit dans des CA ») pourrait être traduite par un « effet fin de l'Histoire », dont l'omniprésence contemporaine le dispute à la force du sous-

entendu : rien de nouveau ne surgira du débat d'idées... La légitimité de notre entreprise, largement remise en cause par ces biais « publics », se fondait « en privé » sur la profondeur des questions abordées en réunions, de fréquentes et spontanées promesses (souvent non tenues) de présence, et quelques courriels d'encouragements.

- La dernière phase, crise, apparue en mai 2004 dès la réadoption de comptes-rendus plus explicites, dont le second (« Le SEL est-il soluble dans le capitalisme ? ») fut sans motif refusé

(24) Extrait de la présentation parue dans le numéro de septembre 2003 du journal interne.

(25) Lourau R., Lapassade G., 1971, *Clefs pour la sociologie*, éd. Seghers.

(26) La revue *Silence* elle-même, n'a-t-elle pas hérité son nom d'un tel effet appliqué il y a 25 ans aux idées défendues dans ses pages ? Réponse de la rédaction : pas du tout, cela vient du titre de la BD du même nom (de Didier Comès, éd. Castermann) lors d'une recherche de rime avec non-violence.

(27) Lourau R., 1973, « L'effet Muhlmann », revue *L'Homme et la Société*, dossier « analyse institutionnelle et politique ».



DR

à parution. La discussion en CA autour de cette «censure» sans avertissement provoqua plusieurs heures de vifs débats contradictoires, qui faisaient suite à la longue intervention d'un adhérent venu «dénoncer l'embourgeoisement du SEL» et proposant un «grand débat». Le responsable du bulletin interne, seul à assumer la parution depuis plusieurs mois, démissionna à cette occasion. Nous fîmes paraître le texte incriminé et la réponse de deux pages qu'il reçut d'un membre du CA dans un ersatz de bulletin interne, fin juin 2004, intitulé «SEL débat». Était stipulée la décision du CA d'épauler pour la rentrée l'organisation de débats à ce sujet, à charge de deux adhérents, l'intervenant qui le proposa et l'un de nous. A suivre...

Notre dispositif balbutiant est largement perfectible, mais son analyse critique, rendue difficile par l'absence de retour, ne peut être faite ici, faute de place. Signalons juste la difficulté de le rendre appropriable par tous : de par nos liens amicaux, et notre proximité de vue, le risque existe de nous constituer de facto en «boîte noire» malgré notre souci de transparence, de résilience quant aux visées d'analyses critiques et de résistance quant aux problèmes rencontrés. Ces obstacles font écho à ceux que les SEL rencontrent pour se créer en collectifs démocratiques et novateurs, et leurs dévoilements sont autant d'encouragements : l'apathie et le conformisme de nos sociétés ne semblent pas une fatalité pour peu qu'on se refuse à les recréer collectivement... Notre démarche, fondamentalement politique, se réclame principalement d'une sociologie militante, l'analyse institutionnelle (28). Si elle s'inspire d'expériences précédentes (29) qui refusent les analyses de complaisance des carriéristes des sciences sociales actuelles (30), elle ne saurait s'enfermer dans aucun carcan disciplinaire ou paradigmatique : les analyses internes sont le fait quotidien de chacun d'entre nous, mais morcelées, parcellisées, privatisées, puis dilapidées dans l'auto-dénigrement systématique. Elles forment néanmoins l'or du temps quand elles se collectivisent, se confrontent, s'élaborent mutuellement en collectif : mortelle confusion entre le penser par soi-même et le penser seul... Seule l'interrogation permanente — quelle que soit sa forme — peut maintenir une brèche ouverte face à cette tendance de toute institution à se clore sur elle-même en recouvrant ses contradictions inévitables. Cette clôture par un retour à l'imaginaire dominant est la réponse hétéronomique à l'angoisse d'un collectif qui n'est fondé que sur lui-même. Il semblerait que la résur-



DR

gence du capitalisme bureaucratique dans notre SEL se soit enclenchée par un recours à une autorité personnifiée (autocratie) parallèlement à une accumulation collective par la création de monnaie ex nihilo. Toutes deux étaient-elles appelées à combler le «vide» que représentait la somme nulle de tous les comptes et l'indétermination fondamentale du pouvoir ?

Créé au cœur d'un SEL reproduisant ce contre quoi il s'est bâti, le pôle SELanalyse se veut une expérience concrète et reproductible visant la constitution de collectifs capables d'auto-analyse lucide et d'auto-institution explicite. L'enjeu est de taille, bien compris de ceux qui ont tiré quelques enseignements des aventures «communistes» et souhaitent voir «l'altermondialisme» bégayant s'ériger sur autre chose qu'une omerta dictée par le sceau quasi-métaphysique du «bien» face au «mal» (31). Si nous souhaitons la venue d'une «société de petits groupes» autonomes, il faut renouer avec le travail sur le fonctionnement institutionnel interne. Il semble aujourd'hui abandonné aux managers/psychosociologues qui récupèrent à leur profit la tendance générale des années d'après-guerre à l'autogestion. L'auto-institution permanente est sans cesse une formule à créer, en-deçà et au-delà des panoplies libertaires traditionnelles. Elle est à conquérir

sur les regains de l'imaginaire dominant, protéiforme aujourd'hui plus que jamais, dont le capitalisme est la forme la plus saillante. Nous ne pouvons qu'y opposer radicalement la pluri-millénaire tradition gréco-occidentale du projet d'auto-nomie, l'incessante mise en question en acte des règles, lois, traditions, fondements de nos propres institutions, y compris, et surtout, celles que nous auto-constituons comme alternatives (32). Travail ardu, in(dé)fini, raréfié, mais qui constitue sans doute le sel de la Terre (33).

Bertrand Liatard et Daniel Lapon ■

(28) Lourau, Lapassade, 1971, op cit.

(29) Boumard P., 1988, «Analyse interne», dans *Perspectives de l'Analyse Institutionnelle*, Hess R. & Savoye A. (dir.), éd. Meridiens Klincksieck ; Liatard B., 2004, «Post-gauchisme et néo-capitalisme», revue *Faïlles*, à paraître ; Khayati L., 2005, «C'est pire que s'il y avait rien». Expérience en classe relais 'expérimentale', *La revue du MAUSS* n°25, à paraître.

(30) Caillé A., 1993, *La démission des clercs. La crise des sciences sociales et l'oubli du politique*, éd. Armillaire La Découverte.

(31) Liatard B., 2003 ; «Le Larzac est-il une marchandise ? La contestation sur un plateau», *La revue du MAUSS*, n°22, pp. 334-339.

(32) Castoriadis C., 1975, *L'institution imaginaire de la société*, éd. Seuil ; Lapon D., 1994, *Eléments d'introduction à l'œuvre de Cornelius Castoriadis*, mémoire de Maîtrise de l'Institut d'études politiques, Toulouse, pour une synthèse.

(33) Nous projetons de créer une revue autour des analyses internes : les avis sont les bienvenus. Ecrire à quentin@no-log.org ou ountessako@no-log.org ou au journal qui transmettra.



Paix

Petite phrase

«Chaque fusil qui est fabriqué, chaque bateau de guerre lancé, chaque fusée qui éclate, signifie dans leur sens final un vol pour ceux qui ont faim et qui n'ont rien pour se nourrir, pour ceux qui ont froid et rien pour se vêtir. Le monde en armes ne dépense pas seulement de l'argent. Il dépense la sueur des travailleurs, le génie des scientifiques et les espoirs de ses enfants»
Général Dwight D. Eisenhower, 16 avril 1953.

Sécurité occidentale

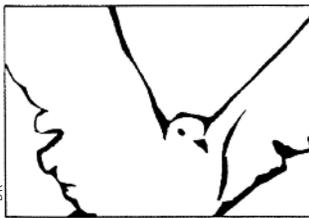
En janvier dernier, aux USA, 28 militant-e-s antimilitaristes furent condamnés à un total de 5 ans et 10 mois de prison ainsi qu'à 8500 \$ d'amendes pour avoir manifesté devant l'Institut pour la coopération et la sécurité de l'hémisphère occidental (ex SOA). Rebaptisée en 2001, cette école a une sinistre réputation. Depuis 1946, elle a formé nombre de militaires de l'Amérique Latine. D'après le Centre de politique internationale (CIP), «les manuels de formation utilisés dans cette école, des années 80 jusqu'à 1991, promouvaient des techniques violant les droits de l'homme et les règles démocratiques.» (Peace News, décembre 2004)

Mercenaires du tour de France

Ivan Basso, troisième du dernier tour de France, est membre de l'équipe CSC. Avant le leader était Laurent Jalabert. Mais qu'est-ce que cette marque ? CSC signifie Computer Sciences Corporation (90 000 employés dans 80 pays) dont l'une des branches d'activité est DynCorp, première société mondiale de services militaires. DynCorp, créée en 1946, travaille fidèlement avec

le Pentagone pour différents travaux «externes» à l'armée US : maintenance de matériel, protection rapprochée (comme celle de l'Afghan Hamid Karzai), gestion de centres pénitentiaires, et des moins avouables... En Bosnie, les autorités ont ainsi retrouvé chez un responsable local des enregistrements vidéo de viols et de torture. En Irak, DynCorp assure la formation de la police locale. On retrouve la firme au Proche-Orient, au Kosovo, etc. En Belgique, on la retrouve pour assurer les sites sensibles du nucléaire d'Electrabel... (Imagine, septembre 2004)

Dessins sur la non-violence

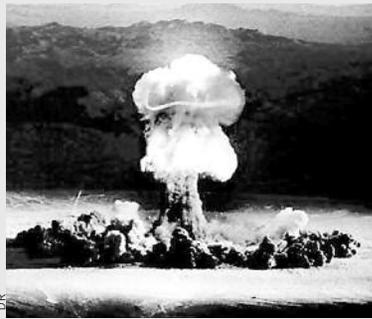


L'association Non-violence XXI a lancé un concours de dessins sur le thème de la non-violence (jusqu'en juin 2005). Dessiner sur ce thème n'est pas forcément facile : les dessins peuvent être graves ou humoristiques, parler passion, colère, (in)justice, concerner la maison, la rue, l'école, etc. Dans tous les cas, le dessin doit suggérer que la non-violence peut être une solution. Les dessins sont destinés à la publication d'un recueil dont le produit de la vente servira à financer des projets non-violents. Non-violence XXI, 114, rue de Vaugirard, 75006 Paris, tél : 01 45 48 37 62.

Qu'est-ce qui te prend de parler comme ça ?

Peut-on réamorcer le dialogue avec les enfants en difficulté ? La non-violence dans la communication peut être une solution. Laurent Boualleg a décidé de lancer une collection de petits livres sur ce thème, très courts (16 p.). On peut les lire et proposer d'autres situations : Laurent Boualleg, 11, rue des Frères-Vallon, 13090 Aix-en-Provence.

Prolifération nucléaire



■ Têtes nucléaires américaines en Europe.

Le bulletin *Atomic scientists* a révélé dans son numéro de septembre les sites et le nombre de têtes nucléaires que les Etats-Unis maintiennent en Europe : 20 têtes à Kleine Brogel (Belgique), 20 à Buchel (Allemagne), 130 à Ramstein (Allemagne), 50 à Aviano (Italie), 40 à Ghedi (Italie), 20 à Volkel

(Pays-Bas), 110 à Lakenheath (Grande-Bretagne) soit un total de 480 têtes nucléaires dont la possession est juridiquement illégale (il y en avait 7300 en 1971). La France possède, elle, 348 têtes nucléaires, ce qui est un obstacle pour obtenir des Etats-Unis le retrait de leurs propres têtes : ceux-ci ne voulant pas que la France soit leader en Europe. (Stop essais, octobre 2004)

■ **Arrestations en Suisse.** Les autorités suisses ont procédé à plusieurs interpellations fin septembre : trois personnes, deux Suisses et un Allemand résidant en Suisse, près du lac de Constance, à la frontière allemande. Ils sont soupçonnés d'avoir vendu des télécommandes nécessaires aux armes nucléaires. Un ingénieur ayant la double-nationalité Suisse-Afrique du Sud a été arrêté au Cap soupçonné d'avoir fait transiter par la Suisse du matériel nécessaire à l'enrichissement de l'uranium. Il serait lié aux trois premières personnes. En Grande-Bretagne, plusieurs personnes ont été interpellées, toujours fin septembre, alors qu'elles cherchaient à acheter des produits radioactifs.

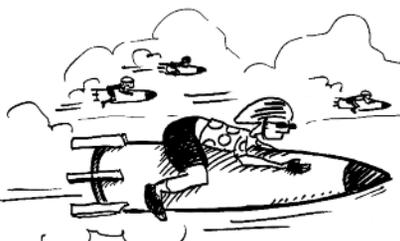
■ Belgique : bombardements militants.

La Belgique abrite des bases militaires de l'OTAN où des pilotes sont formés pour lancer des bombes nucléaires. Or l'arme nucléaire a été déclarée illégale. Un collectif s'est mis en place pour demander l'arrêt des activités liés à la bombe atomique. 94 organisations ont rejoint ce collectif (Greenpeace, Oxfam, For mother earth, etc.). Des actions de désobéissance ont été lancées le 11 octobre dernier avec des «bombardements militants non-violents». Il s'agit d'entrer sur les sites militaires et d'avancer jusqu'à l'arrestation. Le 27 novembre, une conférence de presse a rendu publique la liste des militants revendiquant la participation à ces actions et le collectif annonce une grande journée d'actions pour le 16 avril 2005, à la veille de la conférence du traité de non-prolifération, les lieux «bombardés» seront le siège de l'OTAN à Bruxelles, le SHAPE à Mons, la base militaire de Kleine Brogel. Bomspotting asbl, rue Van Elewycck 35,



1050 Bruxelles, www.bomspotting.be.

■ **Arrestations en Suisse.** Les autorités suisses ont procédé à plusieurs interpellations fin septembre : trois personnes, deux Suisses et un Allemand résidant en Suisse, près du lac de Constance, à la frontière allemande. Ils sont soupçonnés d'avoir vendu des télécommandes nécessaires aux armes nucléaires. Un ingénieur ayant la double-nationalité Suisse-Afrique du Sud a été arrêté au Cap soupçonné d'avoir fait transiter par la Suisse du matériel nécessaire à l'enrichissement de l'uranium. Il serait lié aux trois premières personnes. En Grande-Bretagne, plusieurs personnes ont été interpellées, toujours fin septembre, alors qu'elles cherchaient à acheter des produits radioactifs.





Paradis fiscaux

S'il y a bien un sujet dont l'Europe ne veut pas entendre parler, c'est le problème de l'argent sale et de son blanchiment. Pourtant, le Syndicat national unifié des impôts estime qu'en France, l'argent de la fraude fiscale représente autant que l'impôt sur le revenu. Dans le monde, on estime qu'il existe 4000 banques installées dans des paradis fiscaux travaillant avec plus de deux millions de sociétés écrans et

brassant plus de 5000 milliards d'euros. Au sein de l'Union européenne, on compte plusieurs de ces paradis fiscaux et ATTAC a lancé une journée européenne de protestation le 9 octobre dernier avec des actions devant les banques de Genève, au Luxembourg, à Monaco, en Andorre, et dans les îles anglo-normandes. ATTAC, 66-72, rue Marceau, 93100 Montreuil, tél : 01 41 58 17 40.



Petite phrase

«Ce 2 novembre, pour voter Bush, il faudra être très riche ou très con. Aux USA, les premiers ne sont pas légion, mais malheureusement, des derniers, on en a des tas»
Scott Phillips, *Libération*, 11 septembre 2004.

POLYNÉSIE Coup de force

Aux élections territoriales qui ont eu lieu en 2004, en même temps que les élections régionales en métropole, une coalition a porté à la présidence de la Polynésie

Oscar Temaru, le leader indépendantiste. Gaston Flosse, au pouvoir depuis vingt ans, fidèle lieutenant de Chirac et grand copain des militaires de Moruroa, a tout fait pour renverser ce nouveau gouvernement. Le 9 octobre, il a fait voter une motion de censure avec le soutien de deux élus de la coalition au pouvoir... ce qui a provoqué la chute d'Oscar Temaru. Perçu comme une large magouille par la population et le 16 octobre s'est tenue la plus grande manifestation qu'aient jamais vue les îles polynésiennes, entre 15 et 30 000 personnes selon les estimations (sur 245 000 habitants) : en proportion, c'est comme s'il y avait entre 3 et 6 millions de personnes manifestant

en métropole, ce qui en dit long sur le sentiment des Polynésiens. Cela n'a pas empêché Gaston Flosse de se faire réélire le 25 octobre, jour où Oscar Temaru débutait un «jeûne spirituel» dans son bureau de président.

BRÉSIL

Elections municipales

■ **Succès des Verts.** Les élections municipales se tenaient au Brésil le 3 octobre dernier. Les Verts brésiliens ont obtenu plus de deux millions de voix et comptent désormais 54 maires, plus de 100 maires-adjoints, plus de 600 conseillers municipaux.

■ **Porto Alegre à droite.** Après 16 ans à la tête de la mairie, le Parti des travailleurs a perdu les élections municipales de Porto Alegre au profit d'une coalition menée par la droite dans laquelle on retrouve des petits groupes de gauche. La nouvelle coalition a promis de maintenir le budget participatif et son engagement dans les rencontres du Forum social mondial.

LOIRE

L'autre croissance

L'autre croissance est un groupe de réflexion né dans la région de Roanne pour réfléchir à la fin des emplois et aux mensonges de ceux qui promettent du travail pour tous. Il est nécessaire de

distinguer le travail des revenus et de réfléchir à ce que cela peut être. La «croissance» de nos économistes n'a jamais cessé et n'a jamais créé d'emplois. Il est temps de chercher des modes de vie qui ne soient pas liés à la perpétuation des emplois. *L'autre croissance* prône la décroissance de la consommation parallèlement à la croissance des relations de solidarité. *L'autre croissance*, Bernard Faure, La Font Grand, 42430 Chérier, tél : 04 77 63 38 53.

CORSE

Contre le racisme

Le 24 octobre, une manifestation à l'appel des associations antiracistes a réuni 2000 personnes à Ajaccio. La manifestation était sous protection des forces de police, des groupuscules «indépendantistes» ayant menacé les organisateurs. Deux alertes à la voiture piégée ont perturbé le déroulement de la manifestation.

CREUSE

Démission des élus

Le 24 octobre, 260 élus de la Creuse, dont vingt-huit maires et un conseiller général, ont démissionné pour protester contre le démantèlement des services publics dans les zones rurales : fermeture des postes, perceptions, écoles, gares...

LONDRES

Forum social européen

La mobilisation antiguerre a pris le dessus sur les questions altermondialisation, en particulier lors de la manifestation finale (75 000 personnes selon les organisateurs, 15 000 selon la police). Les Britanniques étaient en effet extrêmement mobilisés pour demander le retrait de leurs troupes d'Irak. Les sondages en Grande-Bretagne donnent 70% de la population favorables au retrait. Cette mobilisation a quelque peu masqué la faible mobilisation dans les débats du Forum : 20 000 personnes soit trois fois moins que l'année précédente à Paris. Il y avait environ 1500 Français. Si les débats et la mise en réseau ont toujours été aussi nombreux et controversés, il y a eu peu d'accords collectifs : appel à une manifestation européenne contre le racisme le 19 mars prochain à Bruxelles, à la veille d'une réunion des chefs d'Etat européens dans la capitale belge. Soutien aux initiatives de la marche mondiale de femmes (après l'absence de l'Assemblée des femmes cette année). Rien de précis contre le prochain G8 qui doit se tenir en Ecosse en juillet. Pas de position commune sur la Constitution européenne. Le maire de Londres, «Ken le rouge» qui a financé en grande partie le sommet, n'a pas pu prendre la parole, une centaine de militants anarchistes envahissant la tribune pour protester contre sa réintégration dans «le parti de la guerre», le parti travailliste. Des femmes ont contesté la présence de Tariq Ramadan, celui-ci ayant préfacé un livre de Yusuf Al Qaradawi, «la place des femmes dans l'islam» où il est dit que le principal rôle des femmes est de «fabriquer des musulmans». La France est attaquée par les militantes britanniques pour sa loi sur le voile... mais avec des informations erronées (la loi interdirait le voile dans les lieux publics !). Un prochain sommet est annoncé à Athènes dans dix-huit mois.



Décroître à Thiviers

Une initiative du ROCAD, Réseau des objecteurs de croissance et pour l'après-développement, et de La Ligne d'Horizon nous a valu une invitation à participer aux travaux de son université d'été en Dordogne fin septembre... Il serait normal que je rende compte de ces journées ici, mais les circonstances ont voulu que j'y sois seule représentante officielle de la revue, donc sollicitée dans diverses tribunes au lieu d'être sagement attentive et prenant des notes.

Je situerai juste la scène : Thiviers est un de ces très beaux villages que la Dordogne a si bien su construire autour du

quinzième siècle. Le monastère qui servait de cadre à nos chères études de décroissants a été bien restauré, mais l'église où se tenaient les réunions principales (nous étions 200 tout de même) ne favorise pas les débats. L'estrade (le chœur !) où parlent (officiel ?) les intervenants a des micros en panne et l'acoustique est déplorable.

Antoine et Jacques, deux lecteurs, semblent un peu déçus. Mais la «décroissance» n'est pas un système élaboré. C'est seulement une façon de prendre le contre-pied du dogme de la croissance que presque personne n'osait mettre en



doute et qui nous détruira irrémédiablement sans ce sursaut. C'est l'amorce d'une autre façon de concevoir la société que nous tentons de faire connaître. Nous n'avons ni catéchisme ni petit livre rouge, la décroissance ne s'apprend pas, elle se vit et se montre, et elle sape le système en place.

Madeleine Nutchey ■

Construire et combattre

Cette rencontre à Thiviers, c'était un peu comment avancer encore.

La première impression fut très bonne : ma place réservée dans le train au départ de Lyon se trouvait à côté de Madeleine Nutchey... nous avons pu faire un peu connaissance. La deuxième était moins bonne, en arrivant le soir au centre Partage de Thiviers en voyant le buffet froid, composé quasi exclusivement d'une assiette de... charcuterie industrielle. La décroissance implique la condamnation d'une industrie inhumaine, déshumanisante et irrespectueuse de la vie. Comment être crédible face à ceux qui nous rejoignent, nouvellement intéressés par cette idée de la décroissance, si rien n'est visible de notre engagement sur cette voie ?

Les interventions étaient en général assez intéressantes. Parfois aussi, c'est vrai, c'était dehors pendant les «récréations» ou le temps des repas, que les échanges étaient les plus riches, que les rencontres étaient les plus belles. «L'éducation» est revenu souvent dans les différents propos. Pas mal de désaccord parmi les participants quant à sa place, si place elle doit avoir... Quand on parle éducation on pense aussitôt à pédagogie, à école et celle-ci ressemble de plus en plus à un apprentissage pour réussir une vie future de parfait travailleur et consommateur. Reste, il est vrai, des enseignants d'exception... mais il y a un combat à mener pour transformer l'école. La table ronde sur l'éducation à la décroissance a dérapé d'entrée dans quelque chose de confus et il ne m'en est pas resté grand chose...

J'ai entendu, quelquefois, parmi les intervenants «j'étais en Inde il y a deux mois...» ou «cet été à New York...». L'avion donc ? Cela concerne heureusement une minorité mais nous ne devrions pas entendre cela. Il ne sert à rien d'élaborer des concepts si nous sommes incapables de les mettre en pratique.

Pas toujours simple et réalisable, mais ici, nous les acteurs fervents de la décroissance devons être cohérents, et presque exemplaires, c'est-à-dire que nos actes et nos idées s'accordent, ou tout du moins aillent dans ce sens. J'ai entendu

aussi, avec une connotation négative, parler du «courant simplicité volontaire» axé sur «l'épanouissement personnel». Surprenante critique... Comment peut-on être favorable à la décroissance sans repenser nos besoins et tenter de réduire notre empreinte écologique ?

Et il est vrai que si nous acceptons pleinement au fond de nous ce passage à une vie plus simple, nous nous en trouvons régénérés, plus légers.

En nous débarrassant du matériel, nous nous remplissons d'un sens plus fort de la vie. Cette simplicité retrouvée est alors davantage plénitude que frustration.

C'est comme acheter bio, ce n'est pas (ou en tout cas ne devrait pas être) pour une meilleure santé mais avant tout pour condamner une industrie irrespectueuse de la vie et des hommes, pour ne pas cautionner ses pratiques. Et tant mieux s'il y a un «effet rebond» positif !

Il me semble normal qu'en vivant plus en accord avec notre environnement, nous nous sentions mieux dans notre peau.

Et même si je sais très bien que ma seule décroissance, ma seule cohérence ne peut suffire à sauver la planète, ni faire tomber ce système, cela ne me donne aucun droit, aucune justification à ne pas appliquer mes idées.

Un battement d'ailes de papillon peut provoquer, ou éviter, une tempête à l'autre bout du globe... nos actions ont toutes une résonance sur la planète.

Vivre de plus en plus, et même de mieux en mieux, cette décroissance me semble le point de départ incontournable.

(...) Des mots d'Alain Gras résonnent encore en moi... «le ver est dans le fruit». Cette civilisation se pourrait toute seule, même si nous ne la combattons pas... elle est condamnée à disparaître. C'est une histoire de temps.

Une constatation grave, et évidente... qui n'enlève en rien notre devoir de nous battre, dans la non violence et la détermination.

(...) On a beaucoup parlé de résister... Peut-être pas assez de combattre, combattre cette idéologie dominante.

Il y a un système à abattre et nous devons tout faire pour accélérer sa chute.

Antoine Calandra ■
Vaucluse.

Affirmation sereine de nos convictions

Il semblerait que ce colloque n'ait pas été suffisamment préparé, comme si l'on avait fait une confiance aux apports structurés des participants, eux-mêmes apparemment dépourvus face à une question si complexe et si irréductible à la pensée unique.

L'église qui accueillait ne se prêtait pas à des «tables rondes». (...) Il ne faudrait pas hésiter, quel que soit le lieu, à bouleverser l'ordre établi. J'ai participé à une université d'été des Verts. L'argent du contribuable avait permis de bien faire les choses matériellement, mais la nourriture livrée par un traiteur était à peine au-dessus du niveau macdo et pas biologique. Chez les autres écologistes de Waechter, l'université d'été s'est tenue dans une ferme biologique, hélas. (...) La décroissance c'est aussi le non-recours aux supermarchés ! L'association «Partage» aurait pu être invitée à faire un petit effort dans cette direction.

Ce qui devrait caractériser de telles rencontres, c'est une grande ouverture d'esprit, de la bienveillance, de la tolérance, du respect, ce qui n'est pas toujours le cas.

Nous n'avons pas d'adversaires, qu'ils soient de gauche ou de droite. Nous avons en face de nous des êtres humains qui, même lorsque nous considérons qu'ils sont dans l'erreur, sont le plus souvent honnêtes, sincères, et croient ce qu'ils professent. On ressent souvent, à certaines attitudes, à certaines paroles, une agressivité, un rejet, alors que seule l'affirmation sereine de nos convictions devrait figurer dans le débat.

(...) La décroissance devrait aller de pair avec la croissance de la bienveillance, de l'ouverture au dialogue, surtout avec ceux dont nous approuvons les agissements, car c'est avec eux que nous devons construire une société viable.

Jacques Vecker ■
Gard.

Imaginaire ?

Vous avez dit imaginaire ?

Ceci est le texte d'intervention de Madeleine Nutchey dans le cadre du débat sur « décroissance et imaginaire ».

L'imaginaire ? et l'économie ? Peut-on seulement « imaginer » une fonction de l'imaginaire dans le domaine de l'économie ?

Pourtant, et là je ne rêve pas, j'ai bien lu dans le manifeste de Rocard l'expression « imaginaire économique », ce qui m'a fait bondir. Serions-nous devant un oxymore de plus ? Dans l'appareil économique et donc actuellement dans le commerce mondial dominant, je ne vois que de sordides calculs d'intérêts, des statistiques, des indices et des indicateurs, le tout déterminant des prévisions à court terme. L'ensemble est orchestré avec une habileté diabolique pour réussir à vendre la terre et ses âmes. Mais ce n'est pour moi que rouerie suprême de boutique, pas œuvre d'imagination. On ne peut pas confondre imagination et spéculation !

Je sais que les sociologues se sont approprié le terme et mettent l'imaginaire à toutes leurs sauces mais on ne va pas, en plus, l'abandonner aux économistes. C'est trop beau, l'imaginaire. C'est notre espace absolu de liberté.

Bien que l'on n'ait pas encore tout compris du fonctionnement du cerveau, il semble que le raisonnement froid ne s'élabore pas du même côté que la création artistique, le rêve éveillé, la construction des utopies, aptitudes reconnues de l'imaginaire, avec, peut-être bien, l'humour.

Et je comprends d'autant moins qu'il est écrit aussi, dans les pages de ce manifeste, que l'objectif est de « mener la bataille du sens »... et que Serge Latouche a très bien dit que « l'on ne gagne jamais rien... en s'alignant sur le langage et les concepts des adversaires ». Toutes les balivernes du même acabit que le « dévelop-

pement durable » l'ont bien démontré, il nous faut nous mettre d'accord sur une base de vocabulaire limpide, sans compromis ni approximations ni dérives, pour avancer sur un terrain solide. Alors l'on pourra avoir recours à l'imaginaire sans ambiguïté et l'on en a effectivement grand besoin pour sortir des pièges inextricables où nous a englués un système économique sans imagination.

Je ne veux pas dire qu'il n'a pas su utiliser notre faculté de rêver, mais il l'a dévoyée et réduite pour n'y plus laisser place qu'à l'objet présenté pour être aussitôt convoité. On a mélangé en une mixture

Face à une société immature saccageant ce qui est précieux pour assouvir des envies de futilités, la décroissance peut apparaître comme l'âge de raison, l'âge du renoncement réfléchi.

infâme les « besoins » indispensables à la survie (boire, manger etc.) et les « envies » artificiellement créées par la pub (et l'exploitation de nos vilains défauts comme la jalousie, le désir de dominer). C'est du rêve bas de gamme en promo !

Mais les super-marchands libéraux ont peut-être fait pire : ils ont profité de la carence spirituelle où nous a plongés le recul des religions pour nous offrir une croyance de remplacement : la croyance dans une productivité garante de croissance, un nouveau mythe incarné dans le dieu Progrès, seul capable de nous consoler, nous rassurer, nous promettre le paradis de la consommation et tout de suite (c'est ça ou bien les extrémismes religieux).

Si le système économique n'a pas d'imagination, il est parfaitement documenté et sait très bien exploiter toutes les composantes de notre caractère et surtout nos faiblesses.

Mais il n'a pas oublié notre goût pour l'art et la beauté. Certaines pubs font appel à nos meilleurs souvenirs musicaux, à des images oniriques, car si les



maîtres de l'économie n'ont aucune imagination, ils en connaissent le pouvoir et savent acheter celle des créateurs publicitaires (ils paient même très cher ce qui leur manque...).

Et là j'en viens à la décroissance, cet âge de raison de l'économie.

Après les caprices insensés d'une société immature saccageant ce qui est précieux pour assouvir des envies de futilités, la décroissance peut apparaître comme l'âge de raison, l'âge du renoncement réfléchi à ce qui n'est pas indispensable, et la capacité de n'en pas ressentir de frustration. Être conscient de devenir « capable de » est, au contraire un contentement profond. (on peut faire ici une petite remarque sémantique : contenter, c'est procurer du plaisir et, se contenter, c'est mesurer ses besoins...)

Le sentiment artistique n'étant plus perverti par la pub pourrait satisfaire notre besoin du beau. De la courbe parfaite d'une simple colline aux lignes épurées de l'art moderne quand il retrouve la sobriété de certains monastères pour nous faciliter l'accès aux dimensions mystiques ou aux diverses formes de la méditation. L'art de vivre avec sobriété pourrait s'en inspirer.

L'imaginaire il le faut mais il ne suffit pas. Il faudrait apprendre à coordonner les possibilités de nos deux hémisphères cérébraux pour imaginer comment « contenter » tout ce qui vit sur la planète et le concrétiser par le savant calcul des ressources dont nous pouvons réellement disposer sans rien mettre en péril.

Madeleine Nutchey ■



Petite phrase

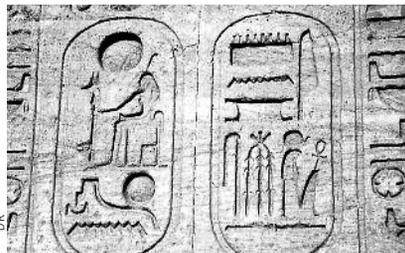
«Les médias publics sont là pour diffuser l'idéologie d'Etat»

Alexandre Loukachenko, dictateur du Bélarus, récemment réélu avec 77% au premier tour.

L'histoire du monde est fausse

On savait déjà que Christophe Colomb n'a pas découvert l'Amérique puisqu'avant lui, les Indiens venaient d'Asie et les Vikings avaient déjà réussi à traverser l'océan Atlantique. Des historiens londoniens viennent de retrouver des manuscrits arabes du 7e au 16e siècle qui montrent que Champollion n'a pas non plus la primauté de la lecture des hiéroglyphes égyptiens puisque Ahmad Ibn Washhiyah, avait déjà publié au 11e siècle une méthode pour la traduction de ces hiéroglyphes, méthode qui a ensuite servi à traduire en arabe des centaines de documents.

Pasteur n'a pas inventé le vaccin, ni son proche collaborateur, puisque la méthode a été importée de Turquie... Les exemples sont nombreux pour nous montrer que l'histoire que l'on nous apprend est surtout une énorme méthode de propagande visant à faire croire à la suprématie de la culture occidentale.



CHINE

Exécutions

Amnesty international avait recensé en 2002, des témoignages portant sur 1060 exécutions. Un rapport interne du parti communiste chinois rendu public par un journal de Pékin, indique que la célèbre organisation est encore bien en deçà de la réalité. Entre 1997 et 2002, il y aurait eu dans le pays 60 000 exécutions soit 15 000 en moyenne par an ! (Courrier international, 30 septembre 2004)

ESPAGNE

Contre le travail précaire

Le gouvernement socialiste espagnol a annoncé en juin dernier qu'il étudie la mise en place d'une réforme des cotisations patronales qui prenne en compte la précarité du travail offert. Plus les contrats sont à durée indéterminée, moins il y a de charges.

Les gros raflent la mise

Bouygues a annoncé la rémunération des actions de l'entreprise. Comme lui-même possède 14,1 % du capital, il empêche au passage une prime de 233 000 000 € (soit 16 000 années de SMIC). (La Mée socialiste, 11 août 2004)

Jeux Olympiques et multinationales

Les sponsors des jeux Olympiques sont de plus en plus exigeants pour rentabiliser leurs investissements. Ainsi, à Athènes, cette année, il était interdit d'amener nourriture et boissons avec soi : il fallait obligatoirement se fournir auprès des sponsors : Caca-Collé, Mac-Crado, ou les bières Haineconne. Il était interdit de porter des vêtements portant des marques autres que celles des sponsors. (Le Monde, 11 août 2004)

Journée internationale des migrants

Les Nations Unies ont adopté le 18 décembre 1990 la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leurs familles. Depuis le 18 décembre est un jour pour mettre en lumière les conditions souvent épouvantables dans lesquelles les travailleurs migrants travaillent et vivent et pour exiger des pays d'origine et des pays hôtes une meilleure protection.

CHINE

Délocalisations

Le salaire annuel moyen en Chine est actuellement de 550 euros (contre 14 000 en France). Et ceci pour un temps de travail hebdomadaire de 76 heures (contre 36 en France). Ceci explique en grande partie la tentation des délocalisations. Si cela donne des arguments au patronat pour faire du chantage, il faut quand même savoir que les entreprises délocalisées depuis trois ans ne représentent que moins de 1% des pertes d'emplois. (Alternatives économiques, octobre 2004).



Une usine textile en Chine.

C'est également une occasion pour démontrer la contribution de la part des travailleurs migrants à notre économie et société et la nécessité d'une solidarité internationale. Cette année, il n'est pas sûr que le père Noël obtienne son visa pour venir nous voir à Noël !
Coordination en France : *GISTI, 3 villa Marcès, 75011 Paris, tél : 01 43 14 60 66* et en Belgique : *ABVV, Frédéric Fioré, vzw Welkom, Vlaams ABVV, Watteustraet 10, 1000 Brussel, tél : 02 289 01 61.*

Interprète de la langue des sourds

Actuellement, le taux d'illettrisme des sourds atteint 70% en France. Une des causes est le manque d'interprètes dans la langue des sourds : seulement une cinquantaine exerce ce métier.

Soyons sport !

93 % des Français consomment des articles de sport, avec en 2002 un budget moyen de 353 euros par ménage. Mais seulement un tiers est utilisé pour la pratique effective d'un sport ! Et deux tiers ne servent donc qu'à suivre la mode... des marques.

Mac Crado

■ **Jeux Olympiques.** La firme a payé 65 millions de dollars pour bénéficier de l'exclusivité des repas servis dans l'enceinte des jeux olympiques d'Athènes. Des Jeux qui n'ont attiré que 60 % des places prévues... d'où un lourd déficit. (Alternatives économiques, septembre 2004)

■ **Lozère : slow food contre fast food.** La Lozère, dernier département épargné par Mc Donald va être bientôt envahie. Une action va être menée contre cette menace : la mise en place d'un marché artisanal «slow food». Pour en savoir plus : Simon Carraz, tél : 04 66 46 22 35.

Astérix en langues régionales

Le dernier Astérix, sorti en août 2003, s'est vendu à plus d'un million d'exemplaires. Il existe désormais en différentes langues régionales : picard, gallo, breton, alsacien, corse, occitan. Le total des tirages régionaux atteint 150 000 exemplaires.





OGM : faucheurs Verts

Je souhaiterais corriger quelques erreurs et omissions relatives à l'article «faucheurs volontaires» (n°315) (...). La première est d'ordre factuel, à Millau, ce ne sont pas «350 déclarations écrites» qui ont été remises à la gendarmerie, mais environ 200. Moitié par des personnes présentes, moitié par des procurations confiées à Jean-Baptiste Libouban, le dynamique animateur du collectif. Inversement, à la brigade de la gendarmerie de Toulouse-Mirail, ce ne sont pas une cinquantaine de personnes, mais environ 150 qui ont été physiquement admises, par petits groupes successifs de cinq, à pénétrer dans les locaux pour y signer leur demande de co-inculpation pour l'action du 25 juillet. Et parmi ces 150, il y avait effectivement «de très nombreux Verts» alors que l'article ne les évoque que comme «venus accompagner d'autres personnes convoquées». Sur les huit personnes convoquées, trois d'entre elles étaient des élus Verts : Pierre Labeyrie, conseiller municipal de Toulouse, Michel Daverat, conseiller régional d'Aquitaine et Gilles Lemaire, secrétaire national des Verts. Deux autres élus Verts ont été convoqués antérieurement et étaient présents à nouveau : Gérard Onesta, alors vice-président du Parlement européen, et Noël Mamère, député.

(...) Ce n'est pas par esprit de «boutique» que je relève l'escamotage dans cet article de *Silence*, de la forte contribution des Verts (...) Dans la phase actuelle de la lutte contre les OGM, c'est une erreur, me semble-t-il, d'affaiblir, en le minimisant dans l'information, le relais politique que peuvent assurer les Verts à la mobilisation citoyenne, tant aux niveaux local que national et européen, surtout quand ils le font en continuité avec un engagement de terrain — et non seulement de discours — sur la «désobéissance civile», qu'il faut saluer plutôt que taire.

De surcroît, cet engagement s'inscrit dans une stratégie concertée que l'article de Michel Bernard n'a peut-être pas suffisamment explicitée en évoquant les suites judiciaires à venir. Il s'agit bien de continuer et d'amplifier le débat public sur les OGM par le biais des procès, mais aussi de rendre ceux-ci moins insupportables financièrement pour la seule Confédération paysanne, historique fer de lance de cette lutte et de faire mieux apparaître la nature profondément politique, anti-démocratique, du passage en force des expérimentations en plein champ, avec l'appui de l'Etat, de son armée, de ses procureurs. (...) Et pour ce qui est de la nature politique de ce combat, en obligeant la justice à statuer sur de multiples faits de «désobéissance civile» revendiquées «aussi» par des représentants politiques, sur lesquels d'ailleurs elle a focalisé ses premières inculpations.

Jacques Bonnet ■
Drôme.

OGM : violences de l'Etat

Alors comme ça, à en croire messieurs Gaynard et Daubert, respectivement ministre de l'agriculture et ministre de la recherche, les faucheurs d'OGM auraient agi de manière «brutale» le 25 septembre à Valdivienne dans la Vienne. De qui se moquent-ils ? Où étaient-ils pour déclarer une chose pareille ? Probablement bien loin du lieu de l'action. Car s'ils avaient été sur place, s'ils avaient été par exemple dans l'hélicoptère qui nous surveillait en permanence, ils auraient vu qui a agi de manière brutale ! Ils auraient vu qui, retranché derrière des barrières métalliques et une frise de barbelés, avait des casques, des boucliers et des armes face à des gens qui avançaient pacifiquement, les mains nues, sans même un canif dans la poche (des consignes fermes avaient été données avant la marche). Ils auraient vu qui a commencé à lancer des bombes lacrymogènes, sans aucune sommation et alors que les manifestants étaient encore à au moins cinquante mètres des barrières circonscrivant la parcelle de maïs protégée. Ils auraient vu qui a ensuite, et alors que les manifestants étaient en train de suffoquer dans un brouillard complet, utilisé des bombes assourdissantes plus offensives qui ont non seulement fait plusieurs blessés, mais provoqué en outre un incendie dans une jachère voisine. Ils auraient vu que les blessés étaient du côté des manifestants non-violents et non du côté des militaires qui, une fois de plus, avaient laissé leur cerveau et leur conscience au vestiaire, prêts à tuer si on leur avait demandé pour protéger non pas des êtres humains mais un pied de maïs ! Lamentable ! Honte à ces hommes et à ceux qui les ont commandés ce jour-là, je pense à leurs supérieurs hiérarchiques, mais aussi au préfet de la Vienne et aux ministres cités plus haut sans oublier leur chef Raffarin, toujours prompt à soutenir les intérêts des multinationales de la semence comme Monsanto.

Jean-Luc Lebrun ■
Loir-et-Cher.

AU CŒUR DE L'ALTERMONDIALISME

Politis, **Politis,** 4€
HORS-SÉRIE NUMÉRO 40 NOVEMBRE-DECEMBRE 2004

FINANCES SOLIDAIRES
Où va votre épargne ?

Rencontre avec
des épargnants
du Nord-Pas-de-Calais

Reportage sur
le microcrédit
à Madagascar

Enquêtes sur
les produits
financiers

L'alternative
des monnaies
complémentaires

48 pages - 4 euros

Hors série Finances solidaires

**Enquêtes
sur les produits financiers**

**L'alternative des monnaies
complémentaires**

**Reportage
sur le microcrédit
à Madagascar**

www.politis.fr

EN KIOSQUE
OU AU 01 55 25 86 86



Libres sentiments

En réponse à Marie Franco de Forbach (*S'Ilence* n°315). Je m'étonne du cadrage total de la pensée et du désir que tu souhaites instaurer chez les hommes. J'ose revendiquer la liberté de ma pensée intime vis-à-vis des femmes que je croise. A la base, il y a mon désir, que je ressens ou que je ne ressens pas au fond de moi. Je refuse de me sentir le moins du monde coupable de ce désir si par bonheur il existe, alors qu'il est si rare, alors que j'ai appris que réfléchir à son sujet, c'est déjà constater qu'il n'est pas si important, et qu'il n'y a déjà plus qu'à le laisser passer comme le soleil couchant.

Ensuite, il y a ma pensée, et j'entends penser librement ce que je veux de telle ou telle femme, ou des femmes d'une région donnée, ou d'une femme imaginaire qu'il me prendrait la fantaisie de créer. Ensuite, seulement, il y a les actes, regarder, parler, toucher même et là, j'admets que j'implique l'autre, la femme en l'occurrence, et qu'elle a parfaitement le droit de me demander de m'abstenir de tout, y compris même de la regarder, si mon regard lui déplaît. En effet, passer à l'acte, c'est aussi entrer dans la réalité de l'autre et faire entrer l'autre dans la sienne, et le désir, qui est au départ un produit de l'imaginaire, doit dépasser l'attrait visuel de ce visage, de ce corps, de cette gestuelle, le son de cette voix, le contenu de cette parole, voire de cette attitude politique (je me suis aperçu que ça comptait aussi, et pas qu'un peu) pour que quelque chose puisse, éventuellement, se passer entre l'homme et la femme.

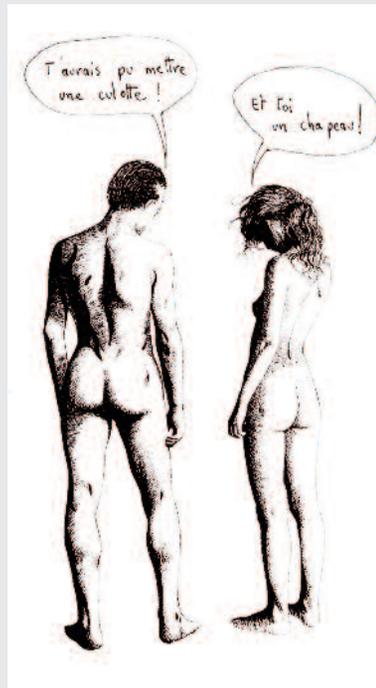
(...) Comment s'établissent les relations entre hommes et femmes, les vraies, les égalitaires, les amicales, les peut-être tendres, les qui sait amoureuses ? Egalité ne veut pas dire uniformité. Et c'est bien la différence qui m'attire dans la femme. Mais faut-il attendre qu'elle fasse le premier pas, alors que le bruit court que son désir serait beaucoup moins impérieux, beaucoup plus diffus, beaucoup moins physique aussi que celui de l'homme ? (...)

Au colloque de Lyon sur la décroissance, on y a parlé de restaurer la sensualité. Mais le conférencier sur «un nouveau rapport au temps» a qui je suis allé demander pourquoi il n'avait pas dit que «prendre le temps de vivre, c'était aussi faire l'amour» m'a répondu qu'il y avait pensé, mais que sa femme s'était opposée à ce qu'il en parle.

Ça me fait penser à ce colonial qui, il y a des années, me parlait avec un profond mépris des pygmées, en me précisant avec dégoût qu'ils faisaient l'amour jusqu'à huit fois par jour. Outre l'étrange décompte que cela impliquait, il est évident que pour lui le sous-développement et l'amour débridé étaient liés dans sa condescendance. A contrario, toutes les institutions qui organisent une guerre, une mission, une conquête, une compétition, ou recherchent simplement la croissance économique, commencent par interdire toute sexualité à leurs membres afin des les rendre plus réactifs, mais aussi plus agressifs. Les viols de la victoire ne sont que la conséquence terrible de cette stratégie. Et il est vrai que l'idéologie de croissance qui implique la marchandisation de toute la vie, sous-entend évidemment la prostitution comme un service rendu à la place de relations librement consenties, qui ne créent aucune valeur ajoutée.

Quand *La décroissance* se désigne comme le journal de la joie de vivre, j'espère que la restauration de relations affectives et amoureuses libres et authentiques est au programme, mais je n'en suis pas sûr. Au colloque de Thiviers, en septembre 2004, l'ambiance m'a paru plutôt tiède, j'ai vu une seule fois un couple s'étreindre et j'ai entendu une seule phrase galante (d'ailleurs pleine de timidité). Peut-être était-ce l'influence de la chapelle qui servait de cadre aux débats ? Quant aux bons vivants qui ont imaginé de manger dehors puisque la soirée était douce, ils ont eu à subir un solide tir de barrage de la part de l'administration : c'était là une joie de vivre bien contingente.

Jean Monestier ■
Pyrénées-Orientales.



Tendre Violette

Tout comme *S'Ilence* (315 p.42), je pense que la «tendre Violette» des années 80 n'a besoin de personne pour assumer ses propres choix, ne se laissant débordar ni par ses émotions, ni par les hommes.

(...) Je profite de ce courrier pour rappeler à certain-e-s qu'il ne faut pas confondre le genre et le sexe. (...) et je vous joint notre faire-part de mariage — dix ans déjà — qui était un hommage à Servais.

Alain Cochet ■
Puy-de-Dôme.

espéranto

Espéranto ou anglais

Je réponds à la lettre parue dans *S'Ilence* n°314 à propos de l'espéranto. Je trouve la réaction de Geneviève Soubise très intéressante parce qu'elle nous montre du «prêt-à-penser» que nous propose l'air du temps. Je reprends donc l'argumentation : *l'espéranto est une langue créée artificiellement*. C'est exact, mais après plus de cent ans de pratique, elle est devenue vivante. Tout comme le français, qui a été promu par le décret de Villers-Cotterêts en 1539 et qui n'est, à bien y regarder, qu'un assemblage de bas latin et de mots étrangers.

Dire les qualités de l'espéranto, ce n'est pas *faire injure à toutes les autres langues*, c'est au contraire chercher à les préserver toutes, des plus parlées aux plus minoritaires. L'espéranto a aussi son histoire, sa culture, son *épaisseur*. Ce n'est pas un fantôme de langue.

Que l'anglais soit pour le moment la langue la plus utilisée, on peut le reconnaître. Mais où a-t-elle vu que c'était une *langue simple* ?

Qu'est-ce qui est simple ? Sa phonétique ? Son orthographe ?

Sa conjugaison ? Ses polysémies ?

Même si *nous ne sombrons pas dans l'ultra-libéralisme étatsunien quand nous l'employons*, nous donnons à ceux pour qui c'est la langue native une grosse supériorité, au moment de discuter un contrat ou de défendre une idée. Moi, je crois que la culture anglaise et anglo-américaine n'ont rien à gagner au développement du sous-anglais qui sert à une communication bien rudimentaire...

J'admire le fait que Geneviève ait voulu s'exprimer dans les colonnes de *S'Ilence*. Pour conforter ton opinion, ou pour la modifier, il n'y a qu'une solution : aller voir d'un peu plus près ce qu'est réellement l'espéranto. C'est la seule langue que vous pouvez apprendre avec un investissement minime en temps et en argent. (...)

Moi, je ne renoncerais pas à faire connaître cette langue qui m'est devenue chère. J'ai tissé de multiples contacts et amitiés à travers le monde. J'ai acquis une identité supplémentaire, multiculturelle plus proche de tous les hommes.

Merci l'espéranto !

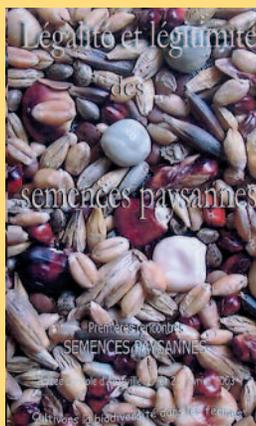
Marie-France Conde-Rey ■
Charente.

Semences paysannes

Honorine Périno

Ed. ADDOCS (10, impasse Cumin, 69005 Lyon)

2003 - 20 mn - 15€



La législation oblige à inscrire à un catalogue officiel des semences les variétés que l'on souhaite vendre ou simplement échanger si la production qui en résulte entre dans un circuit commercial. Le prix d'inscription étant élevé, cela pénalise les variétés locales au détriment des plus répandues, cela pénalise les échanges directs entre producteurs au profit des semenciers, cela pénalise les améliorations d'espèces par simple croisement au bénéfice des organismes génétiquement modifiés. Vidéo réalisée dans le cadre des premières rencontres «semences paysannes» en février 2003, avec un appel sous-jacent à favoriser les échanges pour la vie au détriment des échanges pour l'argent. MB.

F I L M

One of many

Jo Béranger et Doris Buttignol - Production Lardux films

2003 - 95 mn

One of Many est un documentaire qui raconte la vie de Sally Tisiga, indienne kaska, enlevée enfant à ses parents, selon les lois d'intégration canadienne qui, jusqu'à récemment, permettaient le placement des enfants des minorités dans de bonnes familles d'accueil. Aujourd'hui elle-même mère, Sally Tisiga essaie de retrouver sa famille. Le documentaire sort en salle le 5 janvier 2005. Avant-première le 4 janvier au Cinéma des cinéastes, 7 avenue de Clichy, Paris.

Brésil la mémoire perturbée Les marques de l'esclavage

Maira

Ed. Ab irato

2004 - 80 p. - 8€

La traite des esclaves est ici présentée à travers l'histoire de la société brésilienne. Des plantations de sucre ou de café au racisme des élites de la société du 20^e siècle, le Brésil a toujours joué la carte de

l'esclavage, même si aujourd'hui cette activité est nommée salariat. Pour la classe dirigeante brésilienne comme pour les rois africains, les esclaves ont tou-

jours été assimilés à de la main-d'œuvre bon marché permettant un enrichissement rapide. Bien sûr il y a eu l'abolition de l'esclavage à la fin du 19^e, mais, d'après l'auteur, ce mouvement abolitionniste qui s'est développé avec l'essor de l'industrie et l'arrivée des immigrants européens n'était que supercherie. En effet, il était alors moins coûteux de rémunérer faiblement des ouvriers que l'on embauchait comme intérimaires que de nourrir et de loger des esclaves. Esclaves qui régulièrement "marronnaient", s'enfuyaient, pour échapper à leur sort et qui se réfugiaient alors en forêt, et qui ont ainsi donné naissance à des «communautés d'esclaves» plus ou moins «libres». Cet ouvrage, qui compile des articles parus à l'occasion du cent cinquantième anniversaire de l'abolition de l'esclavage dans les territoires français, est très documenté sur l'histoire de l'esclavage au Brésil, sans oublier le commerce des esclaves dans son ensemble. Des conditions de vie et des traitements que les esclaves ont subi, de la place de



leurs descendants dans le Brésil d'aujourd'hui, en passant par une analyse des révoltes d'esclaves, cet ouvrage pointu du doigt une société qui se dit multiraciale mais qui a toujours su exploiter sa main-d'œuvre. Peut-être les choses vont-elles changer avec pour la première fois la nomination, sous le gouvernement de Lula, d'une ministre issue d'une lignée d'esclaves. JP.

Alternatives non-violentes n°131

Centre 308, 82, rue Jeanne-d'Arc, 76000 Rouen

2004 - 68 p. - 10,50€

«J'ai fait un rêve» disait Martin Luther King en 1963. Vingt et un militants de la mouvance non-violente font dans ce numéro leur propre rêve, présenté par ordre chronologique dans le futur avec de faux titres de journaux. L'humour est aussi une arme de la non-violence. FV.

La mort n'est pas notre métier

Jocelyne Porcher

Ed. l'Aube

2003 - 160 p. - 13€

Juste après la guerre, Robert Merle publie un roman dont le titre est *La mort est mon métier*. Ce roman suit la vie d'un petit enfant allemand qui devient progressivement un gradé dans l'armée allemande pour finir commandant d'un centre de concentration. Un livre qui dénonce la banalité de l'obéissance. Ici, Jocelyne Porcher, chercheuse à l'Institut national de la recherche économique, lance un plaidoyer en faveur des éleveurs qui progressivement ont de plus en plus l'impression de faire un métier de tueurs. La description des élevages intensifs renforce cette idée. Mais les analyses de l'auteure sont pour le moins étranges. Pour elle, «lorsque dans un avenir probablement pas si lointain, l'industrie agroalimentaire pourra produire des clones d'animaux génétiquement modifiés, voire des masses musculaires en se passant complètement des animaux, par culture cellulaire à échelle industrielle par exemple, les choses

seront différentes» [p.76], il ne s'agira alors plus de viande (viande venant de la même racine que vivant), mais d'un mode d'alimentation qui respecterait l'animal. Une réponse technologique qui correspond à une fuite en avant, alors que le plus simple est d'aller vers une faible consommation de viande. Quand elle affirme que «les éleveurs, en effet, pour une grande part d'entre eux, travaillent pour 'nourrir le monde'. Et pourtant, malgré les quantités de viandes produites dans les pays industriels, plus de 800 millions d'être humains dans le monde souffrent de faim» [p.78], Jocelyne Porcher se trompe lourdement : c'est précisément parce que les élevages du Nord mangent les céréales du sud qu'il y a 800 millions de personnes qui souffrent de faim. Elle semble ignorer qu'il faut 7 à 10 calories végétales pour produire une seule calorie animale. Si l'on veut nourrir le monde entier, il faut au contraire diminuer radicalement la consommation de viande du nord. Si ce livre a été écrit pour essayer de comprendre pourquoi l'élevage est de plus en plus mal perçu dans la société, il faudrait partir sur des hypothèses justes et non sur le mythe productiviste habituel. Reste un excellent livre pour se dégoûter de manger de la viande : «Lors des interventions, pour s'abstraire de la douleur qu'ils provoquent chez les porcelets, et pour éviter d'entendre



leurs cris, nombre d'éleveurs utilisent des protecteurs d'ouïe, voir des protecteurs d'ouïe permettant d'écouter la radio tout en 'soignant' les porcelets. Cette stratégie de mise à distance témoigne de la difficulté des personnes d'une part à supporter le volume sonore des cris, d'autre part, à tolérer d'entendre les animaux crier» [p.109]. Ce n'est sans doute pas non plus un hasard si, comme le signale l'auteure, il y a de moins en moins de femmes dans la profession. MB.



C . D .

E N F A N T S

Tribunal animal

Zembrena, 24, rue de Liège, 75008 Paris

2004 - 12 titres - 54 mn - 18€

Vigoureux textes pour la défense de la cause animale, alternant chansons pour adultes et pour enfants, attaquant le fait que l'on mange de la viande, qu'on fasse des élevages, que l'on expérimente sur des animaux, dénonçant la chasse, tout ceci relevant d'un mépris de l'espèce humaine envers les animaux. Quelques morceaux sont un peu trop parlés, mais dans l'ensemble c'est de très bonne qualité... et cela devrait nous faire réfléchir sur le silence fait sur ces questions. FV.



Hotel desperado

Esperanto desperado
Ed. Vinilkosmo (31450
Donneville)

2004 - 12 titres - 55 mn - 17€

Le groupe *Esperanto desperado* s'est constitué dans le village alternatif de Chistiania, à Copenhague, récemment évacué. Alternant les styles (ska, reggae, rock) et les inspirations d'origine (Balkans, Espagne, Afrique, Proche-Orient, Europe de l'Est), des chansons populaires en espéranto. FV.



Debout les Terriens ! Protégeons la planète

Gwenaëlle Aznar, Jul
Ed. Albin Michel Jeunesse
2004 - 190 p. - 11,90€

Ce livre est destiné à inciter les jeunes à adopter des comportements plus respectueux de l'environnement. De nombreux trucs et pratiques mis en place par l'association nationale *Les petits débrouillards*. Deux pages par idée, avec un rappel du problème et ce que l'on peut faire : réduction des produits jetables, adopter la bio, économiser l'eau, l'énergie, limiter sa consommation, etc. Plein de bons conseils. Le livre se termine par cette réflexion : «si vous avez l'impression d'être trop petit pour pouvoir faire quelque chose, pensez à ceci : dormez avec un moustique et voyez lequel des deux empêche l'autre de dormir !». FV.



Planète mer

Jean-Baptiste de Panafieu
Ed. Gallimard jeunesse
2004 - 96 p. - 13€

Dès 9 ans. Très bien illustré, ce livre fait un tour assez complet de la faune et la flore qui habitent les mers, montre le rôle prépondérant du littoral, les influences des activités humaines, l'importance des mers sur le climat... Chaque double page propose une action de protection de la mer et dénonce une mauvaise pratique. Il manque quand même une pollution : celle du nucléaire, les rejets de la Cogéma à La Hague dans la Manche polluant jusqu'aux côtes norvégiennes. MB.

NOUS NOUS ÉGALEMENT REÇU

- **Les placements éthiques**, *Alternatives économiques*, 2004, 192 p. 9€. Cinquième édition, 80 manières de placer son argent. Pour boursicoter intelligemment ? On y trouve joyeusement présents les fonds éthiques des grandes banques qui vous proposent de placer dans l'environnement (style Générale des eaux), un fonds «croissance durable» (ça ne s'invente pas !) et autres conneries mélangées à des pubs pour les mêmes banques qui financent l'armement, le nucléaire... cela rappelle le commerce équitable en grande surface ! Dommage pour les quelques initiatives sérieuses noyées dans le grand capital.
- **La montagne de Lure**, *Les Alpes de Lumière (04 Forcalquier)*, 2004, 320 p. 40€. Maquette richement illustrée. Une vingtaine d'auteurs pour faire le tour du patrimoine naturel et humain de la montagne provençale.
- **La fessée**, *Olivier Maurel, éd. La Plage (Sète)*, 2004, 128 p. 12€. Réédition de ce très bon ouvrage de réflexion sur une approche non-violente de l'éducation. Avec des ajouts provenant du débat sur la première édition.
- **Calendrier lunaire 2005**, 6, *rue des Prés-Verts, 39120 Chêne-Bertrand*, 2004, 116 p. 7,20€. Une première grosse partie sur ce que l'on sait sur l'influence de la lune suivi d'un calendrier sur l'année pour gérer son jardin.
- **Bien manger, c'est facile et c'est pas triste !** *Brigitte Fichaux, éd. des dessins et des mots (29 Bannalec)*, 2004, 160 p. 15€. Un livre de base pour apprendre à manger correctement, ni trop, ni trop peu, avec des illustrations de Belom.
- **May Picqueray**, *éd. Libertaires*, 2004, 96 p. 8€. Un petit ouvrage pour découvrir l'engagement d'une libertaire à travers le 20^e siècle : une tentative d'attentat en 1921, le refus de serrer la main à Trotski en 1922, la lutte aux côtés de Louis Lecoin, l'animation du *Réfractaire* dans les années 70, le Larzac, Malville... jusqu'à sa mort à 81 ans. Un beau et fidèle parcours.
- **Pierres assises, pierres mouvantes**, *Irène Magnaudeix, éd. Alpes de Lumière (04 Forcalquier)*, 2004, 192 p. 15€. La pierre dans le paysage, pierres des crêtes et des falaises, pierres qui croulent dans les ravins, pierres des champs et pierriers, murs de pierres sèches, pierres gravées, stèles.
- **Cahiers Jacques Ellul**, 21 *rue Brun, 33800 Bordeaux*, 2004, 164 p. 15€. Revue annuelle qui regroupe des textes de diverses personnes ayant écrit sur la pensée de Jacques Ellul et des reprises d'Ellul mises en lumière en fonction de l'actualité.
- **Du mépris au respect mutuel, clefs d'interprétation des enjeux autochtones au Québec et au Canada**, *René Boudreault, éd. Ecosociété (Montréal)*, 2004, 224 p. Si les Québécois s'intéressent beaucoup à leur autonomie vis-à-vis des anglophones canadiens, le sort des peuples autochtones, dominés tout autant par les uns que les autres est beaucoup plus tabou. Un livre pour mieux comprendre l'histoire et la situation sociale actuelle des premiers habitants.
- **Paul Martin, un PDG à la barre**, *Murray Dobbin, éd. Ecosociété (Montréal)*, 2004, 262 p. Présentation de l'actuel premier ministre canadien : un libéral qui gère l'Etat comme une entreprise.
- **Démythifier l'universalité des valeurs américaines**, *sous la direction de Jean Liberman, éd. Parangon (Lyon)*, 2004, 208 p. 13€. Auteurs français et américains s'interrogent sur la réalité des valeurs mises en avant par les USA pour justifier leur comportement «exceptionnaliste». Comparaison entre l'histoire européenne depuis la révolution française et l'histoire de l'Amérique du Nord marquée par le massacre des populations indiennes, la guerre pour le maintien de l'esclavage et une constante : la solution violente pour essayer de régler les problèmes. Si les textes sont parfois remarquables, l'antiaméricanisme fait que l'impasse est faite sur la situation européenne : quid des deux guerres mondiales et du post-colonialisme actuel ?
- **Le siècle du féminisme**, *sous la direction de Eliane Gubin, Catherine Jacques, Florence Rochefort, Brigitte Studer, François Thébaud, Michelle Zancarini-Fournel, éd. de l'Atelier*, 2004, 464 p. 27€. Indéniablement le féminisme a marqué le vingtième siècle, d'abord en occultant puis progressivement dans le monde entier. Différentes formes de féminismes ont émergé, différentes formes de militantisme. Vingt-sept auteurs de dix nationalités différentes font un tour d'horizon dans les domaines sociaux, culturels, politiques, institutionnels (manque l'Afrique hors Maghreb). Intéressant travail de Ute Gerhard sur les controverses au sein du mouvement (difficulté de l'internationalisme, égalité ou différence).
- **Médiatiquement correct**, *François Brune, éd. Parangon*, 2004, 120 p. 7€. 465 petites phrases en réaction aux slogans publicitaires. C'est forcément inégal, mais certaines sont délicieuses. De quoi se convaincre que «média = arme de désinformation massive».
- **Sur les sentiers du Moine de Lure**, *sous la direction de Claude Martel, éd. Alpes de Lumière (Forcalquier)*, 2004, 96 p. 11€. Le Moine de Lure est le pseudonyme du fondateur de l'association Alpes de Lumières. Un topoguide pour découvrir les plus belles randonnées dans la montagne de Lure, à l'ouest de Sisteron.
- **Ecologie et spiritualité**, *revue Dharma, n°49*, 2004, 120 p. 12,20€. Cette revue bouddhiste s'interroge sur les liens entre les formes de spiritualité et la philosophie de la nature, le respect de l'autre et la non-violence, l'écologie et les traditions et enfin sur la traduction de ce lien entre spiritualité et écologie dans la société. Cette dernière partie reprend des textes d'Edward Goldsmith, Jean-Marie Pelt et Pierre Rabhi.

Courriers :

9 rue Dumenge, F 69317 Lyon Cedex 04
Diffusion - Comptabilité - Abonnements :
 04 74 07 08 68 le mardi
 04 78 39 55 33 le jeudi

Rédaction : 04 78 39 55 33 le mercredi

Stands, correspondants :

04 78 39 55 33 le vendredi

Réassortiment, librairies : 04 74 65 50 34

Virements bancaires :

CCP 550 39 Y LYON

Distribution en Belgique :

Brabant-Ecologie - Route de Rénipont, 33 -
 B - 1380 Ohain - Tel / fax : 02 633 10 48 -
 CCP 000 15 19 365 54

Distribution en Suisse :

Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriol -
 Tél : 04 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. La reproduction des textes est autorisée, sauf avis contraire, sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos et dessins non compris)

N° de commission paritaire : 64946

N°ISSN 0756-2640

Date de parution : 4^e trimestre 2004

Tirage : 7 500 ex

Editeur : Association Silence

Président : Xavier Sérédine

Vice-président : Jacques Caclin

Trésorière : Myriam Cognard

Secrétaire : Madeleine Nutchey

RÉALISATION DE LA REVUE

Directrice de publication :

Madeleine Nutchey

Secrétaires de rédaction :

Michel Bernard et Michel Jarru

Gestion et abonnements : Michel Jarru

Maquette et publicité : Patrice Farine

Stands, salons et fêtes : Dorothee Fessler

Rédaction : Michel Bernard, Alexandre

Esteban, Dorothee Fessler, Alain-Claude Galtie,

René Hamm, Madeleine Nutchey, Jocelyn

Peyret, Sylviane Poulenard, Mimmo

Pucciarelli, Francis Vergier

Conseillers scientifiques : Roger Bernard,

Richard Grantham, Jacques Grinevald,

Henri Persat, André Picot

Dessinateurs : Altho, Lasserpe, Mahlen

Correcteurs : Raymond Vignal,

Françoise Weité

Expédition : Christiane Bessenay, Mélanie

Combes, Claude Crotet, Christian David,

Olivier David, Marguerite Descamps, Paul

Garde, Dolores Gracia, Cécile Imbert,

Céline Kerdat, Vincent Martin, Paulette

Mazoyer, Patricia Michel, Sylviane Michel,

Mélissa Nayral, Reine Rosset, Bertrand

Roussel, Myriam Travostino.

Ont participé à ce numéro : Morice

Bénin, Antoine Calanda, Jean-Louis Gaby,

Yaakov Garb, Daniel Lapon, Bertrand

Liatard, Elisa Peter, François Schneider,

Jacques Vecker.

Photo de couverture : Emmanuel Rioutfol

1 D - Photo.

Bon de commande

Anciens numéros - Seuls les numéros présentés ci-après sont disponibles. Ils sont à commander uniquement en France. Les frais de port sont de 2 € pour un ex □, 3 € pour 2 ex □, 4 € pour 3 ex et plus □.

Numéros régionaux

□ **218 Alsace**
 Fessenheim. Projet Alter Alsace. Lutterbach. Imagination au pouvoir. Alsace Nature. Steiner. Bilinguisme **3,8 €**

□ **272-273 Rhône**
 Croix-Rousse. La Duende. Le Bastringue. Cabiria. La Gryphe. Bioclimatique. Réseau Santé. Radio-Canut. Hommes violents . **6 €**

□ **285-286 Isère**
 Superphénix. Moulin Guitare. 400 couverts. MNEI. Jardin alpin. Lo Parvi. P'tit vélo. Terre vivante. Encre Rage **6 €**

□ **291-292 Aquitaine**
 Terre de Jor. Champ d'action. Démos. Iskatola. Abbadia. Nola-Nohika. Maison des femmes. Azimuts. Boussac. **6 €**

□ **298-299 Franche-Comté**
 Cirque Plume. Eau secours ! TGV. Jardins de Cogne. La Fraternelle. La Batailleuse. Bioloopin. Spirale. Pochon magique. Maison Voisine. Convivialité **6 €**

□ **305-306 Bouches-du-Rhône et Vaucluse**
 Cours Julien. Loubatas. Ecoforum. Jardins de l'Espérance. Ilotopie. Mille babords. Ballon rouge. CIRA. Longo Maï. Geres. Graines de vie. Pic Noir **6 €**

□ **312-313 Poitou-Charentes**
 Les maisons de Béruges. Défense du marais poitevin. Kvinpetalo, un centre esperantiste. La Tambouille. Le hameau de la Brousse. Maison du MER 17. **6 €**

Autres numéros

□ **267 Ecologie, où sont les jeunes ?**
 Forces et faiblesses de la bio. Téléphone portable. Démogestion. **3,8 €**

□ **269 Déchets nucléaires à Bure**
 Un autre monde est possible. Développement durable ou croissance infinie. **3,8 €**

□ **271 Inégalités dans les SEL ?**
 Politique : naïf, conciliateur, rebelle. BP au Tibet. **3,8 €**

□ **274 Habitat convivial au USA**
 Bure, enjeu international. La bio au secours de l'eau. René Dumont. **4 €**

□ **277 Land-Art et écologie**
 Noël Mamère. Après 11 septembre. Camions et montagnes. Déchets et industrie . . . **4 €**

□ **283 Déroutes du voyage**
 Refaire le monde, mais où ? La nourriture, ce produit manufacturé ? Eoliennes . . . **4 €**

□ **284 Jeûner et sortie du nucléaire**
 Développement : de la pauvreté à la misère. Ecovillages. **4 €**

□ **289 Un monde écolo possible ?**
 Croissance des associations. Sud et pesticides. Mauvais garçons **4 €**

□ **290 Ne pas oublier le train**
 Service public et gratuité. Micro-hydraulique. Cosmétiques pseudo-naturels. **4 €**

□ **294 Enfance en collectif**
 Prostitution. Trucs bioclimatiques **4 €**

□ **300 Nos lecteurs ont du talent**
 40 pages réalisées par les lecteurs... **4 €**

□ **301 La face cachée des vaccins**
 Communauté ? Eoliennes. Indépendance de la Nef **4 €**

□ **304 Toujours sexistes ?**
 Société de frugalité. Auto-déstructuration. Nucléaire : secret défense. **4 €**

□ **307 Ecocités**
 Carole Poliquin. Féminisme. Grands corps d'Etat. Entraide. **4 €**

□ **310 Nature politique de l'écologie**
 Agribio et circuits courts. Les trois SEL de la vie. Le jeûne de Louis lecoin **4 €**

□ **311 OGM Violence marchande**
 Jeûne sortir du nucléaire. SEL : échec économique, réussite sociale. **4 €**

□ **314 Le réseau REPAS**
 Croissance/décroissance. SEL : de la monnaie au temps comme mode d'échange **4 €**

□ **315 Décroissance et non-violence**
 Transport fluvial. Les restes du festin. OGM : faucheurs volontaires **4 €**

□ **316 Réflexions fêtes**
 Vivre sans nucléaire : après le jeûne. Nord/Sud : les prix du sang. Agriculture bio **4 €**

□ **Annuaire de la presse alternative**, édition 2004, 8 pages, plus de 400 adresses, 4 € (port compris)

Abonnement

Attention ! Du fait de la parution de numéros doubles, 12 numéros ne correspondent pas à un an.

France métropolitaine

□ Découverte 1ère année	6 n°	15 €
□ Particulier	12 n°	40 €
□ Institution	12 n°	80 €
□ Soutien	12 n°	50 € et +
□ Petit futé	24 n°	65 €
□ Groupés par 3 ex	3 x 12 n°	100 €
□ Groupés par 5 ex	5 x 12 n°	150 €
□ Petit budget	12 n°	25 €

□ Découverte 1ère année	6 n°	25 FS
□ Particulier	12 n°	60 FS

Autres pays et Dom-tom

□ Découverte 1ère année	6 n°	22 €
□ Particulier	12 n°	45 €
□ Institution	12 n°a	90 €
□ Soutien	12 n°	50 € et +
□ Petit futé	24 n°	70 €
□ Petit budget	12 n°	40 €

Suisse

je règle un total de :

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____

Ville _____

France : Règlement à Silence, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04

Belgique : Règlement à Brabant-Ecologie, Route de Rénipont, 33, B - 1380 Ohain
 tél : 00 32 2 633 10 48
 CCP 000 15 19 365 54

Suisse : Règlement à Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8
 tél : (41) 22 740 46 12
 CCP 17-497696-4



Silence diffuse des ouvrages par correspondance. Envoi du catalogue contre une enveloppe timbrée.



ROMANS

La Clarisse

David Dumortier
Ed. Cheyne (Haute-Loire)
2002 - 48 p. - 12,50€

Clarisse est une petite fille de huit ans qui inspire ici toute une série poétique de petites histoires liées à la découverte de la vie par cette petite femme. En petites touches, de brefs instants de vie. Agréable. F.V.

Le sang du monde

Catherine Clément
Ed. Seuil
2004 - 340 p. - 19€

A priori, un gros roman écolo, écrit dans une écriture efficace. A priori... Ce livre se veut la suite du « Voyage de Théo », un roman de 1999 où le jeune Théo découvrirait les religions du monde et qui s'est vendu à des millions d'exemplaires dans le monde. Cette fois, Théo retrouve sa tante dépressive en Inde, en compagnie d'un psy et tous trois vont voyager pour que Théo prépare des dossiers pour entrer dans une ONG écolo. Entre la tante, ancienne de 68, le jeune Théo et le psy indien, quelques bons échanges de point de vue orient-occident, jeune-vieux. Après un tour du monde en avion (ce qui n'est déjà pas écolo), on en arrive au dossier sur le nucléaire : là, dommage, le psy indien est parti, il n'y a plus d'écolo avec qui discuter et finalement ce sont seulement les représentants d'Areva et d'EDF qui ont la parole, posant les questions et donnant leurs réponses. Et la conclusion est évidemment que le nucléaire est un problème mineur, qu'il faut accepter pour lutter contre le réchauffement climatique puisqu'il est « propre ». Lamentable. Soit l'auteure est très naïve et s'est fait embobiner par les nucléocrates, soit, et ce ne serait pas une première, il s'agit d'une commande venant directement d'EDF, pour profiter du succès du livre précédent. Ce qui n'est pas invraisemblable quand on retrouve le directeur de l'environnement EDF dans les remerciements. On peut se rappeler un précédent : « Comme un vol d'aigles » le roman de Ken Follet écrit à la gloire du milliardaire Ross Perrot, ex-candidat aux présidentielles aux USA en 1992. MB.

Barouf en campagne

Jean Kergrist
Ed. Des dessins et des mots (29380 Bannalec)
2004 - 120 p. - 13€

Jean Kergrist, clown et conteur, nous propose là quelques contes contemporains associant les spécificités bretonnes : l'éleveur de cochons, le préfet et les célibataires. Humour populaire, plutôt tendre que cruel. F.V.



BANDES DESSINÉES

Torture blanche

Philippe Squarzonei
Ed. Les Requins marteaux (Albi)
2004 - 90 p. - 14€

Après le succès des deux tomes sur l'altermondialisation *Garduano en temps de paix* et *Zapata en temps de guerre*, Philippe Squarzonei poursuit, sous forme d'essai en bandes-dessinées, avec le conflit israélo-palestinien. Il a fait partie, avec des militants d'ATTAC-Rhône, de la 41e mission de protection du peuple palestinien en décembre 2002 et janvier 2003. Comme dans les deux précédents ouvrages, il alterne reportages sur le terrain et réflexions du groupe. Rappelant la dimension politique du conflit masquée bien souvent par de fausses considérations religieuses, il témoigne de la vie au quotidien des villages palestiniens, isolés par les forces armées israéliennes, parfois détruits. Il dénonce la pseudo-égalité qui consiste à renvoyer les adversaires dos-à-dos, rappelant qu'il y a bien un occupant, avec d'énormes moyens militaires, et un peuple occupé viré

LE LIVRE DU MOIS

Cyclopolis, ville nouvelle

Benoît Lambert
Ed. Georg (Suisse)
2004 - 285 p. - 29€

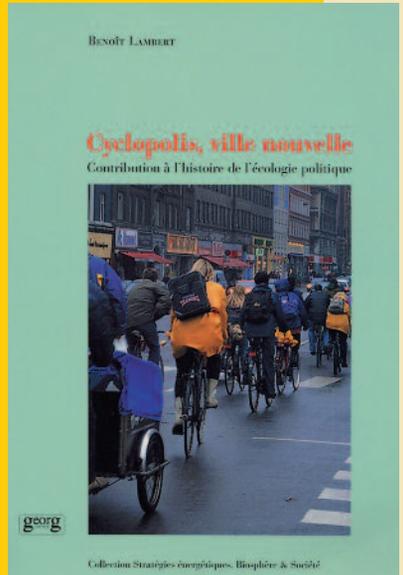
Cyclopolis est une contribution à une mise en place d'une urbanisation et d'une mobilité douce, dans les cités, dont les vélos seraient « l'étalon ».

Après un historique expliquant pourquoi et comment la voiture a pris une place prépondérante dans l'urbanisation des villes du 20e siècle, l'auteur requiert une autre conception des aménagements urbains où la voiture n'aurait plus une place hégémonique. Face à cette suprématie, de nombreux groupes se sont constitués ces trente dernières années, dont les principales revendications sont le droit à se déplacer autrement en ville et le développement d'espaces pour la bicyclette dans la cité.

Tout une partie du livre est d'ailleurs consacré à ces mouvements cyclo-écologistes, hétéroclites, mais omniprésents dans les agglomérations.

De même, de nombreuses personnes (Appleyard, Mumford, Illich), ont réfléchi à une utilisation de la voirie par des véhicules plus conviviaux (tramways, vélos), à une vision d'ensemble où le piéton retrouve sa place légitime, afin de redonner un sens et une humanisation à la ville et à ses périphéries.

Du *réseau ville sans voiture* à la création du *congrès pour un nouvel urbanisme*, en passant par le modèle de Karlsruhe en Allemagne ou de Copenhague au Pays-Bas, ou par des manifestations, plus ou moins tape à l'œil, comme Paris-plage, les exemples ne manquent pas pour attester d'une volonté d'accroître ces cyclopoles que l'auteur appelle de ses vœux. C'est un des premiers ouvrages à traiter de l'urbanisme post-automobile et il devrait faire date. MJ.



Mister President

Clarke
Ed. Lombard
2004 - 48 p. - 9,45€

Il existe, par-delà les océans, un pays merveilleux. C'est le paradis de la libre entreprise et le territoire le plus armé du monde. Elu démocratiquement par les PDG des compagnies pétrolières, un homme personnifie cette terre d'opportunités : c'est le Président. En pleine campagne électorale américaine, Clarke, avec son humour dévastateur, trace un portrait d'un président infantile et manipulé. Mélange des défauts des dirigeants d'un pays bien réel, on y croise une Monica qui fait scandale, des superhéros, des services secrets, et des stars de l'Eglise de scientologie. Un petit régal. MB.



de ses terres : il s'agit bien d'une guerre coloniale. Quelques pages d'analyses un peu trop statique (uniquement le portrait de celui qui parle, on gagnerait à avoir des images et une voix off), mais dans l'ensemble un excellent témoignage sur un conflit qui n'en finit pas. Déjà deux fois nominés pour le prix Tournesol (prix écolo du festival d'Angoulême), il ne devrait encore cette fois ne pas en être loin. MB.

